



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 9 FÉVRIER 1946

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, FEBRUARY 9th, 1946

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
12029 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
12029 — 1-52

Lettres patentes

"All Metal Works Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, avocats, Moses Silverstone, commis, et Reva Morenstein, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme fondeurs en bronze et en fer, manufacturiers et marchands de bronze, cuivre, zinc, fer, bois et autres produits naturels et comme machinistes et forgerons et manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce d'articles, objets et marchandises faits en totalité ou en partie de cuivre, bronze, fer, acier, zinc, bois et autres produits naturels et manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de ferronnerie et spécialités de toutes descriptions, machines

Letters Patent

"All Metal Works Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1945, incorporating Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, advocates, Moses Silverstone, clerk, and Reva Morenstein, stenographer, spinster of the full age of majority, all in the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as brass and iron founders, manufacturers and dealers in brass, copper, zinc, iron, wood and other natural products and as machinists and smiths and to manufacture, buy, sell and deal in goods, wares and merchandise made in whole or in part of copper, brass, iron, steel, zinc, wood and other natural products and to manufacture, buy, sell and deal in hardware and specialties of all descriptions, machines and machine supplies and to carry on the trade and

et fournitures de machines, et exercer l'industrie et le commerce de maîtres de forges, manufacturiers et lamineurs d'acier et de fer en aucune et toutes formes, produits, commodités ou articles de toute sorte; fabricants de fer ou d'acier, convertisseurs en fer et en acier, fabricants de plaques d'étain et d'acier dans toutes leurs spécialités respectives et acheter, vendre et négocier tous produits et commodités se rapportant aux objets ci-dessus, sous le nom de "All Metal Works Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12527 L. DÉSILETS.

business of ironmasters, manufacturers and rollers of steel and iron, into any and all forms, products commodities or articles of every kind; iron and steel makers, iron and steel converters, tin plate and steel makers in all their respective branches and to buy, sell and trade in all products and commodities in connection with the above, under the name of "All Metal Works Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of December, 1945.

L. DÉSILETS,
12527-o Deputy Attorney General.

"Au Quartier Latin Inc."
(The Latin Quarter Inc.)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de décembre 1945, constituant en corporation sans capital-actions: Gustave Longtin, artiste lyrique, Benoît Baillargeon, industriel et Madeleine, Crépeau, sténographe, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Travailler au développement des arts et plus particulièrement à celui de la musique et du chant et à la diffusion de la musique sous toutes ses formes;

Donner des spectacles, des représentations d'opérette, de comédie, de vaudeville et autres représentations du même genre, ainsi que des concerts, sous le nom de "Au Quartier Latin Inc." (The Latin Quarter Inc.).

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de vingt mille dollars (\$20,000.00).

Le siège social de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuvième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12528-o L. DÉSILETS.

"Au Quartier Latin Inc."
(The Latin Quarter Inc.)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Gustave Longtin, lyric artist, Benoît Baillargeon, manufacturer, and Madeleine Crépeau, stenographer, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To work towards the development of the arts and in particular that of music and singing and the broadcasting of music in all forms of same;

To give performances and presentations of operettas, comedies, vaudeville and other performances of a like nature, as well as concerts, under the name of "Au Quartier Latin Inc." (The Latin Quarter Inc.).

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is twenty thousand dollars (\$20,000).

The head office of the corporation will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of December, 1945.

L. DÉSILETS,
12528 Deputy Attorney General.

"Barnett & Co. Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux décembre 1945, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, avocat, Clarence Gross, avocat, et Anne Fiore, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer et préparer, acheter et vendre en gros ou en détail, soit comme mandants ou agents ou pour leur propre compte, ou comme courtiers à commission, du fourrage et produits du fourrage de toute espèce, grains et produits du grain de toute espèce, produits agricoles et produits alimentaires, crus ou préparés, et, en général, tous produits connexes au commerce du fourrage et du grain, sous le nom de "Barnett & Co. Limited", avec un capital total de \$49,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 l'action, et 190 actions privilégiées de \$100 l'action.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt;

"Barnett & Co. Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of December, 1945, incorporating: Samuel David Rudenko, advocate, Clarence Gross, advocate, and Anne Fiore, stenographer, spinster of the full age of majority, all of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and process, buy and sell at wholesale or retail, either as principals or agents on its own account, or as commission brokers, feeds and feed products of all types, grains and grain products of all types, agricultural products and food products, either raw or processed, and generally all products compatible with the feed or grain industry, under the name of "Barnett & Co. Limited", with a total capital stock of \$49,000.00, divided in to 300 common shares of \$100.00 per share, and 190 preferred shares of \$100.00 per share.

The number of shareholders is limited to twenty;

Les ventes des actions ordinaires susdites ou transferts desdites actions seront inscrits seulement dans le livre de transfert de la compagnie et lieront la compagnie par le décision unanime du bureau des directeurs dans chaque cas;

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12529 L. DESILETS.

"Bellefeuille & Cheney Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Pierre-Ernest Bellefeuille, Omer Cheney, contracteurs, et François Nobert, avocat, tous trois des cité et district des Trois-Rivières, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer généralement et dans toutes leurs spécialités les affaires de contracteurs et entrepreneurs, conclure, entreprendre et exécuter des contrats pour la construction, l'amélioration, l'exploitation et la démolition d'édifices, travaux, maisons et bâtisses de toute nature et description, publics ou privés;

Acquérir, louer, posséder, exploiter ou autrement disposer de carrières, lits de sable et de gravier ou autres terrains;

Exercer sous toutes ses formes, l'industrie de marchand de pierre, brique, bois, fer, ainsi que d'autres matériaux et nécessités de construction, sous le nom de "Bellefeuille & Cheney Ltée", avec un capital total de \$49,900.00, divisé en 499 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Trois-Rivières, dans le district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-septième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12530-o L. DESILETS.

"Bertrand et Duchesneau, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douzième jour de janvier 1946, constituant en corporation: Henri Bertrand, Onésime Duchesneau, manufacturiers, et Joseph-Albéric Goulet, comptable, tous trois des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer, acheter, importer, exploiter, vendre en gros comme en détail, des matériaux de construction sous quelque forme que ce soit, y compris les plastiques.

Poser, entretenir, réparer, enlever, soit comme contracteur ou sous-contracteur, des matériaux de construction de quelque nature que ce soit, y compris les plastiques.

Entreprendre des constructions, en tout ou en partie, de quelque nature que ce soit avec matériaux par elle fabriqués ou achetés.

Exploiter scierie ou carrière ou dépôt de sable ou de toutes autres substances entrant dans la fabrication de matériaux de construction, sous le nom de "Bertrand et Duchesneau, Limitée".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de quarante-neuf mille neuf cents dollars (\$49,900.00) divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf actions de cent (\$100) dollars chacune.

Sales of Common Stock herein or transfers of Said Common Stock shall only be inscribed upon the transfer book of the company and be binding on the company by the unanimous decision of the Board of Directors in each case;

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of December, 1945.

L. DESILETS,
12529-o Deputy Attorney General.

"Bellefeuille & Cheney Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of December, 1945, incorporating: Pierre-Ernest Bellefeuille, Omer Cheney, contractors, and François Nobert, advocate, all three of the city and district of Trois-Rivières, province of Quebec, for the following purposes:

To carry on in general and in all lines of same the business of contractors and builders, to enter into, undertake and carry out contracts for the construction, improving, operating and demolishing of buildings, works, houses and structures of every kind and description, public or private;

To acquire, lease, own, operate and otherwise dispose of quarries, sand or gravel pits or other lands;

To carry on in all lines of same, the business of dealers in stone, brick, wood, iron and other materials and building requisites, under the name of "Bellefeuille & Cheney Ltée", with a total capital stock of \$49,900, divided into 499 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of December, 1945.

L. DESILETS,
12530 Deputy Attorney General.

"Bertrand et Duchesneau, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1946, incorporating: Henri Bertrand, Onésime Duchesneau, manufacturers, and Joseph-Albéric Goulet, accountant, all three of the city and district of Québec, province of Québec, for the following purposes:

To manufacture, purchase, import, deal in, sell, wholesale and retail, building materials under any form whatsoever, including plastics;

To lay, maintain, repair, remove, whether as contractor or subcontractor, building materials of any kind whatsoever, including plastics;

To contract for constructions of any kind whatsoever, in whole or in part, with the materials manufactured or purchased by the company;

To operate any saw-mill, quarry or sandbank, or deposit of any other substances which may enter into the manufacturing of building materials, under the name of "Bertrand et Duchesneau, Limitée".

The amount of the capital stock of the company will be forty-nine thousand nine hundred dollars (\$49,900), divided into four hundred and ninety-nine shares of one hundred dollars (\$100) each

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de vingt-cinq mille (\$25,000.) dollars, divisée en deux cent cinquante actions de cent (\$100) dollars chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le douzième jour de janvier 1946.

L'Assistant-procureur général,
12531-o L. DÉSILETS.

The part of capital stock to be issued as preferred shares is twenty-five thousand dollars (\$25,000), divided into two hundred and fifty shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1946.

L. DÉSILETS,
12531 Deputy Attorney General.

"Colonial Chesterfield Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq janvier 1946, constituant en corporation: Wallace Ross Henry, avocat, John Brendan O'Connor, avocat, et Anne Smyth, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir comme une firme en exploitation le commerce exercé présentement en les cité et district de Montréal, sous les nom et raison sociale de "Colonial Chesterfield Co. Reg'd", comme manufacturiers et marchands de divans (chesterfields) et tout genre d'ameublement de boudoir et de les payer en actions libérées de la compagnie;

Manufacturer acheter, vendre et autrement disposer de meubles, armature et accessoires de chemin de fer, nattes, tapis, carpettes et machinerie, de tout genre et toute description, et vendre et manufacturer tous ou l'un quelconque des produits ou matériaux employés dans iceux, ou l'un quelconque d'iceux; faire le commerce du rotang et de ses produits, sous le nom de "Colonial Chesterfield Co. Ltd.", avec un capital total de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq janvier 1946.

L'Assistant-procureur général,
12532 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of January, 1946, incorporating: Wallace Ross Henry, advocate, John Brendan O'Connor, advocate, and Anne Smyth, secretary, spinster, all of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To acquire as a going concern the business now being carried on in the city and district of Montreal under the firm name and style of "Colonial Chesterfield Co. Reg'd," as manufacturers of and dealers in Chesterfields and all kinds of living-room furniture, and to pay for the same in fully paid-up shares of the Company;

To manufacture, buy, sell and otherwise dispose of furniture, railway fixtures and appliances, mats, rugs, carpets and machinery, and any and all kinds of the same, and to sell and manufacture any and all goods or materials used therein, or any of them; to deal in rattans and all products thereof, under the name of "Colonial Chesterfield Co. Ltd.", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 490 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of January, 1946.

L. DÉSILETS,
12532-o Deputy Attorney General.

"Crown Jubilee Clothing Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre janvier 1946, constituant en corporation: Irwin Harris, avocat, de la cité d'Outremont, George Gerald Richstone notaire, et Pauline Sommer, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de manufacturiers de vêtements et lingerie de toute sorte pour enfants des deux sexes et adultes;

Vendre des vêtements et lingerie de toute sorte, soit en gros ou en détail, et acheter, importer, exporter et autrement faire le commerce des articles susdits, sous le nom de "Crown Jubilee Clothing Co. Ltd.", avec un capital total de \$49,000, divisé en 499 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre janvier 1946.

L'Assistant-procureur général,
12533 L. DÉSILETS.

"Crown Jubilee Clothing Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1946, incorporating: Irwin Harris, advocate, of the city of Outremont, George Gerald Richstone, notary, and Pauline Sommer, secretary, spinster, both of the city of Montreal, all in the district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of clothing and wearing apparel of all kinds to be worn by male and female children and adults;

To sell clothing and wearing apparel of all kinds, either at wholesale or retail, and to purchase, import, export and otherwise deal in the foregoing articles, under the name of "Crown Jubilee Clothing Co. Ltd.", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 499 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be in the city and District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourth day of January, 1946.

L. DÉSILETS,
12533-o Deputy Attorney General.

"Demoiselle Juniors Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Max N. Crestohl, Samuel Greenblatt et Leon D. Crestohl, tous avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et généralement faire le commerce en gros et en détail de vêtements pour bébés et enfants, vêtements de sport pour hommes, dames et enfants, robes, blouses, robes de maison, pyjamas, robes de soirée, négligés pour dames et tous ces autres articles semblables qui peuvent être fabriqués de textiles.

Faire le commerce de tous les articles précédents qui sont fabriqués de soieries, rayon, coton, lainages, toiles, crêpe, jersey, tissus tricotés et de toutes autres formes de textiles, sous le nom de "Demoiselle Juniors Ltd." avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4030 ouest rue Notre-Dame, cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

12534

L. DÉSILETS.

"Demoiselle Juniors Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1945, incorporating: Max N. Crestohl, Samuel Greenblatt, and Leon D. Crestohl, all advocates, of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and generally deal in both wholesale and retail in infants' and children's wear, men's, ladies' and children's sportswear, ladies dresses, blouses, housecoats, pyjamas, evening gowns, dressing gowns and all such other similar articles as can be manufactured from textiles.

To deal in all of the foregoing articles which are manufactured from silks, rayon, cottons, woollens, linen, crepe, jersey, knitted materials and from all any other form of textiles, under the name of "Demoiselle Juniors Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at 4030 Notre Dame St. W., city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of December, 1945.

L. DÉSILETS,

12534-o

Deputy Attorney General.

"Fairbanks, Kirby & Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Frederick Hubert Fairbanks, courtier en valeurs, John Milligan Graham, gérant de bureau, Alfred Kirby, courtier en valeurs, Edwin Francis Randall Morris, caissier, et Eleanore Alice Peacock, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire et exercer un commerce général de promotion financière et de courtage, et agir comme agents et courtiers pour l'achat et la vente d'aucune et toutes valeurs, valeurs futures, et passer des contrats pour l'achat ou la vente de valeurs futures, sur marge ou autrement, sous le nom de "Fairbanks, Kirby & Co. Ltd.", avec un capital total de \$250,000, divisé en 25,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et unième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

12535-o

L. DÉSILETS.

"Fairbanks, Kirby & Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of December, 1945, incorporating: Frederick Hubert Fairbanks, stock broker, John Milligan Graham, office manager, Alfred Kirby, stock broker, Edwin Francis Randall Morris, cashier, and Eleanore Alice Peacock, stenographer, spinster, all of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To transact and carry on a general financial promotion and brokerage business, and to act as agents and brokers for the purchase and sale of any and all securities, commodity futures, and contracts for the purchase or sale of commodity futures, on margin or otherwise, under the name of "Fairbanks, Kirby & Co. Ltd.", with a total capital stock of \$250,000.00, divided into 25,000 shares of \$10.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal, province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of December, 1945.

L. DÉSILETS,

12535-o

Deputy Attorney General.

"Gelbro Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Isaac Gelfand, marchand, Bernard Gelfand et William Gelfand, manufacturiers, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, vendre en gros et en détail, ou l'un ou

Notice is hereby given that under Part I of the Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1945, incorporating: Isaac Gelfand, merchant, Bernard Gelfand and William Gelfand, manufacturers, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, selling wholesale and retail, or either, ready-to-

l'autre, des habits et vêtements de sport prêts à porter, faits sur commande et faits sur mesures de toutes descriptions pour hommes, femmes et enfants ou aucun d'eux;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de laine, cuir, coton, tissus de coton, lainages, soieries, toiles, marchandises sèches et vêtements de toutes sortes;

Acheter, vendre, manufacturer, importer, exporter, négocier et faire le commerce de couvre-pieds, robes, tapis, gilets, capes, ensemble de chambre à coucher, ensemble de salle de bain, vêtements, jarretières, bretelles, nouveautés, marchandises sèches, jouets, articles électriques, menus objets, notions et articles semblables, parapluies, cannes, ornements, articles de toilette, parfums, savons, filés, tissus, coton, étoffes et dentelles et marchandises imperméables, chapeaux, formes de chapeaux, rayons, lainages, casquettes, fourrures, modes, et agir comme agnts de manufacturiers ou agents à commission relativement à iceux, sous le nom de "Gelbro Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 400 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12536 L. DÉSILETS.

wear, custom made and made-to-measure clothing apparel and sportswear of all descriptions for men, women and children or any of them;

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, leather, cotton, cotton fabrics, woollens, silks, linens, dry goods and clothing of every sort;

To buy, sell, manufacture, import, export, trade in and deal with bed spreads, robes, rugs, jackets, capes, bedroom sets, bathroom sets, wearing apparel, braces, suspenders, novelties, dry goods, toys, electrical goods, small wares, notions and similar articles, umbrellas, walking sticks, ornaments, toilet requisites, perfumery, soap, tweeds, fabrics, cottons, cloth and laces and waterproof goods, hats, hat frames, rayons, woollens, caps, furs, millinery, and to act as manufacturers, agents or commission agents, in connection therewith, under the name of "Gelbro Limited", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 400 shares of \$50.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of December, 1945.

L. DÉSILETS,
12536-o Deputy Attorney General.

"I. & J. Co."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit décembre 1945, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, Theodore Herzl Shapiro, avocat, tous deux de la cité de Montréal, et Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire commerce comme marchands en gros et en détail, négociants, marchands, importateurs et exportateurs et manufacturiers de toute sorte de matériel électrique, agencements électriques, appareils électriques, équipement commercial industriel, garnitures de magasin, agencements fluorescents, garnitures de maison, accessoires de ménage, électriques et autres y compris des lampes; exercer les métiers de fondeurs en cuivre, ouvriers en métaux, fabricants de bouilloires, constructeurs de moulins, machinistes, charpentiers, électriciens, peintres, bâtisseurs, ouvriers en fer et en acier et fabricants d'outils;

Faire commerce comme marchands de gros, marchands détaillants, négociants, trafiquants, importateurs, exportateurs et manufacturiers de jouets et nouveautés de toute sorte et description;

Faire commerce comme grossistes, détaillants, négociants, importateurs, exportateurs et manufacturiers de marchandises sèches, chaussures, pantouffles, lingerie, vêtements, habits, vêtements de sport, articles en caoutchouc, sous-vêtements, chapeaux, fournitures de tailleurs et textiles de toute sorte, rideaux, couvertures, draps, taies d'oreiller, couvre-lits, dentelles, menus objets, fourrures, cuir en poil, peaux et tapis;

Faire commerce comme grossistes, détaillants, négociants, marchands, importateurs, exportateurs et manufacturiers d'accessoires de fumeur, ustensiles de cuisine, poterie, verrerie, articles de

"I. & J. Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December, 1945, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, Theodore Herzl Shapiro, advocate, both of the city of Montreal, and Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as wholesale merchants, retailers, jobbers, dealers in and importers and exporters and manufacturers of all types of electric products, electrical fixtures, electrical equipment, commercial and industrial equipment, store fixtures, fluorescent fixtures, household appliances, electrical and other household furnishings including lamps, and to engage in the business of brass founders, metal workers, boiler makers, millwrights, machinists, woodworkers, electricians, painters, builders, iron and steel workers and tool makers;

To carry on business as wholesale merchants, retailers, jobbers, dealers in, and importers and exporters and manufacturers of toys and novelties of all kinds and descriptions;

To carry on business as wholesale merchants, retailers, jobbers, dealers in, and importers and exporters and manufacturers of dry goods, shoes, slippers, wearing apparel, clothing, garments, sportswear, rubber goods, underwear, millinery, tailors' trimmings and textile fabrics of all kinds, curtains, blankets, sheets, pillowslips, bedspreads, laces, notions, furs, leather skins, hides and rugs;

To carry on business as wholesale merchants, retailers, jobbers, dealers in and importers and exporters and manufacturers of smoking accessories, kitchenware, crockery, glassware, dresser-

dressoir, articles en aluminium, argenterie, quincaillerie, coutellerie et nouveautés;

Manufacturer, composer, affiner, acheter et vendre des plastiques et produits et plastiques sous toutes leurs formes, matières chimiques, matières tinctoriales, ciment, minéraux, peinture, vernis, pigments, polis, mordants, huiles, acides, charbon, goudron, produits et dérivés du goudron, et tous articles manufacturés et créés par la combinaison des produits susdits et importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce de tous ces articles, objets et marchandises y connexes, sous le nom de "I. & J. Co", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions privilégiées et 100 actions ordinaires, les deux catégories d'une valeur au pair de \$1000 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12537 L. DESILETS.

ware, aluminumware, silverware, hardware, cutlery and novelties;

To manufacture, compound, refine, purchase and sell plastics and plastic products in all its forms, chemicals, dye-stuffs, cement, minerals, paints, varnishes, pigments, polishes, stains, oils, acids, coal, coal-tar, and coal-tar products and derivatives, and all articles manufactured and created in combination of the foregoing products, and to import, export, buy, sell and deal in such goods, wares, merchandise incidental thereto, under the name of "I. & J. Co.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 100 preferred shares and 100 common shares, both of the par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of December, 1945.

L. DESILETS,
12537-o Deputy Attorney General.

J. A. Bilodeau, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de décembre 1945, constituant en corporation Joseph-Armand Bilodeau, entrepreneur, Albert Sauvage, avocat, tous deux de Ville St-Laurent, et Mlle Solange Larivière sténographe, de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les fonctions d'entrepreneurs généraux en construction de chemins et en pavage et être partie à des contrats pour construire, exécuter, posséder et faire toutes sortes de travaux de pavage, et exercer pour les fins susdites l'industrie d'une compagnie de construction de chemins et pavage en général, et d'entrepreneurs pour la construction de travaux de chemins et de pavage, publics et privés, et manufacturer, acheter, vendre, importer et faire le commerce de toutes sortes de produits qui entrent dans la construction de chemins;

Faire affaires comme entrepreneurs généraux pour construire et aménager des structures publiques et privées;

Agir comme voituriers, camionneurs, agents-voituriers et expéditeurs par terre et par eau, marchands, entreposeurs, et entreposer et hangarer des produits, matériaux, effets, articles et marchandises pour d'autres personnes, firmes, compagnies et corporations;

Importer, exporter, acheter, vendre, louer, arrenter et autrement faire le commerce et le trafic de camions, automobiles, tracteurs, véhicules, moteurs, automobiles, moyens de transport de toutes sortes et de toutes les pièces qui servent à leur constructions, ainsi que les moteurs, engins, machineries de toutes sortes, et les accessoires électriques, et faire l'exploitation générale d'ateliers de machines, de boutiques, de réparation et de garages;

Exercer l'industrie d'importateurs, exportateurs, producteurs, commerçants, raffineurs, entreposeurs, voituriers, vendeurs, fournisseurs et distributeurs de pétrole, et produits et sous-produits du pétrole, de toute nature et description, et de gaz naturel;

Agir comme marchands de bois, en gros et en détail, entreprendre la coupe et le flottage du bois, posséder et exploiter des réserves forestières, sous le nom de "J. A. Bilodeau, Limitée", avec

"J. A. Bilodeau, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1945, incorporating: Joseph Armand Bilodeau, contractor, Albert Sauvage, advocate, both of Ville St-Laurent, and Mlle Solange Larivière, stenographer, of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors for the building of roads and pavements and to be a party to contracts to build, execute, own and perform all kinds of paving works, and for the aforesaid purposes to carry on the industry of a general road and paving construction company and contractors for the building of roads and paving works, public and private, and to manufacture, buy, sell, import and deal in all kinds of products which enter into the building of roads;

To carry on business as general contractors for the building and equipping of public and private structures;

To act as carters, truckmen, cartage agents and forwarders by land and water, merchants, warehousemen, and to store and keep products, materials, goods, wares and merchandise for other persons, firms, companies and corporations;

To import, export, buy, sell, lease, rent and otherwise trade in and deal with trucks, automobiles, tractors, vehicles, motors, automobiles, means of transportation of all kinds and all parts used in their construction, as well as motors, engines, machinery of all sorts, and electric accessories, and in general to operate machine shops, repair shops and garages;

To carry on the business of importers, exporters, producers, dealers in, refiners, warehousemen, carters, vendors, suppliers and distributors of petroleum, and petroleum products and by-products, of all nature and description, and natural gas;

To act as lumber merchants, wholesale and retail, to undertake the cutting and driving of timber, own and operate timber limits, under the name of "J. A. Bilodeau, Limitée", with a total

un capital total de \$49,990.00, divisé en 4999 actions de \$10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sear à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huitième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12538-o L. DESILETS.

capital stock of \$49,990, divided into 4999 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1945.

L. DESILETS,
12538 Deputy Attorney General.

"J. B. Villeneuve Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du ving-septième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Jean-Baptiste Villeneuve, marchand de meubles, Marie-Thérèse Gaulin-Villeneuve, épouse séparée de biens dudit Jean-Baptiste Villeneuve et dûment autorisée par lui aux fins présentes, et Philippe-Auguste Gaulin, gérant, tous des cité et district de Québec, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire en général et dans toutes leurs branches toutes les opérations et exercer les industries de fabricants, manufacturiers, marchands, importateurs et exportateurs, en gros et en détail, de toutes sortes d'effets, denrées et objets relatifs au commerce de meubles, jouets de toutes sortes, instruments de musique de toutes sortes, et tout ce qui peut participer à garnir et meubler une maison, y compris les poêles, moulins à laver, époussettes, balais, brosses, pelles, confortables, oreillers, coussins, draperies, rideaux, portières, lampes sur pied, sac à charbon, faire le commerce de plumes et faire toutes les réparations se rapportant ou reliées aux dits commerces ou industries;

Exercer l'industrie qui consiste à manufacturer, produire, acheter, vendre, importer, exporter, affermer, louer, transporter, installer, réparer, modifier, troquer, échanger, et faire le commerce de toute autre matière queconque de toutes sortes de radios, machines de radios, radios-téléphone, téléphone sans-fil, instruments de télévision et toutes sortes de radios et outillages, appareils, instruments, fixtures et accessoires de radios, et machines, appareils, accessoires, fixtures, instruments électriques, auto-moteurs et magnétiques;

Manufacturer et faire le commerce de gramophones, vitrolas, phonographes, disques, aiguilles, plaques et dispositifs et appareils, accessoires se rapportant ou connexes en aucune manière à des gramophones, vitrolas, phonographes, machines parlantes, machines cinématographiques en général;

Acheter, vendre, manufacturer, importer, installer, faire le commerce de glacières, systèmes de réfrigération, instruments ou machines à repasser ou à laver, systèmes de buanderie, systèmes de chauffage, balayeuses, aspirateurs, poêles, fournaies, brûleurs à l'huile, machines à coudre, systèmes de climatisation d'air et autres appareils similaires ou analogues, sous le nom de "J. B. Villeneuve Limitée."

Le montant du capital-actions social de la compagnie sera de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars (\$99,000.00), divisé comme suit: la partie du capital-actions qui sera émise comme actions ordinaires sera de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisée en quatre cent quatre-vingt-dix actions (490) d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune;

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de cinquante mille

"J. B. Villeneuve Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of December, 1945, incorporating: Jean-Baptiste Villeneuve, furniture dealer, Marie-Thérèse Gaulin-Villeneuve, wife separate as to property of the said Jean-Baptiste Villeneuve and duly authorized by him for the purposes hereof, and Philippe-Auguste Gaulin, manager, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on in general and in all their lines all operations and engage in the industry of makers, manufacturers, dealers, importers and exporters, wholesale and retail, of all sorts of goods, wares and merchandise connected with the furniture business and that of toys of all kinds, musical instruments of all sorts, and everything which may be used in decorating and furnishing a house, including stoves, washing machines, dusters, brooms, brushes, shovels, comforters, pillows, cushions, draperies, curtains, portieres, floor lamps, coal bags, to deal in feathers and make any repairs connected with or incidental to the said businesses and industries;

To carry on the industry which consists in manufacturing, producing, buying, selling, importing, exporting, renting, leasing, transporting, installing, repairing, improving, bartering, exchanging and dealing in, any manner whatsoever, all kinds of radios, radio machines, radio-telephones, wireless telephones, television sets and all kinds of radios and radio equipment, apparatus, instruments, fixtures and accessories, and machines, apparatus, fixtures, electrical instruments, whether automotive or magnetic;

To manufacture and deal in gramophones, victrolas, phonographs, records, needles, plates and devices, apparatus and accessories incidental to or connected in any manner with gramophones, victrolas, phonographs, talking machines, moving picture machines in general;

To buy, sell, manufacture, import, install, deal in refrigerators, refrigerating systems, instruments or machines for washing or ironing, laundry systems, heating systems, sweepers, aspirators, stoves, furnaces, oil burners, sweing machines, air conditioning systems and other similar or like apparatus, under the name of J. B. Villeneuve Limitée".

The amount of capital stock of the company will be ninety-nine thousand dollars (\$99,000), divided as follows: the part of capital stock to be issued as common shares will be forty-nine thousand dollars (\$49,000), divided into four hundred and ninety (490) shares of a par value of one hundred dollars (\$100) each;

The part of capital stock to be issued as preferred shares will be fifty thousand dollars (\$50,000),

dollars (\$50,000.00), divisée en cinq cents actions (500) de cent dollars (\$100.00) chacune;

Le nombre des actionnaires de la compagnie devra être limité à vingt (20);

Les actions ordinaires ou privilégiées du capital-social de la compagnie ne pourront être transférées sans le consentement du bureau de direction, et en suivant au surplus les prescriptions et les règlements généraux de la compagnie ou les résolutions que le bureau de direction pourra édicter à cet effet.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-septième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12539-o

L. DÉSILETS.

"Joshar Incorporated"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf décembre 1945, constituant en corporation: David Coveler, Lewis K. Freedman, Harold S. Freeman, tous avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire commerce comme manufacturiers, producteurs, négociants, marchands, importateurs, exportateurs et agents à commission de marchandises sèches, cotonnades, soieries, lainages, vêtements d'homme, femmes, garçons et filles; vêtements de toute description pour enfants, et culottes, habits, robes, tweeds, tissus et vêtements de toute sorte et description; habits de sport pour hommes, femmes, garçons et filles, articles de sport et lingerie de sport de toute sorte et description, et toutes choses incidentes ou connexes à ceux, sous le nom de "Joshar Incorporated", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12540

L. DÉSILETS.

"La Chambre de Commerce des Jeunes de Victoriaville"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de novembre 1945, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Chaput, gérant de Banque, Bertrand Caron, hôtelier, et Gérard Amiot, commis, tous de Victoriaville, district d'Arthabaska, province de Québec, dans les buts suivants:

Permettre aux Jeunes de prendre part active-ment à la promotion du commerce, de l'industrie et, en général, des affaires de la ville de Victoriaville, sous le nom de "La Chambre de Commerce des Jeunes de Victoriaville".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$15,000.00 dollars.

Le siège social de la corporation sera à Victoriaville, district d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuvième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12541-o

L. DÉSILETS.

divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100) each;

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20);

The common or preferred shares of the capital stock of the company shall not be transferred without the consent of the board of directors, and, moreover, by complying with the provisions and general by-laws of the company or the resolutions which the board of directors may enact for such purpose.

The head office of the company will be at Québec, district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of December, 1945.

L. DÉSILETS,
12539

Deputy Attorney General.

"Joshar Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1945, incorporating: David Coveler, Lewis K. Freedman, Harold S. Freeman, all advocates, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business as manufacturers, producers, dealers, merchants importers, exporters, exporters and commission agents of dry goods, cotton goods, silks, woollens, men's, women's, boys' and girls' clothing, babies' wear, of every description, and pants, suits, dresses, tweeds, fabrics, and garments of every kind and description, men's, women's, boys' and girls' sportswear, sporting goods and sporting apparel of every kind and description, and in all things incidental or appertaining thereto, under the name of "Joshar Incorporated", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1945.

L. DÉSILETS,
12540-o

Deputy Attorney General.

"La Chambre de Commerce des Jeunes de Victoriaville"

Notice is hereby given that under part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of November, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Roger Chaput, bank manager, Bertrand Caron, hotel-keeper, and Gérard Amiot, clerk, all of Victoriaville, district of Arthabaska, Province of Quebec, for the following purposes:

To enable young people to take an active part in the promotion of business, industry, and, generally, in the affairs of the town of Victoriaville, under the name of "La Chambre de Commerce des Jeunes de Victoriaville".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$15,000 dollars.

The head office of the corporation will be at Victoriaville, district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
12541

Deputy Attorney General.

"Laurentide Valley Corporation"
(La Corporation Vallée Laurentides)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Jean Victor Cartier, C.R., Yves Pelletier, tous deux avocats, Marguerite Dery, Isabelle Lemay, sténographes, filles majeures, tous de la cité de Montréal, et J. Paul Vermette, comptable et liquidateur, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, échanger et, en général, faire le commerce de toutes sortes de brûleurs à l'huile, moteurs, radiateurs, machinerie, dispositifs électriques, accessoires, pièces de rechange et de toutes sortes d'outillage, outils, ustensiles, lubrifiants, ciment, solutions et accessoires nécessaires ou utiles à la fabrication de brûleurs à l'huile, articles en caoutchouc ou autres pièces dans lesquels le caoutchouc est une partie constituante; ainsi que les différents articles ou pièces qui entrent dans la fabrication de ces articles ou marchandises;

Acquérir, vendre, importer et exercer le commerce, soit comme grossistes ou détaillants, d'huiles, graisses, gazoline, kérosène, dérivés du pétrole ainsi que toutes sortes de produits pétroliers et leurs sous-produits, sous le nom de "Laurentide Valley Corporation" (La Corporation Vallée Laurentides), avec un capital total de \$49,000, divisé en 4900 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en les cité et district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12542 L. DÉSILETS.

"Lahaye Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du troisième jour de janvier 1946, constituant en corporation: Joseph Napoléon Lahaye, entrepreneur, Henri Masson-Loranger, avocat, tous deux de la cité de Montréal, et Jacqueline Dugas, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de fournisseurs de matériaux de construction et exercer l'industrie de la construction sous toutes ses formes;

Faire ou exercer tous et aucun des commerces comme entrepreneurs généraux pour la construction, l'érection, réparation, démolition modification, maintien ou opération de travaux publics ou privés de toute nature et genre quelconque;

Faire affaires comme agents et administrateurs d'immeubles de commerce et d'entreprises industrielles de toutes sortes;

Acquérir et posséder, vendre et revendre des immeubles de toute nature et de toute description et sans restriction, sous le nom de "Lahaye Inc.", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le troisième jour de janvier 1946.

L'Assistant-procureur général,
12543-o L. DÉSILETS.

"Laurentide Valley Corporation"
(La Corporation Vallée Laurentides)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1945, incorporating: Jean-Victor Cartier, K. C., Yves Pelletier, both advocates, Marguerite Dery, Isabelle Lemay, stenographers, spinsters, all of the city of Montreal, and J. Paul Vermette, accountant and liquidator, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, exchange and, in general, deal in all kinds of oil burners, motors, radiators, machinery, electrical devices, accessories, exchange parts, and all kinds of equipment, tools, utensils, lubricants, cement, solutions and accessories necessary or useful in the manufacture of oil burners, rubber goods or other parts of which rubber is a component part; as well as the different articles or parts which enter into the manufacturing of such articles or goods;

To acquire, sell, import, and to carry on business either as wholesalers or retailers of oils, greases, gasoline, kerosene, petroleum derivatives as well as all kinds of petroleum products and their by-products, under the name of "Laurentide Valley Corporation" (La Corporation Vallée Laurentides), with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 4900 shares of \$10.00 each.

The head office of the Company will be in the city and district of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of December, 1945.

L. DÉSILETS,
12542-o Deputy Attorney General.

"Lahaye Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of January, 1946, incorporating: Joseph Napoléon Lahaye, contractor, Henri Masson-Loranger, advocate, both of the city of Montreal, and Jacqueline Dugas, secretary, spinster, of the city of Outremont, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as dealers in building requisites and engage in the construction business, under all the forms thereof;

To engage in or carry on all or any business as general contractors for the construction, erection, repair, demolishing, alteration, maintenance of operating of public or private works of any kind and sort whatsoever;

To carry on business as agents and administrators of commercial buildings and industrial undertakings of every kind;

To acquire and own, sell and re-sell immovables of every kind and description and without any restriction, under the name of "Lahaye Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of January, 1946.

L. DÉSILETS,
12543 Deputy Attorney General.

"L'Association des Cyclistes de l'Assomption, Inc."

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingtième jour de décembre 1945, constituant en corporation sans capitalisations: Jean Geoffrion, pharmacien, Léopold St-Jean, huissier, et Aurèle Poitras, cordonnier, tous de la ville de l'Assomption, district de Joliette, Province de Québec, dans les buts suivants:

Réunir des membres dans un but moral, intellectuel, social, sportif et récréatif, promouvoir entre eux des relations amicales, sportives et sociales, voir à leur bien-être et organiser tous genres de réunions sportives, intellectuelles, récréatives et sociales, sous le nom de "L'Association des Cyclistes de l'Assomption, Inc."

Les pouvoirs qui pourront être accordés n'autorisent pas la corporation à demander et à exploiter des permis ou licences ordinairement octroyés par la commission des Liqueurs de Québec et ne doivent pas être interprétés comme permettant les jeux à l'argent, les jeux de hasard et les jeux mixtes de hasard et d'habileté, s'ils sont joués dans des conditions telles qu'ils viennent en contravention avec le Code Criminel du Canada.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de vingt-cinq mille (\$25,000.00) dollars.

Le siège social de la corporation sera à l'Assomption, dans le district de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le vingtième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12544-o L. DÉSILETS.

"L'Association des Cyclistes de l'Assomption, Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Jean Geoffrion, druggist, Léopold St-Jean, bailiff, and Aurèle Poitras, shoemaker, all of the town of l'Assomption, district of Joliette, Province of Quebec, for the following purposes:

To unite the members for a moral, intellectual, social, sporting and recreational purpose, to promote amongst them friendly, sporting and social relations, see to their welfare and organize all kinds of sport, intellectual, recreational and social meetings, under the name of "L'Association des Cyclistes de l'Assomption, Inc."

The powers to be conferred shall not authorize the corporation to apply for and operate permits or licenses usually granted by the Quebec Liquor Commission and shall not be interpreted as permitting gambling, games of chance or combined games of chance and skill, if played under conditions that contravene the Criminal Code of Canada.

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is twenty-five thousand dollars (\$25,000).

The head office of the corporation will be at l'Assomption, district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of December, 1945.

L. DÉSILETS,
12544 Deputy Attorney General.

"L'Association des Marchands en Gros d'Accessoires Agricoles de Québec"
(The Quebec Wholesale Farm Equipment Association)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du vingtième jour de décembre 1945, constituant en corporation sans capitalisations: William D. McOuât, Alcide Thibodeau, Charles-W. Lebeau, Wilmer-E. Willard, tous quatre gérants, et Robert W. Mitchell, assistant-gérant, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Obtenir et distribuer toutes informations de crédit et autres pour le bénéfice de ses membres; se concerter pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres; coopérer dans toutes les affaires relatives au commerce des machines et accessoires agricoles, pour l'améliorer, en corriger les abus et en régulariser le travail et les prix et plus spécialement pour faire l'étude des conventions collectives de travail et y coopérer, s'il y a lieu, sous le nom de "L'Association des Marchands en gros d'Accessoires agricoles de Québec" (The Quebec Wholesale Farm Equipment Association).

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation pourra posséder est de cent mille dollars (\$100,000.00).

Le siège social de la corporation sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingtième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12545-o L. DÉSILETS.

"L'Association des Marchands en Gros d'Accessoires Agricoles de Québec"
(The Quebec Wholesale Farm Equipment Association)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: William D. McOuât, Alcide Thibodeau, Charles W. Lebeau, Wilmer E. Willard, all four managers, and Robert W. Mitchell, assistant manager, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To obtain and distribute any information regarding credit and other information for the benefit of its members; to unite for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members; to cooperate in all things respecting the business of machines and farm equipment, for the improvement of same, to correct abuses and stabilize labour and prices and more particularly to study the collective labour agreements and cooperate therewith, if and when expedient, under the name of "L'Association des Marchands en Gros d'Accessoires Agricoles de Québec" (The Quebec Wholesale Farm Equipment Association).

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is one hundred thousand dollars (\$100,000).

The head office of the corporation will be in the city of Montreal, district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of December, 1945.

L. DÉSILETS,
12545 Deputy Attorney General.

"Lead Smelters & Refiners Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, Clarence R. Gross et Mortimer Weinfeld, tous avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à acheter et vendre et à importer et exporter, ainsi qu'à fondre et raffiner toutes sortes de métaux, et acquérir et vendre, hypothéquer, transférer, louer, échanger ou autrement faire le commerce de tous biens, marchandises ou matériaux d'aucune sorte nécessaire à la poursuite générale de l'achat et de la vente et de l'importation et l'exportation, ainsi que de la fonte et le raffinage de toutes sortes de métaux, en gros ou en détail ou dans toute spécialité d'iceux, sous le nom de "Lead Smelters & Refiners Inc."

Le capital-actions de la compagnie est de \$49,900 divisé en cent cinquante (150) actions ordinaires de \$100 par action, et en trois cent quarante-neuf (349) actions privilégiées de \$100 par action.

Le nombre des actionnaires est limité à vingt;

Les ventes de ces actions ordinaires ou les transferts desdites actions ordinaires seront inscrites au livre des transferts de la compagnie et lieront la compagnie seulement après la décision unanime du bureau de direction dans chaque cas;

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12546 L. DESILETS.

"Lennoxville Press Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Bartley Nelson Holtham, avocat et conseil en loi du Roi, J. Kenneth Flaherty, éditeur, Leslie Memory, gérant de bureau, Stewart Simms Messenger, imprimeur, tous des cité et district de Sherbrooke, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter et prendre comme une firme en exploitation le commerce d'imprimerie possédé et exploité par G. S. Thompson, en la ville de Lennoxville, autrefois connu comme Beck Press Reg'd., comprenant l'immeuble étant partie du lot trois cent quatorze (314) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Lennoxville, avec ensemble la bâtisse dessus érigée, comprenant une boutique d'imprimerie et logement, ainsi que le fonds de commerce, actif, machinerie, et outillage d'un commerce d'imprimerie, et le payer ne entier ou en partie au moyen d'une émission d'actions entièrement acquittées et non sujettes à appel du capital-actions de la compagnie;

Opérer un commerce général d'imprimerie et de reliure;

Établir, publier et vendre en gros et en détail, un journal hebdomadaire et quotidien en anglais ou en français ou partiellement en français et particulièrement en anglais, et solliciter des annonces et des abonnements pour ce journal ou ces journaux;

"Lead Smelters & Refiners Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the eighteenth day of December, 1945, incorporating: Samuel David Rudenko, Clarence R. Gross and Mortimer Weinfeld, all advocates, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes;

To carry on the business of buying and selling, and of importing and exporting, as well as smelting and refining all kinds of metals, and to acquire and sell, hypothecate, convey, lease, exchange or otherwise deal in any assets, merchandises or material of any kind necessary for the general prosecution of the buying and selling, and of importing and exporting, as well as smelting and refining all kinds of metals, both wholesale or retail or for any branch thereof, under the name of "Lead Smelters & Refiners Inc."

The capital stock of the Company is \$49,900.00, divided into one Hundred and fifty (150) shares of Common Stock at \$100.00 per share, and three hundred and forty-nine (349) shares of preferred stock at \$100.00 per share.

The number of shareholders is limited to twenty;

Sales of Common Stock herein or transfers of the said common stock shall only be inscribed upon the transfer book of the company and be binding on the company by the unanimous decision of the Board of Directors in each case;

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1945.

L. DESILETS,
12546-o Deputy Attorney General.

"Lennoxville Press Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1945, incorporating: Bartley Nelson Holtham, advocate and King's Counsel, J. Kenneth Flaherty, editor, Leslie Memory, office manager, Stewart Simms Messenger, printer, all of the city and district of Sherbrooke, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase and take over as a going concern the Printing business owned and operated by G. S. Thompson, at the Town of Lennoxville, previously known as Beck Press Reg'd., including the Real-Estate being part of the lot three hundred and fourteen (314) of the Official Cadastral Plan & Book of Reference for the Town of Lennoxville, together with the building thereon erected, comprising a printing shop and living quarters, as well as all the stock-in-trade, assets, machinery and equipment of a printing business, and to pay for the same wholly or in part, by the issue of fully paid up and non-assessable shares of the capital stock of the Company;

To operate a general job-printing and book-binding business;

To establish, publish and sell wholesale and retail, a weekly and daily newspaper in French or English, or partly in French and partly in English, and to solicit advertising in and subscriptions for such a newspaper or newspapers;

Faire le commerce en gros et en détail de plumes, crayons, encre, étampes et exercer un commerce général de papeterie et d'articles de bureau, sous le nom de "Lennoxville Press Incorporated", avec un capital total de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt et aucun appel ne sera fait au public pour souscrire aux actions.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Lennoxville, province de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

12547

L. DÉSILETS.

To deal wholesale and retail in pens, pencils, ink, rubber stamps, and to carry on a general business in Stationary and Office supplies, under the name of "Lennoxville Press Incorporated", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 490 shares of \$100.00 each.

The number of Shareholders shall be limited to twenty, and no appeal shall be made to the public to subscribe for shares.

The head office of the Company will be at the Town of Lennoxville, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1945.

L. DÉSILETS,

12547-o

Deputy Attorney General.

"Les Immeubles Bégin Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de décembre 1945, constituant en incorporation: J.-Elzéar Bégin, marchand de grains, Germaine Rouleau-Bégin, épouse séparée de bien dudit J.-Elzéar Bégin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Maurice Boulanger, comptable, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter ou acquérir par location, échange ou autrement, des terrains, des bâtisses, et des propriétés immobilières d'aucune tenure ou description, et aucun immeuble ou intérêt afférent, et aucuns droits s'y rapportant, et les faire valoir, comme on le croira bon; et faire les opérations générales d'agents et de courtiers d'immeubles dans toutes leurs spécialités;

Faire les affaires générales d'une compagnie d'immeubles et de développement;

Faire affaires comme agents fonciers, experts, évaluateurs, courtiers en immeubles, entrepreneurs et constructeurs, exercer un commerce général d'agence immobilière, y compris les entreprises d'évaluation, d'enquête, vente, achat, échanges et d'affaires semblables, les baux négociables et toutes les autres formes contractuelles relatives à l'immeuble, sous le nom de "Les Immeubles Bégin Inc.", avec un capital total de \$99,000.00, divisé en 490 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100.00 chacune, et en 500 actions privilégiées de \$100.00 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie devra être limité à vingt (20);

Les actions ordinaires ou privilégiées du capital social de la compagnie ne pourront être transférées sans le consentement du bureau de direction, et en suivant au surplus les prescriptions et les règlements généraux de la compagnie ou les résolutions que le bureau de direction pourra édicter à cet effet.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-septième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

12548-o

L. DÉSILETS.

"Les Immeubles Bégin Inc."

Notice is hereby given that under Part I or the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of December, 1945, incorporating: J. Elzéar Bégin, grain merchant, Germaine Rouleau-Bégin, wife separate as to property of the said J. Elzéar Bégin, and by him duly authorized for the purposes hereof, and Maurice Boulanger, accountant, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase or acquire by lease, exchange or otherwise, lands and buildings, and immovable property of any tenure of description, and any immovable or interest therein and any rights connected therewith, and turn the same to account, as may be thought proper; to carry on a general business as real estate agents and brokers, in all the specialties thereof;

To carry on the general business of a real estate and development company;

To carry on business as land agents, experts, valuers, real estate brokers, contractors and builders, carry on a general real estate agency business, including undertakings concerning valuation, investigation, sale, purchase, exchange and similar affairs, negotiable leases, and any other form of contract respecting immovable property, under the name of "Les Immeubles Bégin Inc.", with a total capital stock of \$99,000, divided into 490 common shares of \$100 each, par value, and 500 preferred shares of \$100 each

The number of the company's shareholders shall be limited to twenty (20);

The common or the preferred shares of the joint capital stock of the company may not be transferred without the consent of the Board of Directors, and, moreover, in accordance with the provisions and general by-laws of the company or the resolutions which may be enacted to that effect by the Board of Directors.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of December, 1945.

L. DÉSILETS,

12548

Deputy Attorney General.

Lincoln Properties Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de décembre 1945, constituant en incorporation: Dame Libbie Adelstein, agent d'immeubles, épouse sé-

Lincoln Properties Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1945, incorporating: Dame Libbie Adelstein, realtor, wife separate as to property of Joseph Lyon Adelstein, broker, the

parée de biens de Joseph Lyon Adelstein, courtier, ce dernier est une partie à ces présentes à la fin d'autoriser son épouse, de la cité de Montréal, June Kirlin, de la cité de Montréal et Celia Cohen de la cité d'Outremont, toutes deux sténographes, filles majeures, et tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, échange, bail ou par aucun autre titre légal et posséder, détenir, améliorer, administrer, utiliser, développer, user et jouir ou autrement négocier et mettre en valeur et vendre, louer, échanger ou autrement céder et disposer de propriétés immobilières ou d'intérêts en icelles et de bâtisses ou autres constructions dessus érigées, concessions forestières, pouvoirs hydrauliques et autres et propriétés immobilières de toutes sortes et descriptions et des droits sur ces propriétés et en particulier, acquérir par achat, posséder, détenir, améliorer, administrer, utiliser, développer, user et jouir ou autrement négocier et mettre en valeur les propriétés immobilières portant les numéros civiques 1926-1930 inclusivement, avenue Lincoln, dans la cité de Montréal, province de Québec.

Bâtir, posséder, louer, entretenir et exploiter toutes sortes de bâtisses et constructions qui seront utilisées pour aucune fin, avec ensemble toutes sortes de commodités usuelles ou nécessaires qui peuvent être avantageusement fournies ou procurées relativement à icelles, sous le nom de "Lincoln Properties Inc." avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

12549

L. DÉSILETS.

**"Machinerie Moderne Ltée —
Modern Machinery Ltd."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douzième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Joseph-Raoul Dagenais, commerçant, Lucienne Méreineau et Gemma Gauvin, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

De faire affaires comme agent, importateur, exportateur, manufacturier, vendeur en gros ou en détail des objets suivants:

Machines, outils, instruments de toutes sortes; en bois ou en métal et tout objet ordinaire de quelque nature que ce soit pouvant servir à réparer ou à construire des machines, des outils ou des instruments;

Des camions, tracteurs, équipement léger ou lourd, pelles à vapeur, accessoires d'automobile, automobiles, bateaux, avions et toutes sortes de moteurs neufs ou vieux et tout ce qui peut servir à les construire ou à les réparer;

Acier, les produits de l'acier, les appareils électriques, les accessoires électriques, le bois, les produits du bois et tout ce qui peut rapporter un bénéfice quelconque à la compagnie et se rapportant aux objets déjà mentionnés, sous le nom de "Machinerie Moderne Ltée — Modern Machinery Ltd.", avec un capital total de \$19,000.00, divisé en 190 actions de \$100.00 chacune.

latter a party to these presents for the purpose of authorizing his wife, of the city of Montreal, June Kirlin, of the city of Montreal, and Celia Cohen of the city of Outremont, both stenographers, spinsters, and all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, exchange, lease or any other legal title and to possess, hold, improve, administer, utilize, develop, use and enjoy or otherwise deal with and turn to account and to sell, lease, exchange or otherwise make over and dispose of real estate or interests therein and buildings or other structures thereon erected, timber limits, water and other powers and immovable property of all kinds and descriptions and rights in such property and in particular, to acquire by purchase, possess, hold, improve, administer, utilize, develop, use and enjoy or otherwise deal with and turn to account immovable properties bearing Civic No. 1926-1930 inclusive, Lincoln Ave., in the city of Montreal, in the Province of Quebec.

To build, own, lease, maintain and operate all kinds of buildings and structures to be used for any purpose, together with all forms of conveniences, usual or necessary or which can be advantageously furnished or supplied in connection therewith, under the name of "Lincoln Properties Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1945.

L. DÉSILETS,

12549-0

Deputy Attorney General.

**"Machinerie Moderne Ltée —
Modern Machinery Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1945, incorporating: Joseph Raoul Dagenais, merchant, Lucienne Méreineau and Gemma Gauvin, secretaries, spinsters, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as agent, importer, exporter, manufacturer, wholesale or retail vendor of the following objects:

Machines, tools, instruments of all kinds, whether in wood or metal, and any ordinary object of any nature whatsoever which may be used in repairing or making machine, tools or instruments;

Trucks, tractors, light or heavy equipment, steam shovels, automobile accessories, automobiles, boats, aeroplanes and all kinds of motors whether new or old and anything that may be used in making or repairing them;

Steel, steel products, electric apparatus, electric accessories, wood, wood products and anything from which the company may derive benefit and connected with the objects already mentioned under the name of "Machinerie Moderne Ltée — Modern Machinery Ltd.", with a total capital stock of \$19,000, divided into 190 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le douzième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

12550-o

L. DÉSILETS.

"Mafco Corporation Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Moses A. Fine, marchand, Moses A. Fels et Sol Sidney Fels, avocats, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer aucune ou toutes lignes de commerce de manufacturiers, producteurs, marchands, en gros et en détail, importateurs et exportateurs de phonographes de toutes sortes et nature et y compris les radios et phonographes combinés et après avoir obtenu les permis nécessaires, exercer le commerce de manufacturiers, producteurs, marchands en gros et en détail, importateurs et exportateurs de machines de radios et radios et tous les accessoires et fournitures et appareils utilisés dans lesdites fabrication et production de phonographes et/ou de radios, sous le nom de "Mafco Corporation Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et unième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

12551

L. DÉSILETS.

"Mayfair Handbags Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit décembre 1945, constituant en corporation: Philip Meyerovitch C.R., Harry Batshaw, C.R., Louis Feigenbaum, tous avocats et Fred Britan, commis, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de manufacturiers, finisseurs, dessinateurs, importateurs, exportateurs et marchands de bourses et sacs pour dames et autres articles semblables confectionnés de n'importe quel matériel, soit en drap ou en cuir et en général manufacturer et faire le commerce de tous les articles que la compagnie peut convenablement ou avantageusement manier relativement audit commerce, sous le nom de "Mayfair Handbags Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

12552

L. DÉSILETS.

"Mo-Rita Dress & Sportswear Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept décembre 1945, cons-

The head office of the company will be at Québec, district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1945.

L. DÉSILETS,

12550

Deputy Attorney General.

"Mafco Corporation Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-first day of December, 1945, incorporating: Moses A. Fine, merchant, Moses A. Fels and Sol Sidney Fels, advocates, all of the city and district of Montreal, Province of Québec, for the following purposes:

To carry on any or all lines of the business of manufacturers, producers, merchants, wholesale and retail, importers and exporters of phonographs of all kinds and nature and including combinations of radios and phonographs and upon the obtaining of the proper licenses to carry on the business of manufacturers, producers, merchants, wholesale and retail, importers and exporters of radio machines and radios and all the accessories and supplies and apparatus used in the said manufacture and production of phonographs and/or radios, under the name of "Mafco Corporation Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of the par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal, Province of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of December, 1945.

L. DÉSILETS,

12551-o

Deputy Attorney General.

"Mayfair Handbags Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-eighth day of December, 1945, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., Harry Batshaw, K.C., Louis Feigenbaum, all advocates, and Fred Britan, clerk, all of the city and district of Montreal, Province of Québec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, finishers, designers, importers, exporters and dealers in ladies' purses, ladies' bags and similar articles manufactured of any material whatsoever whether cloth or leather and generally to manufacture and deal in all articles which may conveniently or advantageously be handled in connection with the said business, under the name of "Mayfair Handbags Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of December, 1945.

L. DÉSILETS,

12552-o

Deputy Attorney General.

"Mo-Rita Dress & Sportswear Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-seventh day of December, 1945, incorporating:

tituant en corporation: Moe Airov, coupeur et dessinateur, Morris Rothstein, directeur, Issie Airov, coupeur, Alter Rothstein, marchand, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, négociier, importer, exporter, en gros et en détail, des vestons, jupes, tuniques et blouses, vêtements de sport pour dames et demoiselles, robes de femmes et d'enfants, costumes, manteaux et confectionner de la lingerie de toute description pour femmes;

Faire le commerce de trafiquant, s importateurs, grossistes et détaillants, marchands et distributeurs de tous tissus, lainages, soieries, doublures et autres étoffes de toute description et à cette fin faire toutes ou l'une quelconque des choses s'y rapportant, sous le nom de "Mo-Rita Dress & Sportswear Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Les actions du capital-actions de la compagnie ne seront pas transférées sans l'approbation des directeurs de la compagnie démontrée par une résolution du conseil d'administration;

Le nombre de ses actionnaires sera limité à vingt (20).

Il est interdit de faire appel au public pour souscrire aux actions ou débetures de la compagnie.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-sept décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

12553-

L. DÉSILETS.

Moe Airov, cutter and designer, Morris Rothstein, executive, Issie Airov, cutter, Alter Rothstein, merchant, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, ladies' and misses' jackets, skirts, jumpers and blouses, sportswear, ladies' and children's dresses suits, coats and manufacture of women's wearing apparel of any description whatsoever;

To carry on the business of jobbers, importers, wholesalers, retailers, dealers and distributors of all textile materials, wollens, silks, linings and all other materials of any description whatsoever and to that end to do any and all other things appertaining to the same, under the name of "Mo-Rita Dress & Sportswear Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 100 common shares of a par value of \$100.00 each, and 100 preferred shares of a par value of \$100.00 each.

That no shares of the capital stock of the company shall be transferred without the approval of the directors of the company evidenced by a resolution of the Board of Directors;

That the number of its shareholders shall be limited to Twenty (20).

That any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the company shall be prohibited.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of December, 1945.

L. DÉSILETS,

12553-o

Deputy Attorney General.

"Mutual Lumber Co."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit décembre 1945, constituant en corporation: Louis Dubrovsky, marchand, Nathan Cotler, avocat, Irving Heft, commis, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire dans toutes ses spécialités le commerce de manufacturiers et marchands de billots, bois de charpente, pulpe, bois de pulpe, papier et tous autres produits ou sous-produits du bois, et de la pulpe, et tous autres articles et matériaux dans lesquels entrent le bois, la pulpe, le carton de pulpe ou le papier, ou dont ils constituent une partie;

Faire le commerce d'exploitants de bois de construction, marchands de bois de charpente, propriétaires de scieries et marchands de bois en général, et acheter, vendre, préparer pour le marché, manufacturer, importer, exporter et faire le commerce d'articles de toute espèce fabriqués en bois de construction ou en bois et tous articles faits en bois ou extraits du bois ou des déchets de bois, sous le nom de "Mutual Lumber Co.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

12554

L. DÉSILETS.

"Mutual Lumber Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December, 1945, incorporating: Louis Dubrovsky, merchant, Nathan Cotler, advocate, Irving Heft, clerk, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of manufacturers of and dealers in logs, timber, pulp, pulp-wood, paper and other products or by-products of wood, and pulp, and all other articles and materials into which wood, pulp, pulpboard or paper enter, or of which they form part.;

To carry on the business of lumber operators, timber merchants, saw-mill proprietors and general lumber merchants and to buy, sell, prepare for market, manufacture, import, export and deal in articles of all kinds in the manufacture of which timber or wood is used and all articles that can be made from or extracted from wood or the waste products of wood, under the name of "Mutual Lumber Co.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of December, 1945.

L. DÉSILETS,

12554-o

Deputy Attorney General.

'National Tradex Company Limited'

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Lyon William Jacobs, C.R., Ben Bernstein, C.R., Alvin Jacobs, tous avocats, James Lincoln, Hardie comptable, et William White, agent, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre et autrement faire le commerce et exercer un commerce général d'importation et d'exportation de toutes sortes de produits textiles, nouveautés, jouets, articles de toilette, automobiles, camions et accessoires d'automobiles, meubles, produits chimiques, plastiques, lessiveuses, appareils électriques et tous articles semblables, sous le nom de "National Tradex Company Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 500 actions n'ayant aucune valeur nominale ou au pair et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$5,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

12555

L. DÉSILETS.

'National Tradex Company Limited'

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1945, incorporating: Lyon William Jacobs, K.C., Ben Bernstein, K.C., Alvin Jacobs, all advocates, James Lincoln Hardie, accountant, and William White, agent, all of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes.

To buy, sell and otherwise deal in and to carry on a general business of import and export in all kinds of textiles, novelties, toys, toilet articles, automobiles, trucks, and automobile accessories, furniture, chemicals, plastics, washing machines, electrical appliances and all similar articles, under the name of "National Tradex Company Limited".

The capital stock of the company is divided into 500 shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be \$5,000.00.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1945.

L. DÉSILETS,

12555-0

Deputy Attorney General.

'Radio Accessories Limited'

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Bennie Manis, gérant, de ventes, Sydney Leither, marchand, tous deux de la cité d'Outremont, et Leonard Vallins, vendeur, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturier et marchand en gros et en détail d'applications électriques, accessoires électriques, appareils électriques, ferronnerie et commodités connexes, sous le nom de "Radio Accessories Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de quarante-neuf mille dollars (\$49,000) divisé en trois actions ordinaires de cent dollars (\$100) et la partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de quarante-huit mille sept cents dollars (\$48,700), divisé en quatre-cent-quatre-vingt-sept actions de cent dollars chacune \$(100);

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

12556

L. DÉSILETS.

'Radio Accessories Limited'

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1945, incorporating: Bennie Manis, sales manager, Sydney Leiter, merchant, both of the City of Outremont, and Leonard Vallins, salesman, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturer and dealer both by wholesale and retail of electrical fixtures, electric supplies, electrical appliances, hardware and allied commodities, under the name of "Radio Accessories Limited".

The amount of the capital stock of the company is to be Forty-nine thousand dollars (\$49,000.00) divided into three shares of common stock of One hundred dollars (\$100.00) each and the part of the capital stock to be issued as preferred shares is Forty-eight thousand seven hundred dollars (\$48,700.00) divided into four hundred and eighty-seven shares of One hundred dollars each (\$100.00);

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of December, 1945.

L. DÉSILETS,

12556-0

Deputy Attorney General.

'Resorts & Industrial Management Co. Inc.'

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf janvier 1946, constituant en corporation: Diane Whitney, secrétaire, veuve de Charles D. Whitney, Henri Gohier, surintendant,

'Resorts & Industrial Management Co. Inc.'

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1946, incorporating: Diane Whitney, secretary, widow of the late Charles D. Whitney, Henri Gohier, superintendent, and J.-Denis

dant, et J.-Denis Martin, comptable, tous de la ville de Ste-Agathe-des-Monts, district de Terrebonne, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, posséder, développer, exploiter, vendre, louer ou disposer de stations d'été et d'hiver;

Faire le commerce de tenanciers d'hôtel, restaurant, café, cafeteria, taverne, brasserie, salle de rafraichissements et maison de pension, hôteliers débitants de boissons, marchands de vin, bière et spiritueux, importateurs et manufacturiers d'eaux gazeuses, minérales et artificielles et liqueurs douces, fournisseurs, pourvoyeurs d'amusements en général, propriétaires de voitures, fiacres et carrosses, loueurs de chevaux, propriétaires de garage, propriétaires et/ou conducteurs d'automobiles, autobus, camions, auto-taxis; cultivateurs, laitiers, marchands de glace, importateurs et courtiers en aliments, bétail vivant et abattu, coiffeurs, parfumeurs, propriétaires de clubs, bains, cabinets de toilette, buanderies, salles de lecture, écriture et journaux, bibliothèques, terrains de jeux et d'amusements, récréation, sport, spectacle et enseignement de de tout genre, marchands de tabac et cigares, agents de compagnies de chemin de fer et d'expédition, et voituriers, entrepreneurs;

Manufacturer, assembler, importer, exporter, acheter, vendre, louer, arrenter et autrement faire le commerce et négoce de véhicules moteurs, camions, tracteurs, voitures automobiles, autobus, omnibus, autobus de promenade, auto-neige, automobiles, motocyclettes, canots automobiles, aéroplanes, véhicules, moyens de transport de tout genre, systèmes de transport de tout genre, et toutes pièces employées dans la construction d'iceux, et aussi moteurs, machines, machinerie et toute espèce d'accessoires et matériaux pour moteurs électriques;

Faire dans toutes ses spécialités, le commerce d'entrepreneurs et bâtisseurs généraux et notamment la construction de bâtiments et édifices, chemins, ponts ou ponceaux, viaducs, champs d'aviation;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, employer, distribuer et autrement faire le commerce de machines, outils, instruments et ustensiles, menus objets, brimborions, aiguilles, matières chimiques, matériaux à l'épreuve du feu, accessoires de médecin, d'hôpital et de chambre de malade, parfums, articles de toilette et articles de fantaisie, appareils et équipement chirurgiques, scientifiques et électriques, cosmétiques, matières tinctoriales, ciment, minéraux, savons, superphosphates, fertilisants, peintures, vernis, pigments, polis, mordants, huiles, acides, alcools non buvables, articles caoutchoutés, articles en cuir, faïence, verrerie, quincaillerie et articles en métal, sacs de papier, boîtes, jarres, canettes et autres contenants ou récipients, et les matériaux dont ils sont ou peuvent être faits et leurs ingrédients, sous le nom de "Resorts & Industrial Management Co. Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 50,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Agathe-des-Monts, district de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1946.

L'Assistant-procureur général,
12557 L. DÉSILETS.

"S. Gold Furs Ltd."

Avis est, par les présente, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois janvier 1946, consti-

Martin, accountant, all of the Town of Ste-Agathe-des-Monts, district of Terrebonne, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, own, develop, operate, sell, lease or dispose of summer and winter resorts;

To carry on the business of hotel, restaurant, café, cafeteria, tavern, beer-house, refreshment room and lodging-house keepers, licenses victualers, wine, beer and spirit merchants, importers and manufacturers of aerated, mineral and artificial waters and soft drinks, purveyors, caterers for public amusements generally, coach, cab and carriage proprietors, livery stable keepers, garage keepers, owners and/or operators of motors, busses, trucks and taxi-cabs, farmers, dairy-men, ice merchants, importers and brokers of food, live and dead stock, hairdressers, perfumers, chemists, proprietors of clubs, baths, dressing-rooms, laundries, reading, writing and newspaper rooms, libraries, grounds and places of amusement, recreation, sport, entertainment and instruction of all kinds, tobacco and cigar merchants, agents for railway and shipping companies and carriers, entrepreneurs;

To manufacture, assemble, import, export, purchase, sell, lease, rent and otherwise deal and trade in motor-vehicles, trucks, tractors, automobiles, autobuses, omnibuses, pleasure-buses, "snow goes", automobiles, motorcycles, motorboats, aeroplanes, vehicles, means of transportation of every kind, transportation systems of every kind, and all parts used in the construction thereof, and also motors, engines, machinery of every kind and electric motors' accessories and supplies;

To carry on, in all the specialties thereof, the business of general contractors and builders and notably the construction of buildings and edifices, roads, bridges or culverts, viaducts, aviation fields;

To manufacture, import, export, buy, sell, use, distribute and otherwise deal in machines, tools, implements and utensils, small wares, notions, needles, chemicas, fire-proofing materials, physicians' hospital and sick room supplies, perfumes, toilet articles and fancy goods, surgical, scientific and electrical apparatus and equipment, cosmetics, dye stuffs, cement, minerals, soaps, superphosphates, fertilizers, paints, varnishes, pigments, polishes, stains, oils, acids, non drinkable alcohols, rubber goods, leather goods, crockery, glass-ware, metal ware and hardware, paper bags, boxes, jars, cans and other containers or receptacles, and the materials of which same are or may be made and their ingredients, under the name of "Resorts & Industrial Management Co. Inc.", with a total capital stock of \$50,000.00, divided into 50,000 shares of \$1.00 each.

The head office of the company will be at Sainte-Agathe-des-Monts, in the district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1946.

L. DÉSILETS,
12557-o Deputy Attorney General.

"S. Gold Furs Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of January, 1946, incorporating: Samuel Gold,

tuant en corporation: Samuel Gold, fourreur, Thomas Michael Tansey et Samuel Moskovitch, avocats, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail, des manteaux de fourrure, nappes, garnitures en fourrure, fourrures, laine, lainages, soieries, toiles, articles en fourrure et vêtements de toute sorte, sous le nom de "S. Gold Furs Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 120 actions ordinaires de la valeur au pair de \$100 chacune, et 80 actions privilégiées de la valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 282 ouest, rue Ontario, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le trois janvier 1946.

L'Assistant-procureur général,
12558 L. DÉSILETS.

"Superspun Yarns Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Albert Mayrand, de la cité d'Outremont, Ignace-J. Deslauriers, de la cité de Montréal, et Paul Trépanier, de Lachine, tous avocats, dans le district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail ou autrement, posséder, utiliser, vendre au gros ou au détail, importer ou exporter le coton, la soie, la laine ou tout autre tissu, la bourre de soie, les déchets de coton ou de tout autre tissu, ainsi que tout objet ou marchandise fabriqués en tout ou en partie avec les produits susdits;

Manufacturer, importer, exporter, acheter et vendre les effets, articles et marchandises ci-dessus mentionnés et en faire le commerce, sous le nom de "Superspun Yarns Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de quarante-neuf mille neuf cent cinquante dollars (\$49,950.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (999) actions de cinquante dollars (\$50.00) chacune;

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de trente-cinq mille dollars (\$35,000.00), divisée en actions de cinquante dollars (\$50.00) chacune;

Le siège social de la compagnie sera dans la cité de Joliette, district de Joliette.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-huitième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12559-o L. DÉSILETS.

"Terrace Elevator Company"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Alice Amyot, Margaret McQuaid, sténographes, et Germaine L'Heureux, comptable, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Porter, transporter et transférer des passagers, fret, bagages, valises et marchandises dans la cité de Québec, de ou vers la cité de Québec, de et vers les municipalités dans les limites des comtés de Québec, Portneuf, Montmorency et Lévis, et percevoir une rémunération;

furrier, Thomas Michael Tansey and Samuel Moskovitch, advocates, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, fur coats, fur plates, fur trimmings, furs, wool, woollens, silks, linens; fur products and clothing of every sort, under the name of "S. Gold Furs Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 120 common shares of par value of \$100.00 each, and 80 preferred shares of a par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at 282 Ontario St. W., Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of January, 1946.

L. DÉSILETS,
12558-o Deputy Attorney General.

"Superspun Yarns Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December, 1945, incorporating: Albert Mayrand, of the city of Outremont, Ignace J. Deslauriers, of the city of Montreal, and Paul Trépanier, of Lachine, all advocates, in the district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease or otherwise, own, use, sell, wholesale or retail, import or export, cotton, silk, wool, or any other textile, floss, cotton waste or waste of any other textile, and also any object or merchandise manufactured, in whole or in part, with the foregoing products;

To manufacture, import, export, purchase and sell the above mentioned goods, articles and merchandise and deal therein, under the name of "Superspun Yarns Limited".

The amount of the company's capital stock will be forty-nine thousand nine hundred and fifty dollars (\$49,950) divided into nine hundred and ninety-nine (999) shares of fifty dollars (\$50) each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares in thirty-five thousand dollars (\$35,000) divided into shares of fifty dollars (\$50) each.

The head office of the company will be at Joliette, district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of December, 1946.

L. DÉSILETS,
12559 Deputy Attorney General.

"Terrace Elevator Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December, 1945, incorporating: Alice Amyot, Margaret McQuaid, stenographers, and Germaine L'Heureux, accountant, all of the city and district of Quebec, province of Quebec, for the following purposes:

To carry, convey and transfer passengers, freight, baggage, luggage and merchandise in the city of Quebec, on from and to the city of Quebec, from and to municipalities within the limits of the counties of Quebec, Portneuf, Montmorency and Lévis, and to collect tolls therefor;

Porter, transporter et transférer les passagers, fret, bagages, valises et marchandises susdit avec et aux moyens d'ascenseurs, de machines à élever, véhicules, moteurs, chars et autre énergie motrice;

Acquérir et prendre l'actif, les franchises et l'achalandage de la Quebec Passenger and Elevator Company Limited, sous le nom de "Terrace Elevator Company", avec un capital total de \$5,000, divisé en 1000 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-huitième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12560 L. DÉSILETS'

To carry, convey and transfer the passengers, freight, baggage, luggage and merchandise aforesaid with and by means of elevators, hoisting machines, vehicles, motors, cars or other motive powers;

To acquire and take over the assets, franchises and goodwill of the Quebec Passenger and Elevator Company Limited, under the name of "Terrace Elevator Company", with a total capital stock of \$5,000.00, divided into 1000 shares of \$5.00 each.

The head office of the Company will be at Quebec, in the District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of December, 1945.

L. DÉSILETS,
12560-o Deputy Attorney General.

"The Grissol Bread Specialties Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatrième jour de janvier 1946, constituant en corporation: Charles-Edouard Bertrand, avocat, de la cité d'Outremont, Jean-Paul Grégoire, avocat, et Thérèse Rivest, secrétaire, fille majeure (et non-mariée), tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, manufacturer, importer, exporter, produire et trafiquer toutes classes de farine, tous grains, blé, avoine, seigle, orge, son, gru et tous autres grains et céréales et produits agricoles quelconques, des confiseries de toutes sortes, bonbons, chocolats, gelées, fruits confits, conserves, fruits séchés ou glacés, essences, pâtisseries, pains, biscuits, gâteaux et tous autres produits similaires ou susceptibles de se rattacher à l'un ou à l'autre des objets ci-dessus, engrais, provisions en général; moudre tous grains quelconques; faire, exercer, maintenir et opérer tous commerces quelconques de tous effets et articles ci-dessus énumérés, tant en gros qu'en détail, comme mandants et comme agents;

Fabriquer en particulier la pain en bâtons connu sous le nom de "grissing";

Exercer l'industrie de boulangers en gros et en détail, fabricants de biscuits, confiseurs et manufacturiers de toutes sortes de pain;

Faire le commerce d'aliments cuits de toutes sortes et descriptions, ainsi que tous produits requis en rapport avec iceux;

Manufacturer et fabriquer toutes sortes de boîtes et de récipients en carton ou en tout autre matériel employé ou à être employé pour telle fabrication, sous le nom de "The Grissol Bread Specialties Limited", avec un capital total de \$60,000.00, divisé en 600 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2553, rue Masson, Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatrième jour de janvier 1946.

L'Assistant-procureur général,
12561-o L. DÉSILETS.

"Topper Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf décembre 1945, constituant en corporation: David Coveler, Lewis K. Freedman, et Harold S. Freeman, tous

"The Grissol Bread Specialties Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1946, incorporating: Charles Edouard Bertrand, advocate, of the city of Outremont, Jean Paul Grégoire, advocate, and Thérèse Rivest, spinster (unmarried) both of the city of Montreal, all of the district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, sell, manufacture, import, export, produce and deal in all grades of flour, any grain, wheat, oats, rye, barley, bran, meal and any other grain or cereals and agricultural products whatsoever, confectionery of every kind, candies, chocolates, jellies, candied fruits, preserves, dried or glazed fruits, extracts, pastry, bread, biscuits, cakes and any other similar products or products capable of being incidental to one or any of the foregoing purposes, fertilizers, provisions in general; to grind any grain whatsoever; to engage in, carry on, maintain and operate any businesses whatsoever in connection with any of the wares and articles hereinabove enumerated, both wholesale and retail, as principals and as agents;

In particular, to manufacture that bread in sticks known under the name of "grissing";

To carry on business as wholesale and retail bakers, biscuit manufacturers, confectioners and manufacturers of every kind of bread;

To deal in every kind and description of cooked foods, and also in all the products required in connection therewith;

To manufacture and make all kinds of boxes and containers, whether of cardboard or any other material used or to be used for such making, under the name of "Grissol Bread Specialties Limited", with a total capital stock of \$60,000, divided into 600 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2553 Masson street, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1946.

L. DÉSILETS,
12561 Deputy Attorney General.

"Topper Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1945, incorporating: David Coveler, Lewis K. Freedman, and Harold S. Freeman, all advocates, of the city and district

avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire commerce comme manufacturiers, producteurs, négociants, marchands, importateurs, exportateurs et agents à commission de marchandises sèches, cotonnades, soieries, lainages, vêtements d'hommes, femmes, garçons et filles; vêtements de toute description pour enfants, et culottes, habits, robes, tweeds, tissus et vêtements de toute sorte et description; habits de sport pour hommes, femmes, garçons et filles, articles de sport et lingerie de sport de toute sorte et description, et de toutes choses incidentes ou connexes à ceux, sous le nom de "Topper Incorporated" avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en l'acité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1945.

L'Assisant-procureur général,

12562

L. DÉSILETS.

"Tully Lumber Company Incorporated"

Avis est par, les présnetes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt décembre 1945, constituant en corporation: James Ruthven Fox, fournisseur aux constructeurs, Alexander Fawcett, manufacturier de textiles, Wilfrid Grant, manufacturier de textiles, et Arthur Spivey, exploitant de textiles, tous de la ville de Huntingdon, district de Beauharnois, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de marchands généraux et commerçants de fourrage, bois, matériaux de construction, produits agricoles et laitiers, instruments de jardinier et de tous articles, marchandises et choses semblables ou de même nature, et traiter, manufacturer et préparer pour le marché, et manufacturer et faire le commerce de tous leurs sous-produits, et de tous articles, marchandises et choses de toute espèce entrant dans leur fabrication, traitement ou préparation;

Prendre et payer la propriété et l'actif de "Tully Lumber Co." y compris les biens, équipement, fonds, clientèle et accessoires et les payer au montant et aux termes et conditions dont on conviendra, sous le nom de "Tully Lumber Company Incorporated", avec un capital total de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à la ville de Huntingdon, district de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt décembre 1945.

L'Assisant-procureur général,

12563

L. DÉSILETS.

**"Typographie Lafontaine Limitée"
"Lafontaine Typesetting Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Julien Lafontaine, typographe, André Nadeau, avocat, et Thérèse Chénier, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce ou l'industrie de la composition des caractères, machines à fondre les

of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business as manufacturers, producers, dealers, merchants, importers, exporters and commission agents of dry goods, cotton goods, silks, woollens, men's, women's, boys' and girls' clothing; babies' wear, of every description, and pants, suits, dresses, tweeds, fabrics and garments of every kind and description; men's, women's, boys' and girls' sportswear, sporting goods and sporting apparel of every kind and description, and in all things incidental or appertaining thereto, under the name of "Topper Incorporated", with a total capital stock of \$10,000.00, divided into 1,000 shares of \$1.00 each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1945.

L. DÉSILETS,

12562-o

Deputy Attorney General.

"Tully Lumber Company Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1945, incorporating: James Ruthven Fox, builders' merchant, Alexander Fawcett, textile manufacturer, Wilfrid Grant, textile manufacturer, and Arthur Spivey, textile operative, all of the Town of Huntingdon, district of Beauharnois, province of Quebec, for the following purposes;

To carry on the business of general merchants of and dealers in feed, lumber, builders' supplies, farm and dairy products, horticulture supplies and in all similar or associated goods, articles and things and the same to process, manufacture and prepare for market and to manufacture and to deal in all by-products thereof and in goods, articles and things of all kinds in the manufacture, processing or preparation of which such goods, articles and things are used.

To take over and pay for the property and assets of "Tully Lumber Co." including real estate, equipment, stock, goodwill and accessories and to pay for same in such amount and upon such terms and conditions as may be agreed upon, under the name of "Tully Lumber Company Incorporated", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 490 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the town of Huntingdon, in the district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of December, 1945.

L. DÉSILETS,

12563-o

Deputy Attorney General.

**"Typographie Lafontaine Limitée"
"Lafontaine Typesetting Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eight day of December, 1945, incorporating: Julien Lafontaine, typographer, André Nadeau, advocate and Thérèse Chénier, secretary, all of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business or trade of typesetting type founding machines, carry on generally the

caractères, exercer le commerce ou l'industrie en général d'imprimerie, marchands d'accessoires pour machineries, marchands d'accessoires de bureaux, publicistes, éditeurs de journaux, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs de caractères et agents de publicité et d'industrie de graveurs en relief, électrotypes, stéréotypes, photographeurs, manufacturiers et marchands de boîtes en papier, papeterie, encre, papier, insignes et étiquettes, sous le nom de "Typographie Lafontaine Limitée — Lafontaine Typesetting Limited", avec un capital total de \$49,000.00, divisé en 490 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 361 Ouest, rue Craig, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huitième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12564-o L. DÉSILETS.

"Victoria Industries Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingtième jour de décembre 1945, constituant en corporation: J.-Adéland Dumont, commerçant et courtier en assurances, J.-Ernest Hébert, commerçant, Philippe Juneau, agent d'assurances, Alphonse Champagne, comptable, tous quatre de Victoriaville, et Onil Bourgeois, menuisier, de Drummondville, tous du district d'Arthabaska, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, faire le commerce, acheter et vendre, soit pour elle-même ou comme agent, des meubles de maison et tous objets d'ébénisterie, en bois ou en métal, de même que tous autres produits de bois quelconques; faire le commerce, acheter et vendre, soit pour elle-même ou comme agent, du bois de tous genres, de toutes espèces et de toutes natures, soit bois propre à servir dans les travaux de construction, soit bois propre à servir dans l'industrie du meuble ou de tous objets d'ébénisterie quelconque ou de toutes autres manières, sous le nom de "Victoria Industries Limited", avec un capital total de \$99,900, divisé en 999 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du procureur général, le vingtième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12565-o L. DÉSILETS.

business and trade of printers, dealers in machinery accessories, dealers in office supplies, publicists, newspaper editors, lithographers, engravers, book-binders, stationers, type founders, publicity agents and the industry of relief engravers, electrotypers, stereotypers, photoengravers, manufacturers and merchants of paper boxes, stationery, ink, paper, badges and labels, under the name of "Typographie Lafontaine Limitée — Lafontaine Typesetting Limited", with a total capital stock of \$49,000, divided into 490 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at number 361 Craig street West, Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-eighth day of December, 1945.

L. DÉSILETS,
12564 Deputy Attorney General.

"Victoria Industries Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twentieth day of December, 1945, incorporating: J. Adéland Dumont, trader and insurance broker, J. Ernest Hébert, merchant, Philippe Juneau, insurance agent, Alphonse Champagne, accountant, all four of Victoriaville, and Onil Bourgeois, carpenter, of Drummondville, all of the district of Arthabaska, province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, deal in, purchase and sell, whether for itself or as agent, household furniture and all kinds of cabinet work objects of wood or metal, and also any other wood products whatsoever; to deal in, purchase and sell, whether for itself or as agent, wood of all kinds, sorts and nature, whether capable of being used for construction work, or which may be used in the furniture business or in any cabinet work whatsoever, or in any other manner, under the name of "Victoria Industries Limited", with a total capital stock of \$99,900, divided into 999 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, in the district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of December, 1945.

L. DÉSILETS,
12565 Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

SUCCESSION DAME LÉONA MASSE-DUFRESNE

Avis est par les présentes donné par Demoiselle Lorette Dufresne, employée d'assurance, des cité et district de Montréal, qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour faire passer une loi interprétant le testament olographe de feu Dame Léona Masse, veuve de J.-Émile Dufresne.

Montréal, 29 janvier 1946.

Les Procureurs de la Pétitionnaire,
12513-5-4-o BEAULIEU, GOVIN, BOURDON & BEAULIEU.

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

ESTATE OF DAME LÉONA MASSE-DUFRESNE

Notice is hereby given by Miss Lorette Dufresne, insurance employee, of the city and district of Montreal, that she will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an Act interpreting the holograph will of the late Dame Léona Masse, widow of J.-Émile Dufresne.

Montreal, January 29th, 1946.

BEAULIEU, GOVIN, BOURDON
12513-5-4 & BEAULIEU, Attorneys for the Applicant.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte la loi 9 Edouard VII, chapitre 86 et amendements sur les matières suivantes: le mode et la date des élections du maire et des échevins; la rémunération du maire et des échevins; imposition de la taxe scolaire sur les immeubles appartenant aux contribuables protestants, sur les immeubles inscrits sur la liste neutre et sur les immeubles appartenant aux contribuables catholiques; procédures quant aux règlements concernant les travaux d'améliorations locales; permission de fermer en tout ou en partie la 33ième Avenue, pour pourvoir à l'agrandissement de l'Hôpital Général de Lachine; pouvoir de réglementer les postes de taxis et de limiter le nombre ces taxis dans la municipalité; création d'un fonds de réserve pour l'établissement d'un musée historique aux fins de commémorer le Centenaire de la Cité de Lachine; commutation de taxes à la Northern Electric Co. Ltd.; pouvoir d'imposer une taxe pour l'enlèvement des vidanges et le service d'hygiène de la cité sur tout propriétaire, occupant et locataire; réunion de certaines taxes sous le titre de "Taxe des Services publics" pour fins de perception; pouvoir de payer l'entretien des rues et des trottoirs pendant toute l'année à même les fonds généraux de la cité; droit de disposer de certains terrains, nonobstant leur titre d'acquisition; régler les enseignes, affiches et panneaux-réclames; et pour autres fins.

Montréal, ce 9 janvier 1946.

Les Procureurs de la Cité de Lachine,

SYLVESTRE, PELLETIER
& LACROIX.

12136-3-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Lachine will appeal to the Legislature of the province of Quebec, at its next session for the passing of an Act amending its charter the Act 9 Edward VII, chapter 86 and amendments for the following purposes: the mode and the date of the elections of the Mayor and of the aldermen; the remuneration of the Mayor and of the aldermen; imposition of school tax on immoveables belonging to protestant tax-payers, on the immoveables inscribed on the neutral panel and on the immoveables belonging to catholic tax-payers; procedures as to by-laws respecting local improvements; permission to close, in whole or in part, 33rd Avenue to provide for the enlargement of the Lachine General Hospital; power to regulate the taxi stands and to limit the number of taxis in the municipality; to constitute a reserve fund for the establishment of a historical museum for the purpose of commemorating the Centenary of the City of Lachine; commutation of taxes to the Northern Electric Co. Ltd.; power to impose a tax for the removal of garbages and the service of hygiene of the City on all property-owners, occupants and tenants; the union of certain taxes under the title of "Public Service Tax" for purposes for collection; power to pay the maintenance of streets and sidewalks during the whole year through the general funds of the city; power to dispose of certain lots notwithstanding the titles of acquisition; to regulate the bills, signs and advertising boards; and for other purposes.

Montreal, January 9th, 1946.

SYLVESTRE, PELLETIER
& LACROIX,

12136-3-4-o Solicitors for the City of Lachine

Avis est par les présentes donné que la ville de Montmagny s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, aux fins suivantes:

Réglementer en matière de circulation et de sécurité publique relativement à la répression des infractions; Accorder des franchises de services d'autobus; Limiter le nombre des permis octroyés aux cochers de place, ainsi qu'aux propriétaires d'automobiles de louage et d'auto-taxis; Modifier les dispositions relatives à la taxation des terres en culture; imposer et prélever une taxe spéciale dite "Taxe de Vente", dans les limites de la Ville de Montmagny et autres fins.

Montmagny, le 24 décembre, 1945.

Le Procureur de la Ville de Montmagny,
JOSEPH MARINEAU.

12023-3-4-o

Public Notice is hereby given that the town of Montmagny will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the adoption of an act amending its charter for the following purposes:

To regulate about punishments of offenses in traffic and public security matters; to grant franchises for services of autobus; to limit the number of licenses granted to coachmen, public carriers and owners of motor vehicles kept for purposes of hire; to modify the provisions about the taxation of farming lands; to impose and levy a special tax called "sales tax", in the limits of the town of Montmagny; and other purposes.

Montmagny, December 24th, 1945.

JOSEPH MARINEAU,
Attorney for the town of Montmagny.

12023-3-4-o

Avis public est par les présentes donné que Hyacinthe Médéric Robichaud, chirurgien-dentiste, domicilié à Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin de demander l'adoption d'une loi spéciale l'autorisant à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans cette province, après examen.

Montréal, 21 janvier 1946.

Le Procureur du requérant,
EMILE POISSANT.

12407-4-4-o

Public notice is hereby given that Hyacinthe Médéric Robichaud, surgeon dentist, domiciled at Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the purpose of obtaining a special law authorizing him to practice the dental profession, in the said province of Quebec, after examination.

Montreal, January 21st, 1946.

EMILE POISSANT,
Attorney for petitioner.

12407-4-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que l'Association des Gardes-Malades Enregistrées de la Province de Québec s'adressera à la législature de la province de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

Définir le sens du terme "infirmière" dans la Province, en délimiter la signification et régler l'exercice ou la pratique de la profession d'infirmière, constituer en corporation professionnelle toutes les infirmières qualifiées suivant la dite loi sous le nom d'Association des infirmières de la Province de Québec (en anglais The Province of Quebec Nurses Association); et plus spécialement les membres de l'Association des Gardes-Malades Enregistrées de la Province de Québec en vertu des dispositions de la loi 10 George V, chapitre 141 et ses modifications; assumer toutes les obligations de ladite Association des Gardes-Malades Enregistrées de la Province de Québec et être substituée à tous ses droits; déterminer les droits, pouvoirs et devoirs de l'association des infirmières de la province de Québec, ainsi formés, établir un comité de Régie de ladite Association et déterminer ses droits, devoirs et pouvoirs ainsi que le mode d'élection à suivre pour le constituer; déterminer la durée et la qualité des cours, des études préparatoires et l'étendue des connaissances et des études nécessaires et les diplômes pour devenir membre accréditée de l'Association et avoir le droit d'exercer la profession d'infirmière; délimiter les titres reconnus par la loi; en restreindre le port aux seules membres accréditées de l'Association et aux seules infirmières ayant légalement le droit d'exercer leur profession, pourvoir au peines disciplinaires pour infraction à la loi ou aux règlements; reporter à une date ultérieure l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi; abroger la loi 10 George V, chapitre 141 et ses modifications; adopter toutes autres dispositions estimées nécessaires, utiles ou convenables.

Montréal, le 9 janvier 1946.

Les Procureurs et agents
de la requérante,

ROGER OUMET, C.R.,

12222-3-4-o J.-ROBERT BEAUDOIN, C.R.

Avis est, par les présentes, donné que Harry E. Davis, en sa qualité de seul survivant exécuteur de la dernière volonté et testament de feu Miriam Hadley Belasco, de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi accordant les pouvoirs nécessaires à l'exécuteur testamentaire de ladite succession pour l'autoriser à vendre la propriété immobilière, étant le lot N° 85 et un tiers du lot N° 84, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier est de la cité de Montréal, avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 164, 166 et 168 est, rue Notre-Dame, Montréal.

Montréal, le 7 janvier 1946.

Les Procureurs du requérant,

ENGEL & GARDNER.

12224-3-4

AVIS

Avis est, par la présente, donné que le Docteur Séville-Cheff, médecin-chirurgien, des cité et district de Montréal, M. J.-Arthur Deschamps, administrateur, du même lieu et Léo Georges Perron, comptable, de la cité de Valleyfield, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Dame Anna Vallée-Cheff en son vivant l'épouse

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Registered Nurses Association of the Province of Quebec will apply to the legislature of the Province of Quebec at its next session to pray for the passing of an Act for the following purposes:

To define the meaning of the term "Nurse" in the Province, demarcate its acceptation and regulate the practice of the profession of nursing to incorporate professionally all nurses qualified under the said Act, under the name of the Nurses Association of the Province of Quebec (in French, L'Association des infirmières de la Province de Québec); and more especially all the members of the Registered Nurses Association of the Province of Quebec, under the provisions of the Act 10 George V, Chapter 141 and its amendments to assume any and all the obligations of the said Registered Nurses Association of the Province of Quebec and to be vested with all the rights of the said Association; to determine the rights, powers and duties of the Nurses Association of the Province of Quebec thus formed; to establish a Committee of management and to determine its rights, duties and powers as well as the method of election to be followed to constitute said Committee of management; to determine the duration and quality of preparatory courses and studies and the scope of the knowledge and studies as well as the diplomas necessary to become a duly qualified member of the Association, and to be entitled to engage in the practice of nursing; to determine the titles to be recognized by the Act; to restrict the right to use said titles solely to the members of the Association and to nurses legally entitled to practise their profession; to provide for disciplinary penalties for infringement of the law and regulations; to defer to a later date the coming into force of certain provisions of the Act; to repeal the Act 10 George V, chapter 141 and its amendments; to adopt such other provisions as may be found necessary, expedient, useful or appropriate.

Montreal, January 9th, 1946.

ROGER OUMET, K.C.,

J. ROBERT BEAUDOIN, K.C.,

Attorneys and agents for

12222-3-4-o

the Petitioner.

Notice is hereby given that Harry E. Davis, in his quality of sole surviving Executor of the Last Will and Testament of the late "Miriam Hadley Belasco", of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec at its next session for the passing of an Act granting the necessary powers to the Testamentary Executor of the said Estate to enable him to sell the immoveable property, being lot No. 85, and one-third of lot No. 84 on the official Plan and Book of Reference of the East Ward of the City of Montreal, with the buildings thereon erected bearing the civic Nos 164, 166 and 168 Notre-Dame Street East, Montréal.

Montreal 7th January 1946.

ENGEL & GARDNER,

Attorneys for Applicant.

12224-3-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that Doctor Seville-Cheff, physician-surgeon, of the city and district of Montreal, M. J.-Arthur Deschamps, administrator of the same place and Léo Georges Perron, accountant, of the city of Valleyfield, in their quality of testamentary executors of the late Dame Anna Vallée-Cheff, in her lifetime

du Docteur Séville-Cheff, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale leur permettant de faire un règlement concernant le legs résiduaire contenu dans le testament de ladite Dame Anna Vallée-Cheff.

Les Procureurs des requérants,
BEAULIEU, GOUIN, BOURDON
12257-3-4-o ET BEAULIEU.

Avis est par les présentes donné que Monsieur Wenceslas Tremblay, fonctionnaire municipal, des cité et district de Montréal, présentera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, une demande de loi spéciale l'autorisant à contracter mariage nonobstant l'article 126 du Code Civil de la Province.

Les Procureurs du requérant,
BEAULIEU, GOUIN, BOURDON
12258-3-4-o ET BEAULIEU,

Avis public, est par les présentes, donné par Elizabeth Hastings, de la cité de Québec, épouse de John Harper, en son vivant du même endroit, Stanley M. Hastings, de Foxwarren, Manitoba, W. Gordon Hastings et D. Russell Hastings, tous deux de la cité de Winnipeg, et J. Victor Hastings, de Cheyenne, État du Wyoming, un des États Unis d'Amérique, tous légataires de la succession de feu Helen Peebles, veuve de feu William Hossack, marchand, en son vivant de la cité de Québec, que ladite Succession s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir la passation d'un acte autorisant les Exécuteurs de ladite Succession à vendre les lots numéros 4 et 5 du cadastre officiel et du livre de renvoi pour la paroisse Notre-Dame de Québec, banlieue, cité de Québec, moins les parties desdits lots vendues à la cité de Québec, et à placer le produit de la vente en fonds de fiducie pour le bénéfice des légataires de ladite Succession.

Québec, 19 janvier 1946.

Les Procureurs des Requérants,
12247-3-4-o GRAVEL, THOMSON & GRAVEL.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que "Crown Trust Company" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendante sa charte (9 Edouard VII, chapitre 118, tel qu'amendé par 10 Georges V, chapitre 129, tel qu'amendé par 19 George V, chapitre 105), aux fins d'augmenter les pouvoirs de la compagnie et de lui permettre, sujet à certaines conditions:

- a) de s'amalgamer à toute autre société fiduciaire,
- b) de vendre ou transférer à toute autre société fiduciaire, tout ou une partie quelconque de son commerce, ses droits (y compris les droits et pouvoirs dans toute compagnie ou toutes nominations), ses propriétés et son actif, pour telle considération, y compris les actions, obligations ou autres valeurs, droits, propriétés ou actif, qu'elle jugera convenable, et
- c) de pourvoir aux conséquences nécessaires en loi de toute telle amalgamation ou vente.

Daté à Montréal, le 15 janvier 1946.

Le Procureur de "Crown Trust Company",
12253-3-4 JOHN BUMBRAY.

AMENDEMENTS À LA CHARTE

Avis est par les présentes donné par la Cité de Verdun qu'elle s'adressera à la Législature

wife of Doctor Séville-Cheff, will apply, to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a special Act allowing them to make a By-law respecting the residuary legacy contained in the will of the said Dame Anna Vallée-Cheff.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON
12257-3-4 ET BEAULIEU,
Attorneys for the Applicants.

Notice is hereby given that Mr. Wenceslas Tremblay, Municipal employee of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for a special act, authorizing him to marry notwithstanding article 126 of the Civil Code of the Province.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON
12258-3-4 ET BEAULIEU,
Attorneys for the Applicant.

Public notice is hereby given by Elizabeth Hastings, of the city of Quebec, wife of John Harper, in his lifetime of the same place, Stanley M. Hastings, of Foxwarren, Manitoba, W. Gordon Hastings and D. Russell Hastings, both of the city of Winnipeg, and J. Victor Hastings, of Cheyenne, in the State of Wyoming, one of the United States of America, all legatees of the Estate of the late Helen Peebles, widow of the late William Hossack, merchant, in his lifetime of the city of Quebec, that the said estate will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act authorizing the Executors of said Estate to sell lots numbers 4 and 5 upon the Official cadastral plan and in the Book of reference thereto for the banlieue parish of Notre Dame de Quebec, city of Quebec, less the parts thereof sold to the city of Quebec, and to invest the proceeds of sale in trust funds for the benefit of the legatees of said estate.

Québec, 19th January, 1946.

GRAVEL, THOMSON & GRAVEL,
12247-3-4-o Solicitors for Applicants.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Crown Trust Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for the passing of an Act amending its Charter (9 Edward VII Chapter 118, as amended by 10 George V Chapter 129, as amended by 19 George V Chapter 105), for the purpose of increasing the Company's powers and permitting it, subject to certain conditions:

- a) to amalgamate with any other trust company,
- b) to sell or transfer to any other trust company the whole or any part of its business, its rights (including rights and powers under any trusts or appointments), its property or its assets, for such consideration, including shares, bonds or other securities, rights, property or assets as it may deem fit, and
- c) to provide for the necessary consequences in law of any such amalgamation or sale.

Dated at Montreal, January 15th, 1946.

JOHN BUMBRAY,
12253-3-4-o Attorney for Crown Trust Company

CHARTER AMENDMENTS

Notice is hereby given by the City of Verdun that it will apply to the Provincial Legislature,

Provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

- 1.— Imposer une taxe pour l'enlèvement des ordures ménagères et pour l'enlèvement de la neige dans les rues.
- 2.— Etablir une commission sportive avec pouvoirs administratifs.
- 3.— Etablir des zonages.
- 4.— Fixer les taux pour les raccordements d'eau et d'égouts.
- 5.— Réglementer la plantation et la conservation des arbres.
- 6.— Déterminer le taux de la taxe d'eau pour les hôpitaux.
- 7.— Déterminer l'évaluation municipale des propriétés de la cité de Montréal et prolonger le contrat pour la fourniture de l'eau par la cité de Montréal.
- 8.— Election de l'échevin du siège Numéro 1 dans chacun des quartiers.
- 9.— Reviser le contrat de la Montreal Tramways Company.
- 10.— Suppression de la taxe sur les machineries.
- 11.— Fonds de pension.
- 12.— Pouvoir de réglementer les postes de taxis et de limiter le nombre des taxis dans la municipalité.

Donné à l'Hôtel de Ville, Verdun, P.Q., ce 10 janvier 1946.

12225-3-4-o Le Conseil juridique de la Cité,
FRS FAUTEUX.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la Cité de Sherbrooke s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte, la Loi I George VI, chapitre 105, et les différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes:

Ratifier un contrat passé entre la Cité de Sherbrooke et Wartime Housing Limited, le 7 novembre 1945; emprunter \$300,000. pour construire ou acquérir des immeubles devant servir en totalité ou en partie, à des fins municipales ou industrielles; réglementer les panneaux-réclame et les prohiber; obliger les propriétaires de lots subdivisés à faire approuver les plans de leurs terrains par le conseil, et pour autres fins.

Sherbrooke, ce 14 janvier 1946.
Les Avocats de la requérante,
12259-3-4-o PANNETON & BOISVERT.

AVIS

Avis est donné que Charles-Edouard Cliche, avocat, d'East-Broughton, Beauce, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi l'admettant à l'exercice de la profession de notaire après examen, selon une résolution du Conseil de la Chambre des Notaires, le 19 décembre 1945.

East-Broughton, le 16 janvier 1946.
Le Requéant,
12274-3-4-o CHARLES-E. CLICHE.

AVIS

Avis est par les présentes donné que les sous-signés, électeurs et contribuables-propriétaires de la ville de Roxboro, dans le comté de Jacques-Cartier, s'adresseront à la Législature provinciale,

at its next session to obtain amendments to its charter on the following matters:

- 1.— Impose a tax for the removal of garbages, ect., and for the removal of snow on the streets.
- 2.— Constitute a sports committee with administrative powers.
- 3.— Establish a zoning system in the City.
- 4.— Establish rates for the connection of water and drains.
- 5.— Regulate the planting and the preserving of trees.
- 6.— Establish a water tax for hospitals.
- 7.— Establish the municipal valuation of the properties of the City of Montreal, and continue the contract for water supply by the City of Montreal.
- 8.— Election of alderman for Seat No. 1 in each Ward.
- 9.— Revise the contract with the Montreal Tramways Company.
- 10.— Abolition of taxes on machineries.
- 11.— Pension funds.
- 12.— To regulate taxis stands and limit the number of taxis in the Municipality.

Given at the City Hall, Verdun, P.Q., this 10th January 1946.

12225-3-4-o FRS FAUTEUX,
City Solicitor.

NOTICE

Notice is hereby given that the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an act amending its charter, the Act I George VI, chapter 105, and the different statutes amending the same, on the following matters:

To ratify a contract passed between the city of Sherbrooke and Wartime Housing Limited, on November 7th, 1945; to borrow \$300,000. for the building or acquiring of immovables to be used, in whole or in part, for municipal or industrial purposes; to enact regulations respecting posters and prohibit the same; to oblige the owners of subdivided lots to have the plans of their lots of land approved by the Council, and for other purposes.

Sherbrooke, January 14th, 1946.
PANNETON & BOISVERT
12259-3-4 Attorneys for the Applicant.

NOTICE

"Notice is given that Charles-Edouard Cliche, lawyer, from East-Broughton, Beauce, will apply to the Legislature of Quebec, during its next session, to obtain the passing of an act admitting him to practice the notarial profession, after examination, according to a resolution by the Council of the Board of Notaries, on the 19th of December 1945.

East-Broughton, 16th of January 1946.
CHARLES-E. CLICHE,
12274-3-4-o Petitioner.

NOTICE

Notice is hereby given by these presents that the undersigned, electors and tax-paying proprietors of the Town of Roxboro, in the county of Jacques-Cartier, will apply to the Provincial Le-

à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi modifiant la charte de cette ville aux fins suivantes:

a) Régulariser l'élection de son conseil de ville actuel;

b) Dispenser les membres du conseil de l'obligation de résider dans la ville de Roxboro;

c) Accorder à la ville certains pouvoirs d'emprunt spéciaux;

d) Détacher de son territoire et annexer au territoire de la Corporation de la Paroisse de Ste-Geneviève de Pierrefonds les lots de terre désignés sous le numéro quarante-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-douze (292-44) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Geneviève; et sous le numéro quarante-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-treize (293-43) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Geneviève;

e) Détacher du territoire de la Corporation de la Paroisse de Ste-Geneviève de Pierrefonds et annexer au territoire de la ville de Roxboro un morceau de terre faisant partie du lot N° 36 du cadastre de la Paroisse de Ste-Geneviève, de forme triangulaire, d'une superficie totale de 3,375 pieds carrés, plus ou moins, mesure anglaise, et borné comme suit: vers le sud-est par le lot 292-42 du dit cadastre, d'un côté, vers le sud-ouest, par le lot 36-63-75 dudit cadastre, et de l'autre côté, vers le nord-est, par le chemin public, mesurant à sa base, dans la ligne sud-est, 50 pieds et d'un côté, dans sa ligne sud-ouest, 143 pieds, et l'autre côté étant une ligne droite formant l'hypothénuse dudit triangle.

at its next session, for the adoption of a law modifying the charter of this Town for the following purposes:

a) To regularise the election of its present Town Council;

b) To relieve the members of the council from the obligation of residing in the Town of Roxboro;

c) To grant to the Town certain special borrowing powers;

d) To detach from its territory and to annex to the territory of the Corporation of the Parish of Ste. Geneviève de Pierrefonds the lots of land designated by number forty-four of the official subdivision of the original lot number two hundred and ninety-two (292-44) of the official plan and book of reference of the Parish of Ste. Geneviève; and by number forty-three of the official subdivision of the original lot number two hundred and ninety-three (293-43) of the plan and book of reference of the Parish of Ste. Geneviève;

e) To detach from the territory of the Corporation of the Parish of Ste. Geneviève de Pierrefonds and to annex to the territory of the Town of Roxboro a piece of land forming part of lot number 36 of the cadaster of the Parish of Ste. Geneviève, of triangular form, of a total area of 3,375 square feet, more or less, English measure, and bounded as follows: towards the South-East by lot 292-42 of the said cadaster, on one side, towards the South-West, by lot 26-63-75 of the said cadaster, and on the other side, towards the North-East, by the public road, measuring at its base, in the South-East, line 50 feet and on one side, in its South-West line, 143 feet, and the other side being a straight line forming the hypotenuse of the said triangle.

Montréal, 16 janvier 1946.

Les Pétitionnaires.

GEORGES H. WHITEHEAD,
G. G. WHITEHEAD,
GUY FORGET,
ROBERT LAVALLÉE,
MAURICE JARRY,
MARCEL ROLLAND,
J. C. A. GRATTON,
LÉON SIMARD,
ROLAND BIGRAS,
GUY BIGRAS.

12273-3-4-0

Montreal, January 16, 1946.

GEORGES H. WHITEHEAD,
G. G. WHITEHEAD,
GUY FORGET,
ROBERT LAVALLÉE,
MAURICE JARRY,
MARCEL ROLLAND,
J. C. A. GRATTON,
LÉON SIMARD,
ROLAND BIGRAS,
GUY BIGRAS,

Petitioners.

12273-3-4-0

Avis public est par les présentes donné que l'Association des Courtiers d'Assurance de la Province de Québec, constituée en corporation en vertu de la troisième partie de la Loi des Compagnies, s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi ayant pour effet de reconnaître aux membres de cette association, courtiers ou agents d'assurances autres que l'assurance — vie, à l'exclusion de tout autre courtier d'assurance, le titre de courtier d'assurance agréé ou de courtier d'assurance associé. La Loi déclarera en outre que l'Association a pour fins la protection des intérêts professionnels des courtiers d'assurance et le progrès de l'assurance. A cet effet, la loi prévoira que l'Association est autorisée à adopter des règlements pour le maintien de l'honneur, de la dignité et de la discipline de ses membres ainsi que pour déterminer les conditions d'admission, d'expulsion et de réintégration de tels membres.

21 janvier 1946.

Les Procureurs de la requérante,
12406-4-4-0 PAGER, LESPÉRANCE & DANSEREAU

Public notice is hereby given that the Insurance Brokers' Association of the Province of Quebec, incorporated in virtue of the third part of the Companies Act, will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for the passing of an act which will give the members of that association, insurance brokers or agents transacting other than life insurance, at the exclusion of all other insurance brokers, the title of chartered insurance broker or associate insurance broker. The act will also declare that the purpose of the association is the promotion of the professional interests of insurance brokers and the progress of insurance. To that effect the act shall provide that the association is authorized to adopt by-laws to maintain the honour, dignity and discipline of such members and to determine the conditions of admission, expulsion and reintegration of such members.

January 21, 1946.

PAGER, LESPÉRANCE & DANSEREAU,
12406-4-4-0 Attorneys for the applicant.

Avis public est par les présentes donné que H. Gauthier, de Hull, P. Q.; M. Cloutier, de Québec; J.-A. Larin, de Valleyfield, J.-F. Joly, de St-Lin; Donat Tremblay, de Napierville; L.-Eug. Courtois et G. Vandelac, de Montréal, tous directeurs de funérailles ou embaumeurs, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi constituant en corporation, eux et toutes les personnes qui pourront se joindre à eux, sous le nom de "La Corporation des Embaumeurs de la Province de Québec" — "The Corporation of Embalmers of the Province of Québec", pour les fins déterminées ci-après. La Corporation aura pour fins la promotion des intérêts professionnels des embaumeurs de la province de Québec, ainsi que le progrès de l'hygiène et la santé publique. Les règlements de la Corporation seront sujets à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil. La Corporation pourra prélever de ses membres une contribution. Les entreprises de funérailles et d'embaumement actuellement existantes pourront être admises dans la Corporation. Les entreprises futures, dans les villes de plus de 5,000 âmes, devront présenter, avant d'être admises dans la Corporation certaines garanties prévues dans les règlements de telle Corporation; mais celle-ci, en présence de ces garanties, ne pourra refuser aucune demande d'entrée. La Corporation aura les pouvoirs généraux nécessaires à ses opérations, tels que le droit d'acquérir et le droit d'aliéner des biens meubles ou immeubles. Le siège social de la Corporation sera situé à Montréal.

Montréal, 22 janvier 1946.

Les Procureurs des requérants,
PAGER, ARCHAMBAULT, LESPÉRANCE &
12404-4-4-o DANSEREAU.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Ville de Lauzon, corps politique et incorporé en vertu de la Loi des Cités et Villes, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi afin de:

Faire ratifier son règlement Numéro 183 concernant les taxes locatives à compter de la date de son adoption en 1940, de régulariser les taxes locatives perçues en vertu de ce règlement, de se faire donner le pouvoir de percevoir la taxe locative du propriétaire, de changer le terme de son année fiscale et d'exploiter un système de transport dans les limites de la ville.

Québec, ce 19 janvier 1946.

Les Procureurs et agents de la requérante,
12405-4-4-o BEAUDOIN & BOUTIN.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité du Cap de la Madeleine et les Commissaires d'École de la Municipalité du Cap de la Madeleine s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi ratifiant certaines résolutions et certains contrats passés entre ces deux corps publics et Dominion Foils (Canada) Limited pour la fixation pour une période de 10 ans de toutes taxes à être payées par ladite compagnie.

Québec, le 22 janvier 1946.

Les Procureurs des requérants,
12400-4-4-o RIVARD, BLAIS & GOBEIL.

Public notice is hereby given that H. Gauthier, of Hull, P. Q.; M. Cloutier, of Québec; J.-A. Larin, of Valleyfield; J.-F. Joly, of St-Lin; Donat Tremblay, of Napierville; L.-Eug. Courtois and G. Vandelac, of Montreal, all funeral directors or embalmers, will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, for the passing of an Act incorporating them and all others who may join them as a corporation, under the name of "La Corporation des Embaumeurs de la Province de Québec" — "The Corporation of Embalmers of the Province of Québec", for the purposes hereinafter set forth. The purposes of the corporation are the promotion of the professional interests of embalmers of the Province of Québec and also the furtherance of public health and hygiene. The by-laws of the Corporation will be subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council. The Corporation may collect a contribution from its members. The actually existing funeral and embalming undertakings may be admitted into the Corporation. Future undertakings, in towns of more than 5,000 souls, must present, before being admitted into the Corporation, certain guarantees provided for in the by-laws of the said Corporation; but the said Corporation, in the presence of such guarantees, cannot refuse any application for entrance. The said Corporation shall be endowed with the general powers required for its operations, such as the right to acquire and the right to dispose of movable or immovable property. The head office of the Corporation will be at Montreal.

Montreal, January 22, 1946.

PAGER, ARCHAMBAULT, LESPÉRANCE &
12404-4-4-o DANSEREAU, Attorneys for applicants.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Lauzon, political body incorporated under the Cities and Towns Act will apply to the legislature of the Province of Québec at its next session to pray for the passing of an Act for the following purposes;

To ratify its by-law No 183 relating to taxes on tenants since the date of its adoption in 1940, to ratify the taxes collected under the authority of that by-law, to be granted the power to impose the tenants' tax on the landlords, to have the term of its fiscal year amended, and to be granted power to operate a system of transport in the town's boundaries.

Québec, January 19th, 1945.

BEAUDOIN & BOUTIN,
12405-4-4-o Attorney for the petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given by the city of Cap de la Madeleine, and the School Commissioners of the Municipality of Cap de la Madeleine, in the county of Champlain, Province of Québec, that they will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session for the passing of an Act sanctioning certain By-Laws and certain contracts passed between these two public bodies and Dominion Foils (Canada) Limited relating to the fixation for a period of 10 years of all taxes to be paid by said company.

Québec, January 22nd, 1946.

RIVARD, BLAIS & GOBEIL,
12400-4-4-o Solicitors for the Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que MM. Paul-Émile Poitras, A. D. Ross, Edward A. Ryan, Walter G. Hunt et Georges H. Midgley, de la cité et du district de Montréal, et MM. Adhémar Laframboise, Eugène Laroche et Ernest Lavigne, de la cité et du district de Québec, tous ingénieurs professionnels et tous membres du Conseil de la Corporation des Ingénieurs Professionnels de Québec s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, au cours de la prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant la Loi des Ingénieurs Civils, S. R. 1941, chapitre 270, pour les fins suivantes: Définir adéquatement la pratique de la profession d'ingénieur et en déterminer le champ d'action; déterminer les pouvoirs que la Corporation des Ingénieurs Professionnels peut exercer par règlements; donner à la Corporation le droit de fixer des honoraires et des taux minimum de rémunération; déterminer les conditions du droit d'agir ou de pratiquer comme ingénieur professionnel; déterminer les conditions d'admission comme membres de la Corporation et d'émission de licences temporaires pour pratiquer comme ingénieur professionnel; modifier la constitution du Bureau des Examineurs; modifier les conditions d'admission à l'étude et à la pratique de la profession; établir les conditions du droit pour les ingénieurs professionnels à se faire payer leurs honoraires; amender les dispositions relatives à l'exercice illégal de la profession, et autres fins.

Montréal, le 21 janvier, 1946.

Le Procureur des requérants,
ROGER BROSSARD.

12401-4-4-o

Public notice is hereby given that Messrs. Paul-Émile Poitras, A. D. Ross, Edward A. Ryan, Walter G. Hunt and George H. Midgley, of the city and district of Montreal, and Messrs Adhémar Laframboise, Eugène Laroche and Ernest Lavigne, of the city and district of Quebec, all professional engineers and all members of the Council of The Corporation of Professional Engineers of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending the Civil Engineers' Act, R.S. 1941, chapter 270, for the following purposes:

To adequately define the practice of the engineering profession and determine the field of action; to determine the powers which The Corporation of Professional Engineers may exercise by-laws; to vest the Corporation with the right to fix fees and the minimum rate of remuneration; to determine the conditions required to act or practise as a professional engineer; to determine the conditions of admission as members of the Corporation and the issue of temporary licenses to practise as a professional engineer; to amend the constitution of the Board of Examiners; to amend the conditions of admission to the study and practice of the profession; to establish the conditions under which professional engineers are entitled to payment of their fees; to amend the provisions respecting the illegal practice of the profession, and for other purposes.

Montreal, January 21st, 1946.

ROGER BROSSARD,
Attorney for applicants.

12401-4-4

La Cité de Drummondville donne avis qu'elle s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir des modifications à sa charte et à certaines dispositions de la loi des cités et villes, quant à elle, sur les matières suivantes:

1. Le pouvoir de réglementer l'émission et la révocation des permis à être octroyés aux propriétaires et chauffeurs de taxis.

2. Le pouvoir d'adjoindre des experts aux estimateurs ordinaires de la cité.

3. Le pouvoir discrétionnaire de ne pas inscrire au rôle d'évaluation certaines machineries et certains accessoires.

4. Le pouvoir d'imposer à la Canadian Celanese Ltd, pour 1946, cinquante pour cent de la taxe foncière qu'elle a payée en 1945, et cinquante pour cent de la taxe foncière de 1946, basée sur son évaluation en vigueur le 1er juillet 1946.

5. Le pouvoir d'ordonner la fermeture à bonne heure des magasins et autres places de commerce.

Drummondville, 22 janvier 1946.

Le Procureur de la cité de
Drummondville,
ROGER SÉGUIN.

12402-4-4-o

The city of Drummondville gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter and to certain provisions of the Cities' and Towns' act with regard to the latter, on the following matters:

1. The power to regulate the mission and revocation of licences to be granted to taxis' owners and drivers.

2. The power to adjoin appraisers to the ordinary assessors of the city.

3. The discretionary power not to enter on the valuation roll certain machinery and accessories.

4. The power to impose to the Canadian Celanese Ltd, for 1946, fifty per cent of the real estate tax that it has paid in 1945, and fifty percent of the rate of the real estate tax for 1946, based on its valuation in force the first of July 1946.

5. The power to order the early closing of stores and other business places.

Drummondville, January 22th 1946.

ROGER SÉGUIN,
Attorney of the city of
Drummondville.

12402-4-4-o

Avis public est par les présentes donné que la Municipalité du village de Gatineau, dans le comté de Hull, et la Commission Scolaire de la municipalité de St-Jean Vianney, dans le comté de Papineau, demanderont à la Législature, à sa prochaine session, une loi ratifiant et confirmant la résolution passée par le conseil de la dite municipalité du village de Gatineau le 22 mars 1945, et la résolution passée par la dite Commission Scolaire de la municipalité de St-Jean Vianney, le 28 juillet 1945, déterminant, pour une période de dix ans, pour fins municipales et sco-

Public notice is hereby given that the Municipality of the Village of Gatineau in the County of Hull and the School Commissioners of the School Municipality of St. Jean-Vianney in the County of Papineau will apply to the Quebec Legislature at its next session for an Act to ratify and confirm a resolution passed by the Council of the said Municipality of the Village of Gatineau on the 22nd day of March, 1945, and a resolution passed by the said School Commission of the School Municipality of St. Jean-Vianney on the 28th day of July, 1945, fixing for a period of ten

lares respectivement, l'évaluation des immeubles et biens imposables de International Plywoods Limited, une corporation ayant son siège social à Montréal, situés dans les limites de la Municipalité du village de Gatineau, et ratifiant et confirmant aussi un contrat relatif à l'évaluation fixe, pour fins municipales, passé par la dite Municipalité du Village de Gatineau avec la dite International Plywoods Limited; et pour toutes autres fins.

Montréal, le 21 janvier 1946.

Les Procureurs des requérants,
MONTGOMERY, MCMICHAEL, COMMON,
12403-4-4-o HOWARD, FORSYTH & KER.

AVIS PUBLIC

VILLE DES ILES LAVAL

Avis public est par les présentes donné que la Succession J.-H. Pariseau et M. J.-Albéric Pariseau, courtier de la Ville des Iles Laval, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale amendant la charte de la Ville des Iles Laval, dans le but de déclarer leurs biens immobiliers situés dans l'île ou le lot N° 237 et dans un flot avoisinant, dans la paroisse de Ste-Dorothée, exempts de toutes taxes imposées ou à être imposées pour:

a) la construction et l'entretien à perpétuité d'un pont reliant la partie de la municipalité connue et désignée comme le lot ou l'île N° 236 de la paroisse de Ste-Dorothée à l'île Jésus, et tout pont devant relier les îles comprises dans le territoire de la ville.

b) l'entretien à perpétuité d'un chemin à l'est de la ligne du chemin de fer sur l'île ou le lot N° 236 pour traverser cette île, pour aller d'un pont reliant l'île 236 à l'île 237 au sud au pont plus haut mentionné situé du côté nord de l'île 236;

c) la construction et l'entretien de tous chemins routes, rues ou ruelles sur l'île ou le lot N° 236 de ladite paroisse; ainsi que sur tout le reste du territoire de la ville; telles exemptions ayant un effet rétroactif depuis l'imposition des taxes actuellement en vigueur relativement à ces ponts, chemins, routes, rues ou ruelles.

Montréal, ce 22 ième jour de janvier 1946.

Les Procureurs des requérants,
BEAULIEU, GOUIN, BOURDON et
12408-4-4-o BEAULIEU.

AVIS LÉGAL

Avis public est, par les présences, donné que certains des légataires de la succession de feu Joseph-Narcisse Perrault, en son vivant bourgeois, des cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour obtenir une loi à l'effet d'autoriser le partage immédiat et définitif de tous les biens de ladite succession entre les légataires universels en propriété nommés au testament et actuellement vivants; de mettre fin immédiatement à l'administration des légataires fiduciaires et administrateurs et des administrateurs adjoints actuels; de permettre à la majorité des pétitionnaires de nommer une seule personne comme nouveau fiduciaire pour remplacer les légataires fiduciaires et administrateurs et les administrateurs adjoints actuels avec tous leurs droits, pouvoirs et privilèges; de procéder sans retard au partage des biens de ladite succession, d'ordonner aux légataires fiduciaires et ad-

years for municipal and school purposes respectively the valuation of the immoveables and taxable property of International Plywoods Limited, a body corporate having its head office at Montreal, situated within the limits of the Municipality of the Village of Gatineau and also to ratify and confirm a contract concerning the fixed valuation for municipal purposes passed by the said Municipality of the Village of Gatineau with the said International Plywoods Limited, and for other purposes.

Montreal, January 21st, 1946.

MONTGOMERY, MCMICHAEL, COMMON,
12403-4-4-o HOWARD, FORSYTH & KER,
Attorneys for Petitioners.

PUBLIC NOTICE

TOWN OF LAVAL ISLANDS

Public notice is hereby given that the Estate J. H. Pariseau and Mr. J. Albéric Pariseau broker, of the town of Laval Islands, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a special Act amending the charter of the Town of Laval Islands, for the purpose of declaring their immoveable property situate on the island or lot No. 237 and on a neighbouring islet, in the parish of Ste-Dorothée, exempt from all taxes levied or to be levied for:

a) the building and maintaining in perpetuity of a bridge connecting that part of the municipality known and designated as lot or island No. 236 of the parish of Ste-Dorothée to Jesus Island, and any bridge connecting the islands comprised within the town territory;

b) the maintaining in perpetuity of a road East of the railway on the island or lot No. 236 to cross the said island, to run from one bridge connecting island 236 with island 237 on the South to the bridge above mentioned situate on the North side of island 236;

c) the building and maintaining of all roads, highways, streets or lands on the island or lot No. 236 of the said parish; as well as on all the remainder of the town territory; such exemptions to have a retroactive effect from the assessment of the taxes actually in force in respect of these bridges, roads, highways, streets or lanes.

Montreal, this 22nd day of January, 1946.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON et BEAULIEU,
12408-4-4 Attorney for petitioners.

LEGAL NOTICE

Public notice is hereby given that some of the legatees of the estate of the late Joseph-Narcisse Perrault, during his lifetime a gentleman of the City and District of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain a law authorizing the final and immediate partition of all the assets of the said estate between the universal legatees in property designated in the Last Will and Testament and presently alive; to end at once the administration of the present trustees and administrators and joint administrators; to allow to the majority of the petitioners to appoint a single person to act as new trustee in replacement of the said trustees and administrators and joint administrators and with the same rights, powers and privileges; to proceed without delay of the partition of the assets of the said estate; to order to the trustees and administrators and joint administrators presently in office to render

ministrateurs et aux administrateurs adjoints présentement en office de rendre compte au nouveau fiduciaire et de lui faire remise des biens de la succession; de déclarer que toutes les pensions ou rentes stipulées au testament et au codicille dudit feu Joseph-Narcisse Perrault et à la loi 5 Geo VI, ch. 107 soient éteintes à compter dudit partage; et que les honoraires, frais, déboursés et dépenses encourus pour l'adoption de la présente loi soient à la charge de la masse capitale de la succession et payés avant tout partage.

Montréal, le 4 janvier 1946.

Le Procureur des pétitionnaires,
12409-4-4-o DAMASE COTÉ, C. R.

their accounts to the new trustee and to turn over to him all the assets of the estate; to decree that all the pensions and life-rents stipulated in the Last Will and Testament and the Codicil of the said late Joseph-Narcisse Perrault and in the Act 5 Geo VI, ch. 107 be cancelled as from said partition; and that the fees, costs, disbursements and expenses incurred in view of the adoption of the present act be at the charge of the capital mass of the said estate and be paid before said partition.

Montreal, the 4th January, 1946.

DAMASE COTÉ, K. C.,
12409-4-4-o For the Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la ville de Val d'Or s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour que la Charte de la ville de Val d'Or soit amendée comme suit:

En ajoutant au paragraphe II de la Loi 8 George VI, chapitre 65, le paragraphe suivant:

"11a.— La ville de Val d'Or est autorisée par la présente loi, à emprunter une somme additionnelle de deux cent mille dollars, au fur et à mesure que les besoins s'en feront sentir, pour les fins de la construction de nouveaux services d'aqueduc, d'égoûts, de drainage et de raccordements, pour la construction de rues, de ruelles et de trottoirs additionnels, pour l'amélioration et l'achat d'équipement additionnel concernant le service de protection contre l'incendie, et pour la construction d'un hôtel de ville, d'un arena, d'un marché public et d'un aérodrome, et pour la préparation d'un plan d'ensemble par des techniciens en la matière.

Le ou les emprunts par obligations en série, à être contractés sous l'autorité du présent article, devront être décrétés au moyen d'un règlement sujet à acceptation par le ministre des affaires municipales et soumis aux formalités ordinaires prescrites dans le cas de tels emprunts, sauf que l'approbation des électeurs propriétaires ne sera pas requise."

En ajoutant au paragraphe 27a de la Loi 9 George VI, chapitre 152, le paragraphe suivant:

"27b.— Le territoire actuel de la ville est par les présentes augmenté par l'annexion du territoire ci-après décrit, savoir: la moitié nord des lots 57 et 58, rang VIII, canton Dubuisson, dans la circonscription d'Abitibi-Est, à l'exception, toutefois, de tout le terrain situé au nord de la voie ferrée des chemins de fer canadiens nationaux, ledit territoire étant sujet aux droits qui peuvent exister quant aux claims miniers détenus par Harricana Gold Mines Incorporated 1939."

La Loi 1 George VI, chapitre 121, est modifiée en ajoutant, après le paragraphe 28, le suivant:

"29.— Sur requête signée par les propriétaires représentant au moins les deux tiers des terrains longeant une rue ou une ruelle, et approuvée par le ministre des affaires municipales, la ville est autorisée à faire sur sa propriété tous les travaux permanents tels que trottoirs, égoûts, aqueducs et leurs raccordements et autres travaux dits permanents et à emprunter, au besoin, les sommes d'argent nécessaires à ces fins.

Pour le calcul des deux tiers des propriétaires longeant une rue ou une ruelle, comme susdit, la partie exemptée des lots angulaires n'a pas d'effet à l'encontre de cette requête.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Val d'Or will apply to the Quebec Legislature, at its next sitting, to have its Charter amended as follows:

By adding to section 11 of the act 8 George VI, chapter 65, the following:

"11a.— The town of Val d'Or is hereby authorized to borrow an additional sum of two hundred thousand dollars, as the need therefor is felt, for the purposes of the construction of new waterworks, sewerage and drainage systems, and their connections, for the purposes of the construction of additional streets, lanes and sidewalks, for the improvement and purchase of additional equipment concerning fire protection service, and for the erection of a town hall, an arena, a public market and an aerodrome, and for the preparation of a master plan by duly qualified technicians.

The loan or loans by means of serial obligations, to be contracted under this section, must be enacted by means of a by-law subject to acceptance by the Minister of Municipal Affairs and submitted to the ordinary formalities prescribed in the case of such loans, except that the approval of the elector-proprietors shall not be required."

By adding to section 27a of the act 9 George VI, chapter 152, the following:

"27b.— The present territory of the town of Val d'Or is hereby increased by the annexion of the territory hereinafter described, to wit: the northern half of lots 57 and 58, Range VIII, Dubuisson township, in the district of Abitibi-Est, to the exception, however, of all the land located north of the railroad track of the Canadian National Railways, said territory being subject to any rights which may exist respecting the mining claims held by Harricana Gold Mines Incorporated 1939."

The act 1 George VI, chapter 121, is amended by adding, after section 28, the following:

"29.— Upon petition signed by the proprietors representing at least two-thirds of the land bordering on a street or lane and approved by the Minister of Municipal Affairs, the town is authorized to do, on its property, all permanent works, such as sidewalks, sewers, waterworks, and their connections and other so-called permanent works, and to borrow, as may be necessary, the amounts for such purposes.

In calculating the two-thirds of the bordering property as above, the exempted part of corner lots shall not operate against such petition.

Le coût de la confection des trottoirs seulement et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement ainsi que le coût et les déboursés encourus, en ce cas, pour la préparation des règlements et la négociation des emprunts, seront défrayés au moyen d'une cotisation spéciale, sur les propriétaires intéressés, en proportion de l'étendue de front de leurs propriétés, conformément aux règlements de la ville et aux termes de l'article 583 de la Loi des cités et villes (Statuts Refondus, 1941, chapitre 233).

Le coût des égouts, aqueducs et leurs raccordements et autres travaux dits permanents, à l'exception des trottoirs, et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement, ainsi que le coût et les déboursés encourus, en ce cas, pour la préparation des règlements et la négociation des emprunts, seront défrayés par la ville en la manière ordinaire pour travaux publics permanents.

A cette fin, la ville est autorisée à emprunter tout l'argent nécessaire pour payer ces travaux, mais le montant ne doit pas excéder cent mille dollars par année.

Les termes de chacun de ces emprunts ne doivent pas excéder celui d'une cotisation spéciale prélevée pour les travaux qui font l'objet de ces emprunts, et l'intérêt ne doit pas excéder cinq pour cent par année.

Ces emprunts doivent être ordonnée par règlement du conseil de la ville, mais sans être soumis à l'approbation des contribuables, comme l'exigent les articles 581 et suivants de ladite Loi des cités et villes, mais ils doivent être approuvés par le ministre des affaires municipales.

Ils doivent être faits au moyen d'émission d'obligations en série émises conformément aux dispositions de la charte de la ville, ou, à défaut de disposition à ce sujet dans la charte, conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes.

Tout règlement ordonnant de semblables emprunts doit, dans chaque cas, spécifier clairement l'objet de ces emprunts, et aucun règlement de cette nature n'est adopté par le conseil de la ville, sans qu'il n'ait obtenu de l'ingénieur de la ville une déclaration écrite, sous serment d'office, attestant le coût total des travaux nécessitant tels emprunts, et que les travaux ont été complètement exécutés.

La cotisation spéciale, prélevée sur les propriétaires intéressés pour les travaux permanents, c'est-à-dire les trottoirs, constitue un fonds qui doit être exclusivement appliqué au paiement de l'intérêt sur les obligations en série émises pour le paiement de ces travaux, et au rachat de ces obligations à leur échéance, et ces intérêts et ces obligations en série resteront néanmoins une charge sur le fonds général de la ville.

La balance pour les autres travaux permanents sera payée en la manière ordinaire pour le paiement de toutes autres obligations en série et intérêts d'icelles de la ville et resteront une charge sur le fonds général de la ville.

La ville est autorisée à emprunter d'une banque les deniers nécessaires à l'exécution de ces travaux. Ces emprunts devront être remboursés à la banque par le produit de la vente des dites obligations en série.

Ces emprunts et la négociation de ces obligations en série devront être faits dans l'année suivant le parachèvement de ces travaux."

Donné sous mon seing, à Val d'Or, ce 14ième jour de janvier, 1946.

12410-4-4-o Le Procureur de la requérante,
LUCIEN TOURIGNY.

The cost of the construction of sidewalks only, and the interest on the loan contracted for the payment thereof, as well as the costs and disbursements incurred in such case, in the preparation of the by-laws and the negotiation of the loans, shall be paid by a special assessment on the interested proprietors, in proportion to the frontage of their properties, in conformity with the by-laws of the town and under the terms of section 583 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233).

The cost of sewers, waterworks, and their connections, and other so-called permanent works, to the exception of sidewalks, and the interest on the loan contracted for the payment thereof as well as the costs and disbursements incurred in such case, in the preparation of the by-laws and the negotiation of the loans, shall be paid by the town in the ordinary manner for permanent public works.

For this purpose, the town is authorized to borrow all the necessary money to pay for these works, but the amount shall not exceed one hundred thousand dollars per annum.

The terms of each of such loans shall not exceed that of a special assessment made for the works for which such loan is made, and the interest shall not exceed five per cent per annum.

These loans shall be ordered by by-laws of the town council but without being submitted to the ratepayers for approval, as required by sections 581 and following of the said Cities and Towns Act, but they must be approved by the Minister of Municipal Affairs.

They shall be made by means of issues of serial obligations issued in accordance with the provisions of the town charter, or, in default of provision on the subject in the charter, in accordance with the provisions of the Cities and Towns Act.

Any by-law ordering such loans shall, in each case, clearly specify the object of such loans, and no by-law of this nature shall be adopted by the town council without having obtained from the town engineer a written declaration on his oath of office, attesting to the total cost of the works for which such loans are required, and that the works have been entirely executed.

The special assessment, collected from the interested proprietors for the permanent works, that is to say the sidewalks, shall constitute a fund to be applied exclusively to paying the interest on the serial obligations issued for the payment of these works, and to redeem such obligations at maturity, and these interests and these serial obligations shall nevertheless remain a charge against the general fund of the town.

The balance for the other permanent works shall be paid in the ordinary manner for the payment of all other serial obligations and interests on same of the town and shall remain a charge against the general fund of the town.

The town is authorized to borrow from the bank the necessary money for the execution of these works. Such loans shall be reimbursed to the bank with the proceeds of the sale of the said serial obligations.

These loans and the negotiation of these serial obligations shall be made within the year following the completion of the works."

Given under my hand, at Val d'Or, this 14th day of January, 1946.

12410-4-4-o LUCIEN TOURIGNY,
Attorney for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que J.-René de Cotret des Trois-Rivières, René Breton, L.-Paul Duchaine, Paul-Henri Dorval et Charles Robitaille, tous experts comptables du district de Québec, et Marcel-B. Morency, Gérard Labelle, Edwin-H. Nicholson et Alex. Sybionak, tous experts comptables du district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'obtention d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "L'Association des Comptables Généraux Licenciés de la Province de Québec" ("Certified General Accountants' Association of the Province of Québec"), avec pouvoir d'exercer les droits et privilèges ordinairement octroyés aux corporations analogues ayant pour but de maintenir, améliorer et augmenter les connaissances professionnelles, l'habileté et la compétence de ses membres, maintenir et élever le niveau social et la dignité de la profession de comptable général licencié, et pour cela avoir notamment le pouvoir de réglementer l'admission l'éligibilité, la qualification, le classement, la conduite, la suspension et l'expulsion de ses membres, fixer les contributions annuelles ou autres prescrire les conditions et exigences relatives aux examens et à la présentation des candidats, organiser pour ses membres en collaboration avec des institutions d'enseignement des cours, conférences, etc., signer avec toute université ou institution d'enseignement comptable tous contrats ou arrangements appropriés concernant les matières éducationnelles, s'affilier à toute autre association constituée ou non en corporation et dont les fins sont analogues, établir et administrer un fonds de secours ou de bienfaisance au bénéfice de ses membres et adopter des règlements pour les fins ci-dessus et d'autres.

Québec, le 23 janvier 1946.

Le Procureur des pétitionnaires,
12423-4-4 o YVES PRÉVOST, avocat.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Monsieur Rosario Laurin, prêtre-Curé, MM. Léger Paquin, cultivateur, Edouard Martineau, aubergiste, Fortunat Aubry, bourgeois, tous quatre de la paroisse de St-Sauveur dans le comté de Terrebonne et J.-P. Laberge, commerçant et Aimé Parent, comptable, tous deux des cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi pour détacher le territoire suivant de la municipalité de la paroisse de St-Sauveur dans le comté de Terrebonne, pour être érigé en une municipalité de paroisse séparée sous le nom de "Municipalité de la paroisse de Ste-Anne-des-Lacs dans le comté de Terrebonne" et pour détacher ledit territoire de la municipalité scolaire de St-Sauveur, pour être érigé en une municipalité scolaire séparée sous le nom de "Municipalité scolaire de Ste-Anne-des-Lacs":

"Les lots 74, 76, 77, 78, 79, 80, 83, 84, 85, 88, 89, 90, 91, 92, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195,

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that J. René de Cotret, of Trois-Rivières, René Breton, L. Paul Duchaine, Paul-Henri Dorval and Charles Robitaille, all expert accountants of the district of Québec, and Marcel B. Morency, Gérard Labelle, Edwin H. Nicholson and Alex. Sybionak, all expert accountants of the district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, for the passing of an Act incorporating them into a corporation under the name of "Certified General Accountants' Association of the Province of Québec" ("L'Association des Comptables Généraux Licenciés de la Province de Québec"), with power to exercise the rights and privileges usually granted to similar corporations with a view to maintaining, improving and enhancing the professional knowledge, skill and competence of its members and to maintain and raise the social standard and dignity of the profession of certified general accountant, and for such purpose to have, in particular, the power to regulate the admission, eligibility, qualifications, classification, conduct, suspension and expulsion of its members, to fix the annual or other contributions, prescribe the conditions and requirements respecting examinations and the presentation of candidates, to organize, in collaboration with teaching institutions, courses, lectures, etc., for its members; to sign with any university or institution of learning any contracts or make suitable arrangements concerning educational matters, to affiliate with any other association, whether incorporated or not, and whose objects are similar; to establish and administer a relief or welfare fund for the benefit of its members and adopt by-laws for the foregoing and other purposes.

Quebec, January 23rd, 1946.

YVES PRÉVOST, advocate,
12423-4-4 Attorney for applicants.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Rev. Rosario Laurin, parish priest, Messrs. Léger Paquin, farmer, Edouard Martineau, innkeeper, Fortunat Aubry, gentleman, all of the parish of St-Sauveur in the county of Terrebonne and J.-P. Laberge, trader and Aimé Parent, accountant, both of them of the city and district of Montreal, will appeal to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for the passing of an Act, to detach the following territory from the municipality of the Parish of St-Sauveur in the county of Terrebonne to be erected into a separate municipality of parish under the name of "Municipality of the Parish of Ste-Anne-des-Lacs in the county of Terrebonne" and to detach the said territory from the school municipality of St-Sauveur, to be erected into a separate school municipality under the name of "School municipality of Ste-Anne-des-Lacs":

"The lots 74, 76, 77, 78, 79, 80, 83, 84, 85, 88, 89, 90, 91, 92, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194,

196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213 et 214, tous du cadastre officiel de la paroisse de St-Sauveur, comté de Terrebonne.

"Ce territoire est borné comme suit:

Vers le nord-ouest, partie par la ligne de division entre les Rangs Ste-Elmire Nord-Ouest et Ste-Elmire Sud-Est et partie par les lots Nos 68 et 75, vers le Nord par les lots Nos 82, 87 et 93, vers le Nord-Est par les lots Nos. 68, 71, 72, 73, 73A, 75, par la Rivière du Nord, et par la ligne limitative entre les paroisses de St-Jérôme et de St-Sauveur, vers l'Est par les lots Nos 81, 82, 86, 87, 93 et 97, vers le Sud-Est par la ligne limitative entre les paroisses de St-Jérôme et de St-Sauveur, vers le Sud partie par la Rivière du Nord, partie par les lots Nos. 81, 87 et 93 et partie par la ligne limitative entre les Paroisses de St-Jérôme et de St-Sauveur, vers le Sud-Ouest par la ligne limitative de la paroisse de St-Sauveur et le comté d'Argenteuil."

pour désigner les sièges des conseillers par des numéros; pour permettre à toute personne domiciliée ou résidant ailleurs que dans la municipalité d'être mise en nomination et élue à la charge de conseiller sur les sièges désignés par les nos. 4, 5 et 6; pour changer les conditions dans lesquelles la charge de conseiller devient vacante; pour fixer la date de la mise en nomination et de la votation; pour déterminer la date de la première élection générale; pour soustraire la municipalité à certains articles du Code Municipal; pour déterminer l'année fiscale; pour décréter l'imposition de certaines taxes et leur date d'exigibilité; et pour autres fins.

Montréal, ce 23 janvier 1946.

Le Procureur des requérants,

12427-4-4-o

EME. LACROIX.

Canada, Province de Québec

AVIS PUBLIC

Avis Public est par les présentes donné que la Municipalité du village de Bernierville, du comté de Mégantic, dans le district d'Arthabaska, s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir les pouvoirs suivants:

Emprunter une somme de vingt-deux mille piastres à la Caisse Populaire si possible, ou ailleurs, à un taux n'excedant pas trois et demi pour cent, pour venir en aide à "Marcoux & Frère" du village de Bernierville, pour la reconstruction de leur manufacture incendiée au commencement d janvier 1946.

Bernierville, 29 janvier 1946.

L'Avocat de la requérante,

12485-5-4-o

LUCIEN DROLET, C.R.

AVIS D'UN BILL PRIVÉ

Avis est par les présentes donné, qu'un Bill privé sera présenté, lors de la prochaine Session de la législature provinciale, par l'Association des Chiropraticiens de la Province de Québec Incorporée, aux fins de légaliser dans la province de Québec l'exercice de la chiropratique.

Les Procureurs de l'Association des Chiropraticiens de la Province de Québec Incorporée,

YVON JASMIN,
ALFRED TOURIGNY, C.R.

12223-3-4-o

195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213 et 214, all of the official cadaster of the Parish of St-Sauveur, County of Terrebonne.

"This territory is bounded as follows:

Towards the north-west, partly by the division line between the St. Elmire north-west and St. Elmire south-east ranges and partly by lots 68 and 75, towards the north by lots nos. 82, 87 and 93, towards the north-east by lots nos. 68, 71, 72, 73, 73A, 75, by the North River, and by the boundary line between the parishes of St. Jérôme and of St-Sauveur, towards the East by lots nos. 81, 82, 86, 87, 93 and 97, towards the South-East by the boundary line between the parishes of St. Jérôme and St-Sauveur, towards the South partly by the North River, partly by lots nos. 81, 87 and 93 and partly by the boundary line between the parishes of St. Jérôme and St-Sauveur, towards the South-West by the boundary line of the Parish of St-Sauveur and the County of Argenteuil."

to designate the seats of the councilors by numbers; to permit to any person having no residence or residing in the municipality to be put into nomination and elected to the office of councilor on seats designated by the numbers 4, 5 and 6; to change the conditions according to which the office of councilor becomes vacant; to determine the date on which the Mayor and councilors are nominated and the date of the voting; to determine the date of the first general election; to exempt the municipality from certain articles of the Municipal Code; to determine the fiscal year; to decree the imposition of certain taxes and their date of exigibility; and for other purposes.

Montreal, January 23rd, 1946.

EME. LACROIX,

12427-4-4-o

Solicitor for the Petitioners.

Canada, Province of Quebec

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Municipality of the Village of Bernierville, county of Mégantic, district of Arthabaska, will apply to the Provincial Legislature, at its next session, to obtain the following powers:

To borrow an amount of twenty-two thousand dollars from La Caisse Populaire if possible, or elsewhere, at a rate not exceeding three and one half per cent, to assist "Marcoux & Frère" of the Village of Bernierville, in the reconstruction of their factory which was burned at the beginning of January, 1946.

Bernierville, January 29th, 1946.

LUCIEN DROLET, K.C.,

12485-5-4

Attorney for applicant.

NOTICE OF A PRIVATE BILL

Notice is hereby given that a private Bill will be presented at the next Session of the Provincial Legislature by "The Quebec Chiropractic Association Incorporated" so that the practice of Chiropractic may be legalized in the Province of Quebec.

YVON JASMIN,
ALFRED TOURIGNY, K.C.,
Attorneys for "The Quebec Chiropractic Association Incorporated".

12223-3-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné que L'Association d'Hospitalisation du Québec" s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session pour l'obtention d'une loi pour clarifier et étendre sa charte la loi 6 Georges VI, chapitre 102, telle qu'amendée par la loi 9 Georges VI, chapitre 99, en rapport avec la fourniture des services médicaux, dentaires et de gardes-malades.

Montréal, le 5 février 1946.

LUCIEN-H. GENDRON,
12603-6-4-o Le Procureur de la requérante,

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission des Écoles Catholiques de Verdun s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi lui accordant les pouvoirs suivants:

1° Déclarer que nonobstant les changements apportés à la Loi de l'Instruction publique quant à la date d'élection, le terme d'office des Commissaires sera du premier juillet suivant la date de leur élection au 30 juin de la dernière année de leur terme d'office.

2° Nonobstant toute loi contraire, déclarer que l'évaluation des immeubles sera la même pour fins municipale et scolaire.

3° Racheter par anticipation, après avis de six mois les obligations portant intérêt au taux de 5% ou plus et emprunter les sommes nécessaires à cette fin.

4° Porter au fonds général une somme de \$1,017.53, solde d'un emprunt autorisé par la Loi 3, George VI, chapitre 74.

5° Emprunter une somme de \$175,000.00 pour

a) Consolider une partie des déficits des années terminées le 30 juin 1943, 1944 et 1945, soit une somme de \$61,765.00;

b) Payer les différences de salaires réclamées par les instituteurs tant religieux que laïques pour l'année 1945-46, selon leurs années de service et conformément à la Loi, soit une somme de \$103,000.00;

c) Financer une somme de \$6,500.00, représentant le résidu des obligations rachetées par anticipation le premier juillet 1945, mais non compris dans l'émission de renouvellement;

d) Pourvoir au paiement des frais d'émission, de renouvellement d'émission et d'escompte des bons ou obligations, ainsi qu'au paiement des frais légaux et dépenses découlant tant de l'émission et du renouvellement d'émission que de leur autorisation;

6° Déposer au fonds général tout résidu d'emprunt autorisé par les présentes et non utilisé.

LA COMMISSION DES ÉCOLES
CATHOLIQUES DE VERDUN,
Par le Secrétaire-trésorier,
MARCEL BERTRAND.

12607-6-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that the "Quebec Hospital Service Association" will apply to the Legislature of Quebec at its next session for the passing of an Act to clarify and extend its charter the Act 6 George VI, chapter 102, as amended by the Act 9 George VI, chapter 99, in respect of providing medical, surgical, dental and nursing services.

Montreal, February 5th, 1946.

LUCIEN H. GENDRON,
12603-6-4-0 Attorney for Petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Catholic School Board, of Verdun will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, granting it the following powers:

1. To declare that, notwithstanding the changes enacted in the Education Act, as to the date of election, the term of office of the Commissioners shall be from the first of July following the date of their election to the 30th of June of the last year of their term of office.

2. Notwithstanding any Act to the contrary, to declare that the valuation of immovables shall be the same for municipal and school purposes.

3. To redeem by anticipation, after a six months' notice, the bonds bearing interest at the rate of 5% or more, and borrow the amounts required for such purpose.

4. To carry to the general fund a sum of \$1,017.53, balance of a loan authorized by the Act 3, George VI, chapter 74.

5. To borrow an amount of \$175,000.00, to

a) Consolidate part of the deficits of the years ending June 30th, 1943, 1944 and 1945, namely a sum of \$61,765.00;

b) Pay the difference of the salaries claimed by the teachers, both religious and laymen, for the year 1945-46, according to their years of service and according to law, namely a sum of \$103,000.00;

c) Finance a sum of \$6,500.00, representing the residue of the bonds redeemed by anticipation on the first of July, 1945, but not included in the renewal issue;

d) Provide for the payment of issue, renewal of issue and discount expenses of bonds or debentures, and also for the payment of the legal costs and expenses incurred both from the issue and renewal of issue, as well as the authorization thereof;

e) Deposit in the general fund any residue of a loan hereby authorized and not used.

THE CATHOLIC SCHOOL
BOARD OF VERDUN,
Per MARCEL BERTRAND,
Secretary-Treasurer.

12607-6-4

Avis public est, par les présentes donné que la cité de Lévis s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte et pour obtenir certains pouvoirs: accordant une rémunération de \$300.00 par année à chaque échevin pour couvrir leurs dépenses; accordant le pouvoir d'exploiter un système de transport dans les limites de la cité; autorisant le conseil, par résolution, à accorder à la compagnie des Tramways de Lévis, pour une période de quinze

Public notice is hereby given that the city of Lévis will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter and to obtain certain powers: the granting of a remuneration of \$300.00 per annum to each alderman, to cover their expenses; granting power to operate a transportation system within the limits of the city; authorizing the Council, by resolution to grant to "la Compagnie de Tramways de Lévis", for a period of fifteen years, an exemption of

ans, une exemption de taxes affectant les immeubles de la Compagnie servant exclusivement pour l'exploitation de son système de transport; et pour autres fins.

taxes affecting the immovables of the Company used exclusively for the operating of its transportation system; and for other purposes.

Lévis, 4 février 1946.

Lévis, February 4th, 1946.

Le Greffier de la cité de Lévis,
12608-6-4-o LIONEL LEMIEUX.

Clerk of the city of Lévis.
12608-6-4 LIONEL LEMIEUX,

AVIS LÉGAL

LEGAL NOTICE

Avis est, par les présentes, donné que la Ville de Mont-Royal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une Loi pour amender la charte de la Ville pour autoriser la correction de ses rôles de perception concernant certains règlements d'amélioration et d'emprunt; l'amendement des répartitions spéciales imposées par ces règlements relativement à la construction de systèmes d'éclairage, tuyaux d'aqueduc et bornes-fontaines qui seront appliquées sur toutes propriétés imposables de la Ville suivant leurs valeurs; la ratification et la confirmation de ces rôles et règlements; l'imposition future de taxes d'éclairage et d'eau sur toutes propriétés imposables de la Ville suivant leurs valeurs; l'exécution d'améliorations sur requête des propriétaires limitrophes et la charge des frais à ces derniers; l'évaluation de terrains de ferme à pas plus de \$300 par arpent; l'annexion par la cité de Montréal de certaines parcelles de terrains de la Ville et vice-versa; l'application à la Montreal Tramways Company d'une partie du coût de réparation et d'enlèvement de la neige sur certaines rues; la nomination d'un gérant de la Ville sans les formalités prescrites par la Loi des cités et villes; et pour d'autres fins.

Notice is hereby given that the Town of Mount Royal will apply to the Legislature of the Province of Quebec at the next session thereof for the passing of an Act to amend the charter of the Town to authorize the correction of its collection rolls respecting certain improvement and loan By-laws; the amendment of the special assessments imposed by such By-laws with respect to the construction of lighting systems, watermains and hydrants to be upon all assessable property in the Town according to the value thereof; the ratification and confirmation of such rolls and by-laws; the imposition of lighting and water works, taxes for the future upon all assessable property in the Town according to the value thereof; the making of improvements upon petition of the bordering proprietors and the charging of the cost to them; the valuation of farm land at not more than \$300. per arpent; the annexation by the City of Montreal of certain portions of the lands of the Town and vice-versa; the charging to the Montreal Tramways Company of a portion of the cost of repair and snow removal on certain streets; the appointment of a town manager without the formalities prescribed by the Cities and Towns Act; and for other purposes.

Ville de Mont-Royal, le 6 février 1946.

Town of Mount Royal, February 6th, 1946.

Les Procureurs de la Ville de Mont-Royal,
12609-6-4 MACDOUGALL, SCOTT, HUGESSEN & MACKLAIER.

Attorneys for the Town
of Mount Royal.
12609-6-4-o MACDOUGALL, SCOTT, HUGESSEN & MACKLAIER,

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, district de St-François Cour supérieure, N° 5090. Rosilda Filion, épouse commune en biens de Arthur Bédard, beurrier de Coaticook, dit district, demanderesse, vs son dit mari, défendeur.

Province of Quebec, district of St-François, in the Superior Court, No. 5090. Rosilda Filion, wife common as to property of Arthur Bédard, butter maker of Coaticook, said district, plaintiff, vs her said husband, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

An action in separation as to property has been instituted this day.

Coaticook, le 30 janvier 1946.

Coaticook, January the 30th 1946.

Les Procureurs de la demanderesse,
12566-o SAMSON & GÉRIN.

Attorneys for Plaintiff.
12566-o SAMSON & GÉRIN,

Canada, province de Québec, district d'Arthabaska, Cour supérieur, N° 4500.

Canada, province of Quebec, district of Arthabaska, Superior Court, No. 4500.

Dame Marie-Ange Landry, ménagère de Victoriaville, district d'Arthabaska, épouse de Paul Onil Roux de Saint-Paul de Chester, district d'Arthabaska, a intenté une poursuite en séparation de biens, contre ce dernier.

Dame Marie-Ange Landry, housekeeper of Victoriaville, district of Arthabaska, wife of Paul Onil Roux of Saint-Paul de Chester, district of Arthabaska, has entered a suit against her husband for separation as to property.

Arthabaska, le 30 janvier 1946.

Arthabaska, January 30, 1946.

Le Procureur de la demanderesse
12567-o HORMISDAS GARIÉPY.

Solicitor for the Plaintiff.
12567-o HORMISDAS GARIÉPY,

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieur, N° 242322. Dame Georgianna Beaudin-Perron, demanderesse, vs Napoléon Perron, défendeur.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 242322. Dame Georgianna Beaudin-Perron, Plaintiff, vs Napoléon Perron, defendant.

Avis est donné que Dame Georgianna Beaudin, épouse commune en biens de Napoléon Perron, presser, de Montréal, a intenté procédures en

Notice is given that Dame Georgianna Beaudin, wife common as to property of Napoléon Perron, valet-serviceman, of Montreal, has entered

séparation de biens, sous le N° 242322 Cour Supérieure, Montréal.

Montréal, le 1er février 1946.

Les Procureur de la demandresse,
12578-o LEDUC & ROSS.

Province de Québec, District de Rimouski, Cour Supérieure, N° 9314. Dame Anna Beaulieu, épouse commune en biens de Alphonse Talbot, d'Esprit-Saint, district de Rimouski, demandresse vs le dit Alphonse Talbot, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 5 février 1946.

Le Procureur de la demandresse,
12587-o R. E. ASSELIN, avocat,
Rimouski.

an action for separation as to property, under No. 242322, Superior Court, Montreal.

Montreal, February 1st 1946.

12578-o LEDUC & ROSS,
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 9314. Dame Anna Beaulieu, wife common as to property of Alphonse Talbot, of Esprit-Saint, district of Rimouski, plaintiff, vs the said Alphonse Talbot, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, the February 5th 1946.

12587-o R. E. ASSELIN, advocate,
Attorney for the plaintiff,
Rimouski.

Avis divers

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association Catholique des Institutrices d'Arvida, district N° 29A, Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 23 janvier 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé au N° 109, rue Calais, Arvida, district de Chicoutimi.

12588-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Caisse Populaire Slater", en date du 4 janvier 1946, dont le siège social est à Montréal, district de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 23 janvier 1946.

12568-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné que l'Honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Joyeuse", en date du 2 décembre 1945, dont le siège social est à l'École Normale de Roberval, comté de Roberval, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 24 janvier 1946.

12569-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné que l'Honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "L'Érablière", coopérative de consommation et de production du type Rochdale", en date du 10 janvier 1946, dont le siège social est à St-Félix-de-Kingsey, comté de Drummond, et que ce document a été déposé

Miscellaneous Notices

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of "Association Catholique des Institutrices d'Arvida, district No. 29A, Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on January 23rd, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at No. 109 Calais street, Arvida, district of Chicoutimi.

12588 Under Secretary of the Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Caisse Populaire Slater", under date the fourth day of January, 1946, whereof the head office is at Montreal, district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of January, 1946.

12568 Under Secretary of the Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Joyeuse" under date the 2nd day of December, 1945, whereof the head office is at the Normal School of Roberval, county of Roberval, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th of January, 1946.

12569 Under Secretary of the Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "L'Érablière" coopérative de consommation et de production du type Rochdale" under date the 10th day of January, 1946, whereof the head office is at St-Félix-de-Kungsey, county of Drummond, and

dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 24 janvier 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
12570-o JEAN BRUCHÉSI,

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de: "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Eugène-de-Ladrière", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le quinze janvier 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Eugène-de-Ladrière, district de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la Province,
12571-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif Forestier et Industriel", en date du 13 janvier 1946, dont le siège social est à Lac Bouchette, comté de Roberval, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 28 janvier 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
12572-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "The Griffintown Credit Union", en date du 6 décembre 1945, dont le siège social est à 1031 rue Ottawa, Montréal, comté d'Hochelega, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 14 janvier 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
12573-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné au public par les présentes conformément à l'article 35 de la loi du Régime des Eaux Courantes que Adélar Goyette de Rivière à Pierre comté de Portneuf se propose de faire exécuter les travaux suivants: De faire construire un barrage pour faciliter le flottage des billots sur la Rivière Pierre au Lac Mauras, du Milieu et du Dépôt dans le canton Bois.

Avis est aussi donné qu'une pétition à cet effet, accompagnée par les plans et spécifications indiquant la nature de la construction et les terrains qui seront affectés par telle construction, a été adressée au Ministère des Terres et Forêts et qu'un duplicata de tels plans et spécifications a été déposé au bureau d'enregistrement de la division de Portneuf à Cap Santé, Qué.

L'application contenue dans la pétition sera prise en considération par le Lieut.-Gouverneur en Conseil le ou après le 10ième jour suivant la date de la publication de cet avis dans la Gazette officielle de Québec.

Rivière à Pierre, Qué., le 17 décembre 1945.
12583-o PAUL DUFRESNE, I. F.

that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th of January, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
12570 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of: "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Eugène-de-Ladrière", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on January fifteenth, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Eugène-de-Ladrière, district of Rimouski.

JEAN BRUCHÉSI,
12571 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif Forestier et Industriel" under date the thirteenth day of January, 1946, whereof the head office is at Lake Bouchette, county of Roberval, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th of January, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
12572 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "The Griffintown Credit Union" under date the 6th day of December, 1945, whereof the head office is at 1031 Ottawa street, Montréal, county of Hochelega, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th of January, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
12573 Under Secretary of the Province.

Public notice is hereby given, in accordance with Section 35 of the water course act, that Adélar Goyette de Rivière à Pierre in the county of Portneuf intends to execute the following works: Erect a dam for facilitating the driving of logs on Rivière Pierre, at "Lake Mauras du Milieu et du Dépôt" in the township Bois.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specification, showing the nature of the works and the land which will be affected by such work has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the Registry Office of the registration division of Portneuf at Cap Santé, Qué.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lt-Governor in Council on or after the 10th day following the date of the publication of this notice in the Gazette Official Gazette.

Rivière à Pierre, Qué., December 17th. 1945.
12583-o PAUL DUFRESNE, F. E.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de: "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Aubert", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le quinze janvier 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Aubert, district de Montmagny.

Le Sous-secrétaire de la Province,
12585-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de: "Le syndicat de l'U.C.C. de Warwick", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le dix-huit janvier 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Warwick, district d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la Province,
12574-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins de Saint-Lucien", en date du 7 janvier 1946, dont le siège social est à Saint-Lucien, comté de Drummond, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 23 janvier 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
12579-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de: "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Christine", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 23 janvier 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Ste-Christine-de-Bagot, district de St-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la Province,
12580-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Angèle-de-Mérici", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 30 janvier 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Ste-Angèle-de-Mérici, district de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la Province,
12592-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of: "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Aubert", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on January fifteenth, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Aubert, district of Montmagny.

JEAN BRUCHÉSI,
12585 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of: "Le Syndicat de l'U.C.C. de Warwick", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on January eighteenth, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Warwick, district of Arthabaska.

JEAN BRUCHÉSI,
12574 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de Saint-Lucien", under date the seventh day of January, 1946, whereof the head office is at Saint-Lucien, county of Drummond, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of January, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
12579 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Christine" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on January 23rd, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Ste-Christine-de-Bagot, district of St. Hyacinthe.

JEAN BRUCHÉSI,
12580 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Angèle-de-Mérici" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on January 30th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Ste-Angèle-de-Mérici, district of Rimouski.

JEAN BRUCHÉSI,
12592 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Thomas-de-Caxton", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 30 janvier 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Thomas-de-Caxton, district de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la Province,
12594-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Agricole Forestier du Petit-Saguenay", en date du 4 novembre 1945, dont le siège social est à Petit-Saguenay, comté de Chicoutimi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 23 janvier 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
12595-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité d'Amherst", en date du 5 janvier 1946, dont le siège social est à Saint-Rémi-d'Amherst, comté de Papineau, et que ce document a été déposé dans les archives de Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 5 février 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
12596-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de Stanstead", en date du 5 janvier 1946, dont le siège social est à Stanstead, comté de Stanstead, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 5 février 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
12597-o JESN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Vallier", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le quatre février 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Vallier, district de Montmagny.

Le Sous-secrétaire de la Province,
12600-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Thomas-de-Caxton", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on January 30th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Thomas-de-Caxton, district of Trois-Rivières.

JEAN BRUCHÉSI,
12594 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Agricole Forestier du Petit-Saguenay" under date the 4th day of November, 1945, whereof the head office is at Petit-Saguenay, county of Chicoutimi, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd of January, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
12595 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité d'Amherst" under date the fifth day of January, 1946, whereof the head office is at Saint-Rémi d'Amherst, county Papineau, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th of February, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
12596 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de Stanstead" under date the fifth day of January, 1946, whereof the head office is at Stanstead, county of Stanstead, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th of February, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
12597 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Vallier" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on February 4th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Vallier district of Montmagny.

JEAN BRUCHÉSI,
12600 Under Secretary of the Province.

“Avis est” par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la “Coopérative d'Electricité de St-Michel-de-Wentworth”, en date du 15 janvier 1946, dont le siège social est à Saint-Michel de Wentworth, comté d'Argenteuil, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 5 février 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
12598-o JEAN BRUCHESI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de: “Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Marcel”, pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le quinze janvier 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Marcel, district de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la Province,
12599-o JEAN BRUCHESI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the “Coopérative d'Electricité de St-Michel-de-Wentworth” under date the 15th day of January, 1946, whereof the head office is at Saint-Michel-de-Wentworth, county of Argenteuil, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th of February, 1946.

JEAN BRUCHESI,
12598 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of: “Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Marcel”, for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on January fifteenth, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Marcel, district of Richelieu.

JEAN BRUCHESI,
12499 Under Secretary of the Province.

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, à sa séance en date du 1er février 1946, a adopté la résolution suivante:

“Il est résolu que, conformément aux dispositions de l'article 52 de la Loi de la Commission municipale de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 207), les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Michel-de-Mistassini, dans le comté du Lac Saint-Jean, ne soient plus, à compter du 1er mars 1946, considérés comme étant en défaut au sens de la section V de la Loi de la Commission municipale de Québec, et qu'à compter de ladite date du 1er mars 1946 le jugement de la Cour supérieure du district de Roberval, en date du 21 mars 1933, déclarant lesdits commissaires d'écoles en défaut, cesse d'avoir vigueur et effet.”

La Commission municipale de Québec,
Québec, le 4 février 1946.

Le Secrétaire,
12581-o CHARLES-A. COUILLARD.

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission has adopted the following resolution at its sitting of February 1, 1946:

“Resolved that in accordance with the provisions of Section 52 of the Quebec Municipal Commission Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, Chapter 207), from and after March 1, 1946, the School Commissioners for the municipality of St. Michel de Mistassini, in the county of Lake St. John, shall no longer be considered in default within the meaning of Division V of the Quebec Municipal Commission Act, and that from the said date of March 1, 1946, the judgment of the Superior Court for the district of Roberval, dated March 21, 1933, declaring said commissioners in default, shall cease to have force and effect.”

The Quebec Municipal Commission,
Québec, February 4, 1946.

CHARLES A. COUILLARD,
12581-o Secretary.

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, à sa séance en date du 1er février 1946, a adopté la résolution suivante:

“Il est résolu que, conformément aux dispositions de l'article 52 de la Loi de la Commission municipale de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 207), la corporation municipale de Saint-Michel-de-Mistassini, dans le comté du Lac Saint-Jean ouest, ne soit plus, à compter du 1er mars 1946, considérée comme étant en défaut au sens de la section V de la Loi de la Commission municipale de Québec, et qu'à compter de ladite date du 1er mars 1946 le jugement de la Cour supérieure du district de Roberval, en date du 17 mai 1933, déclarant ladite corporation en défaut, cesse d'avoir vigueur et effet.”

La Commission municipale de Québec,
Québec, le 4 février 1946.

Le Secrétaire,
12582-o CHARLES-A. COUILLARD.

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission has adopted the following resolution at its sitting of February 1, 1946:

“Resolved that in accordance with the provisions of Section 52 of the Quebec Municipal Commission Act (Revised Statutes of Quebec, 1941 Chapter 207), from and after March 1, 1946, the municipal corporation of St. Michel de Mistassini, in the county of Lake St. John west, shall no longer be considered in default within the meaning of Division V of the Quebec Municipal Commission Act, and that from the said date of March 1, 1946 the judgment of the Superior Court for the district of Roberval, dated May 17, 1933, declaring said corporation in default, shall cease to have force and effect.”

The Quebec Municipal Commission,
Québec, February 4, 1946.

CHARLES A. COUILLARD,
12582-o Secretary.

AVIS

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "L'Équipe Joyeuse" en date du 20 janvier 1946, dont le siège social est au Pensionnat Notre-Dame-de-L'Assomption, Nicolet, comté de Nicolet, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 1er février 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
12601-o JEAN BRUCHÉSI.

RICHSTONE'S BAKERY LTD.

Règlement N° 6

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs de quatre à cinq.

Attendu que par le règlement N° 3 le nombre des directeurs de cette compagnie a été augmenté de trois à quatre et attendu qu'il est jugé nécessaire d'augmenter encore le nombre des directeurs.

En conséquence, la compagnie Richstones' Bakery Ltd., par ses directeurs, décrète ce qui suit:

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de quatre à cinq.

Le Président,
(Signé) HARRY RICHSTONE,

Le Secrétaire,
(Signé) GEORGE G. RICHSTONE.

Donné sous mon seing et le sceau de la compagnie, ce 10ième jour de janvier 1946.

(Sceau) Le Secrétaire,
12602 G. G. RICHSTONE.

Avis est par les présentes donné par le maire et le secrétaire-trésorier de la municipalité du Canton de Somerset-Sud, comté de Mégantic, que le Lieutenant-gouverneur a approuvé, en date du 24 janvier 1946, suivant un rapport du Comité de l'honorable Conseil exécutif, le changement de nom de "Municipalité du Canton de Somerset Sud" en celui de "Municipalité de la paroisse de Plessisville", comté de Mégantic.

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé à Plessisville le 4 février 1946.

Le Maire,
OMER BRASSARD.

Le Secrétaire-trésorier,
12606-o GÉRARD MICHAUD.

NOTICE

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "L'Équipe Joyeuse" under date the twentieth day of January, 1946, whereof the head office is at Pensionnat Notre-Dame de l'Assomption, Nicolet, county of Nicolet, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st of February, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

RICHSTONES' BAKERY LTD.

By-Law No. 6

A By-Law increasing the number of Directors from four to five.

Whereas by By-Law No. 3 the number of Directors of this Company was increased from three to four and whereas it is deemed expedient to further increase the number of Directors.

Therefore "Richstones' Bakery Ltd.," by the Directors thereof, enacts as follows:

The number of Directors of the Company be and same is hereby increased from four to five.

(sgd) HARRY RICHSTONE,
Chairman.

(sgd) GEORGE G. RICHSTONE,
Secretary.

Given under my hand and the Seal of the Company this 10th day of January, 1946.

(Seal) G. G. RICHSTONE,
12602-o Secretary.

Notice is hereby given by the mayor and secretary-treasurer of the municipality of the township of Somerset South, county of Mégantic, that the Lieutenant-Governor has approved, under date of January 24th, 1946, in accordance with a report of the Committee of the Honourable Executive Council, the change of name of "Municipality of the township of Somerset South" to that of "Municipality of the parish of Plessisville", county of Mégantic.

Pursuant to the provisions of article 48 of the Municipal Code, said change of name will come into force from and after the date of the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Signed at Plessisville, February 4th, 1946.

OMER BRASSARD,
Mayor.

GÉRARD MICHAUD,
12606 Secretary Treasurer.

HYDRO-ELECTRIC SECURITIES CORPORATION

Copie certifiée du règlement XXXIV "B" de la compagnie Hydro-Electric Corporation.

Règlement XXXIV "B"

Le nombre des directeurs de cette compagnie est, par les présentes, diminué de dix (10) à sept (7) et le règlement N° 11, tel qu'amendé par les règlements No XXIX, XXXIV et XXXIV "A", est, par les présentes, encore amendé en y rayant le mot "dix" où il apparaît dans ce règlement et en y substituant le mot "sept".

Je, Alfred H. Lang, secrétaire de la compagnie Hydro-Electric Corporation, certifie, par les présentes, sous le sceau corporatif de la compagnie, que le précédent est une copie conforme et exacte du règlement XXXIV "B" de ladite compagnie et qu'il a été décrété et passé à une assemblée du bureau de direction de la compagnie dûment convoquée et tenue à cette fin le 28ième jour de mai 1935, et a été approuvé par au moins les deux tiers des votes donnés à une assemblée générale des actionnaires de la compagnie dûment convoquée et tenue pour considérer ce règlement le 20ième jour de juin 1935.

Montréal, P.Q., le 6 février 1946.

(Sceau)

12614

Le Secrétaire,
A. H. LANG.

HYDRO-ELECTRIC SECURITIES CORPORATION

Certified copy of By-law XXXIV "B" of Hydro-Electric Securities Corporation.

By-Law XXXIV "B"

The number of Directors of this Company is hereby decreased from ten (10) to seven (7) and By-law No. II as amended by By-laws No. XXIX, XXXIV and XXXIV "A", is hereby further amended by deleting therefrom the word "ten" where it appears in such By-law, and by substituting therefor the word: "seven".

I, Alfred H. Lang, Secretary of Hydro-Electric Securities Corporation, do hereby certify under the corporate seal of the Company that the foregoing is a true and correct copy of By-law XXXIV "B" of the said Company and that it was enacted and passed at a meeting of the Board of Directors of the Company duly called and held for the purpose on the 28th day of May, 1935, and was approved by at least two-thirds of the votes cast at a General Meeting of the Shareholders of the Company duly called and held for considering such By-law on the 20th day of June, 1935.

Montreal, P.Q., February 6th, 1946.

(Seal)

12614-o

A. H. LANG,
Secretary.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 23 janvier 1946 et présentés avant le 6 mars 1946, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 23 février 1946 et reçues avant le 28 février 1946, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 20 mars 1946.

Québec, le 10 janvier 1946.

12144-2-5-o

Le Greffier,
ANTOINE LEMIEUX.

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 23rd January, 1946, and introduced before the 6th March, 1946, petitions for the introduction of private bills must be presented before the 23rd February, 1946, and received before the 28th February, 1946, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 20th March, 1946.

Quebec, January 10th, 1946.

12144-2-5-o

ANTOINE LEMIEUX,
Clerk.

Chartes — Abandons de

MONTMAGNY GOLD MINES LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

AVIS

La compagnie Montmagny Gold Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle) donne, par les présentes, avis public qu'elle s'adresse au Procureur général et au ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Toronto, ce 30ième jour de janvier 1946.

12575

Le Secrétaire,
B. M. EVANS.

Charters — Surrenders of

MONTMAGNY GOLD MINES LIMITED
(No Personal Liability)

NOTICE

"Montmagny Gold Mines Limited" (No Personal Liability) hereby gives public Notice that it will make application to the Attorney-General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce of Quebec for leave to surrender its Charter.

Dated at Toronto, this 30th day of January, 1946.

12575-o

B. M. EVANS,
Secretary.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Paul Capra Incorporée s'adressera au Lieutenant-gouverneur en Conseil de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner la charte de la compagnie, celle-ci n'ayant pas de dettes ou obligations, et les obligations contingentes qu'elle peut avoir ayant été dûment protégées.

Montréal, le 5 février 1946.

Les Procureurs pour Paul,
Capra Incorporée,
CHAIT & KLEIN.

12591

NOTICE

Notice is hereby given that "Paul Capra Incorporée" will apply to the Lieutenant-Governor-In-Council of the Province of Quebec for leave to surrender the Charter of the Company, the Company having no assets or liabilities, and such contingent obligations as it may have, having been duly provided for.

Montreal, February 5th, 1946.

CHAIT & KLEIN,
Attorneys for Paul
Capra Incorporée.

12591-o

Département de l'Instruction publique

N° 554-45.

Demande est faite de détacher de la Présentation de la Sainte-Vierge, dans le comté de Jacques-Cartier, les lots 882 à 889 inclusivement des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, du Fleuve St-Laurent jusqu'aux limites de la paroisse St-Laurent et de les annexer à la municipalité scolaire de la cité de Lachine, même comté.

Québec, 5 février 1946.

12593-6-2-o

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

N° 612-45.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Ste-Praxède, comté de Wolfe, les lots suivants: (tous inclusivement), du canton de Stratford, savoir: les lots 20, 21a, 21b du rang XII; les lots 11 à 21-b du rang XI; les lots 2 à 21 du rang X, qui seront détachés de la municipalité de Disraëli.

Les lots 1 à 21 des rangs VIII et IX; 7 à 27 du rang VII, 15 à 27 des rangs V et VII, 15-a à 28 du rang IV, les lots 11 à 29 du rang III nord-est qui devront être détachés de la municipalité scolaire de St-Gabriel-de-Stratford.

Québec, le 5 février 1946.

12613-6-2-o

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

Department of Education

No. 554-45.

Application is made to detach from "la Présentation de la Sainte-Vierge" in the county of Jacques-Cartier, lots 882 to 889 inclusively, of the official plan and book of reference for the parish of Lachine, from the River St. Lawrence to the limits of the parish of St-Laurent, and to annex the same to the school municipality of the City of Lachine, same county.

Quebec, February 5th, 1946.

12593-6-2

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

No. 612-45.

Application is made to annex to the school municipality of Ste-Praxède, county of Wolfe, the following lots (all inclusively) of the township of Stratford, to wit: lots 20, 21a, 21b of Range XII; lots 11 to 21-b of Range XI; lots 2 to 21 of Range X; which shall be detached from the municipality of Disraëli.

Lots 1 to 21 of Ranges VIII and IX, 7 to 27 of Range VII, 15 to 27 of Ranges V and VII, 15 to 28 of Range IV, lots 11 to 29 of Range III Northeast, which shall be detached from the school municipality of St-Gabriel-de-Stratford.

Quebec, February 5th, 1946.

12613-6-2

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

Département du Travail

ERRATUM

La version française de l'avis de prélèvement concernant le Comité paritaire des Directeurs de Funérailles de Montréal, publié dans l'édition du 2 février 1946 de la Gazette officielle de Québec, page 468, est corrigée de la façon suivante:

A la septième ligne du premier paragraphe, les chiffres 361 sont remplacés par les chiffres 360.

A la troisième ligne du deuxième paragraphe, l'année 1946 doit se lire "1947".

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, ce 9 février 1946.

12565A-o-x

ERRATUM

L'avis de prélèvement publié dans l'édition du 2 février 1946, page 472, et concernant le Comité paritaire du Commerce de Détail de Saint-Hyacinthe, est corrigé de la façon suivante:

Department of Labour

ERRATUM

The French version of the notice of levy concerning the Parity Committee of the Funeral Directors of Montreal, published in the issue of February 2nd, 1946, of the Quebec Official Gazette, page 468, is corrected as follows:

In the seventh line of the first paragraph, the figures 361 are replaced by the figures 360.

In the third line of the second paragraph, the year 1946 should read "1947".

GERARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, February 9th, 1946.

12565A-o-x

ERRATUM

The notice of levy published in the issue of February 2nd, 1946, page 472, and concerning the Comité paritaire du Commerce de Détail de Saint-Hyacinthe, is corrected as follows:

Le numéro de décret "2688", apparaissant à la huitième ligne du premier paragraphe, doit être "4688".

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 9 février, 1946. 12565B-o-x

The decree number "2688", mentioned in the seventh line of the first paragraph, should be "4688".

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 9th, 1946. 12565B-o-x

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, qu'il se propose de recommander l'approbation de l'amendement suivant au décret numéro 968, du 3 juin 1938, et amendements, relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Labelle:

Les taux de la zone III pour les métiers et occupations suivants, apparaissant à l'article III, seront radiés et remplacés par les suivants:

"Métiers"	Taux horaires
Briqueteur	\$0.70
Maçon	0.70
Charpentier-menuisier et mécanicien ("Millwright")	0.70
Poseur de paravents (bois ou métal), châssis, fenêtres, divisions en acier	0.70
Poseur de "weatherstrips"	0.70
Plâtrier	0.70
Taillieur de pierre	0.70
Peintre, décorateur et vitrier	0.70
Peintre-machine pneumatique	0.70
Manœuvre, journalier (ouvrier non qualifié)	0.50
Manœuvre spécialisé	0.55
Électricien	0.70
Préposé au monte-charge	0.70
Poseur de lattes en métal	0.70
Poseur de marbre	0.70
Travailleur en fer ornemental	0.70
Poseur de tuiles	0.70
Gréeur	0.70"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés désirent formuler contre ce projet d'amendement.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 9 février, 1946. 12589-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'industrie des arts graphiques de Québec et du district lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 3022, du 21 octobre 1943, et amendements, relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Québec. On demande:

Que les articles I à XVI inclusivement soient radiés et remplacés par les suivants:

"I.—*Definitions*:—Pour les fins d'application du présent décret, les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a.—Un "contremaître" est une personne qui transmet les ordres de l'employeur, distribue

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, that he intends to recommend the approval of the following amendment to the decree number 968, of June 3rd, 1938, and amendments, relating to the building trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Labelle:

The wage rates of zone III for the following trades and occupations, mentioned in section III, will be deleted and the following substituted therefor:

"Trades"	Hourly rates
Bricklayers	\$0.70
Masons	0.70
Carpenters, joiners and millwrights	0.70
Screen (wood or metal), sash, window, steel partition erectors	0.70
Weatherstrippers	0.70
Plasterers	0.70
Stone cutters	0.70
Painters, decorators and glaziers	0.70
Painters-pneumatic machine	0.70
Labourers, common workers	0.50
Specialized workers	0.55
Electricians	0.70
Freight elevator operators	0.70
Lathers (metal)	0.70
Marble layers	0.70
Ornamental iron workers	0.70
Tile layers	0.70
Riggers	0.70"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive and consider the objections which those interested may desire to make against the said amendment.

GERARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 9th, 1946. 12589-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec and District has submitted to him a petition to amend the decree number 3022, of October 21st 1943, and amendments, relating to the printing trades in the district of Quebec. It is requested:

That sections I to XVI inclusive be deleted and the following substituted therefor:

"I.—*Definitions*:—For the purposes of enforcement of the present decree, the following words have the significance herein after given to them;

a.—A "foreman" is a person who gives the employer's orders, divides the work, supervises

l'ouvrage, surveille les travaux et travaille dans le métier;

b.— Un "compagnon", en général, est une personne qui a complété l'apprentissage requis pour la branche du métier dans lequel elle est employée, et qui exécute ou enseigne l'un ou l'autre des métiers régis par le présent décret;

c.— Un "compagnon pressier" est un compagnon qui sait faire la mise en train de sa presse, préparer son encre, marger une presse à cylindre de tout format et une presse à plateau.

d.— Un "compagnon sur presse à plateau" est un compagnon travaillant dans un atelier de la classe "C" qui est en mesure d'établir devant le comité de compétence créé à cette fin par le Comité paritaire, qu'il peut produire tous les travaux qui doivent être faits sur une presse à plateau, (automatique ou margés à la main);

e.— Un "apprenti" est une personne qui apprend l'un ou l'autre des métiers régis par le présent décret, soit dans un atelier, soit dans une école d'arts graphiques reconnue comme telle par le comité de compétence;

f.— Un "aide" est un salarié inexpérimenté du sexe masculin exécutant, dans un atelier, des travaux manuels qui n'exigent aucune expérience spéciale;

g.— Un "atelier" est un établissement où s'exécutent un ou tous les genres de travaux mentionnés à l'alinéa, de l'article IIb."

II.— *Jurisdiction*:— a.— Jurisdiction territoriale:

La juridiction territoriale du présent décret comprend les districts judiciaires de Québec, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski, Gaspé, et les parties des districts des Trois-Rivières, de St-François, et d'Arthabaska non assujetties au décret régissant l'industrie de l'imprimerie dans le district de Montréal.

b.— Jurisdiction professionnelle: Pour les fins d'application du présent décret, la juridiction professionnelle comprend:

1.— Toute personne employée à produire des imprimés ou travaux connexes, y compris les typographes, les linotypistes, les monotypistes, les pressiers, les clichés, les relieurs, les finisseurs, les régleurs, les coupeurs, les photgraveurs, les lithographeurs, les électrotypistes— qu'ils soient employés dans un atelier spécialisé, dans une entreprise privée, industrielle, d'enseignement ou école d'apprentissage utilisant des presses typographiques, des presses "offset", photolithographiques ou lithographiques, y compris les impressions "à la soie" et les photogravures, dans un atelier d'institution religieuse, dans une entreprise commerciale ou dans tout autre établissement, et soit que telle opération constitue le commerce principal de telle entreprise, ou qu'elle soit secondaire à tout autre commerce ou moyen de subsistance. Le présent décret régit également les travaux exécutés sur des duplicateurs à stencils, genre miméographe, des multigraphes et au moyen de tout autre procédé de reproduction graphique, quand ces appareils sont utilisés pour des fins commerciales ou des subsistance.

Aucun atelier ne devra être subdivisé en entreprises distinctes ou indépendantes l'une de l'autre;

Notwithstanding the decree number 4689 du 7 novembre 1945 relatif à l'industrie de la lithographie et indiquant une juridiction provinciale, le présent décret s'applique aux personnes travaillant à produire des impressions lithographiques et qui exercent leurs activités dans la juridiction territoriale mentionnée au paragraphe "a" ci-dessus.

the execution of the work and do not cooperate.

b.— A "journeyman", in general, is a person who has completed the apprenticeship required for his craft and who plies or teaches one of the trades governed by the present decree.

c.— A "journeyman-pressman" is a journeyman capable of getting his press ready, preparing the ink, feeding a cylinder press of any type and a platen press.

d.— A "journeyman on platen presses" is a journeyman who work in establishment of class "c" and is capable of proving to the Competency Committee formed for that purpose by the Parity Committee that he can perform all operations required on a platen press (whether automatic or hand fed).

e.— An "apprentice" is a person who learns one of the trades governed by the present decree, whether in a shop or in a graphic art school recognized by the Competency Committee.

f.— A "helper" is an unexperienced male employee committed, in a shop, to manual operations which require no special experience.

g.— A "shop" is an establishment where one or all of the operations mentioned in paragraph 1 of section IIb are performed."

II.— *Jurisdiction*:— a.— Territorial jurisdiction:

The territorial jurisdiction of the present decree comprises the judicial districts of Quebec, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski, Gaspé and those parts in the districts of Three-Rivers, St-François and Arthabaska not subject to the decree governing the printing industry in the Montreal district.

b.— Professional jurisdiction:—For the purposes of enforcement of the present decree, the professional jurisdiction comprises:

1.— All male and female persons committed to the production of printed matters or to operations connected therewith including typographers, linotypists, monotypists, pressmen, stereotypers, bookbinders, finishers, rulers, cutters, photo-engravers, litho-engravers, electrotypers, whether they be employed in a trade plant, in a private or industrial enterprise or in a school for learners or apprentices using typographic, offset, photo-lithographic and lithographic presses, including silk impressions and photogravures, in a religious institution's shop, in a commercial enterprise or in any other establishment and whether such operation constitute the main trade of such enterprise or an accessory to any other trade or means of subsistence. The present decree shall also govern operations performed on stencil duplicators (mimeograph), multigraphers and by means of any other graphic reproduction process when such devices are used for commercial or subsistence purposes.

No establishment or shop may be subdivided into distinct or independent enterprises.

Notwithstanding the decree number 4689 of November 7th, 1945, relating to the lithographic industry and indicating a provincial jurisdiction, the present decree applies to persons working to the production of lithographical printing and carrying on their trade within the territorial jurisdiction determined by sub-section "a" of the present section.

Nonobstant le décret numéro 2202 du 8 juin 1945 relatif à l'industrie de la boîte de carton et indiquant une juridiction provinciale, le présent décret s'applique aux personnes travaillant à produire des impressions dans l'industrie de la boîte de carton et qui exercent leurs activités dans la juridiction territoriale mentionnée au paragraphe "a" ci-dessus.

2.— Pour les fins d'application du présent décret, les départements suivants sont considérés comme branches distinctes du métier:

i.— Tous les divers départements des journaux quotidiens et hebdomadaires astreints au présent décret:

ii.— Pour tout autre établissement: composition, presses typographiques, réglage, photogravure, électrotypie, lithographie, photo-litho, reliure et tout autre procédé de reproduction graphique.

3.— La proportion du nombre des apprentis par rapport à celui des compagnons s'applique de la façon prévue aux articles VIII et IX.

4.— Toutefois, pour les fins d'application du présent décret, la juridiction professionnelle ne comprend pas les employés suivants:

i.— Les chefs de bureau, les commis, les employés préposés à l'entretien du bâtiment, les préposés aux ascenseurs, les nettoyeurs, les expéditeurs, les mécaniciens, les électriciens, les préposés aux machines à adresser, les chauffeurs, les messagers, et les autres salariés qui ne sont pas employés à des travaux d'imprimerie, de réglage, de reliure, de photogravure, d'électrotypie, de coupage, de photo-litho, de lithographie ou à tout autre procédé d'art graphique.

ii.— Les ouvriers travaillant régulièrement à la publication du journal d'un établissement qui, par un contrat d'union assure aux dits ouvriers des conditions et des salaires meilleurs que ceux du présent décret.

iii.— Les graveurs sur cuivre, à la main, qui ne travaillent pas dans un atelier de photogravure."

III.— *Classification*:— Les ateliers assujettis au présent décret sont divisés en quatre classes, pour les fins de tarification des salaires et de la durée du travail:

1° Classe "A":— La classe "A" comprend:— a.— Tous les ateliers qui utilisent une ou plusieurs presses rotatives pour quelque fin que ce soit; — b.— Tous les ateliers qui utilisent trois (ou plus) presses automatiques ou margées à la main, prenant une feuille de 24" x 36" ou d'un format plus grand. Les ateliers de la boîte de carton et les ateliers des districts ruraux ne sont pas compris dans la classe "A", non plus que les manufacturiers de sacs en papier.

2° Classe "B":— La classe "B" comprend tous les ateliers possédant deux presses cylindriques ou plus, ou une machine à composer ou plus ainsi que les ateliers de photogravure, d'électrotypie, de lithographie, d'offset, de photo-litho, de réglage et de reliure non spécifiquement mentionnés dans les classes "A" et "D", ainsi que les ateliers de l'industrie de la boîte de carton et les manufacturiers de sacs en papier.

3° Classe "C":— La classe "C" comprend tous les ateliers qui ne sont pas compris dans les autres catégories.

4° Classe "D":— La classe "D" comprend tous les ateliers qui s'occupent exclusivement de travaux de reliure."

"IV.— *Durée du travail*:— a.— Le jour, les heures de travail sont réparties entre 7:00 a.m. et 6:00 p.m. les cinq premiers jours ouvrables de la semaine, et entre 7:00 a.m. et midi, le samedi.

Notwithstanding the decree number 2202, of June 8th, 1945, relating to the paper box industry, and indicating a provincial jurisdiction, the present decree applies to persons committed to the production of printed matters in the paper box industry and who carry on their activities within the territorial jurisdiction mentioned in subsection "a" of the present section.

2.— For the purposes of enforcement of the present decree, the following departments will be considered as distinct branches of the trade:

i.— All departments of the daily and weekly newspapers subject to this decree.

ii)—For any other establishment: composition, typographical press, ruling, photogravure, electrotyping, lithography, photo-litho, bookbinding and any other graphic reproduction process.

3. The proportion of the number of apprentices in regard to that of journeymen shall apply as determined by section VIII and IX.

4. However, for the purposes of enforcement of this decree, the professional jurisdiction shall neither designate nor include the following employees:

i)—The office executives: the clerks, the maintenance men, the elevator operators, the cleaners, the shippers, the mechanics, the electricians, the addressograph operators, the firemen, the messengers and the other wage-earners who are not working in the production of printed matters, ruling, bookbinding work, photogravure, electrotyping, cutting photo-litho, lithography or in any other graphic art process.

ii)—Workers employed regularly in the publication of the newspaper of an establishment which, under a union contract, guarantees to the said workers working conditions and wages better than those of the present decree.

iii)—Hand engravers on copper who do not work in a photogravure shop."

III.— *Classification*:— The establishments governed by the present decree are divided into four (4) classes for the purpose of rating the wages and the duration of labour:

1. Class "A":) Class "A" includes: a.— All shops operating one or many rotary presses for any purpose whatever; b. All shops operating three (or more) automatic or hand-fed presses capable of taking a sheet of 24" x 36" or of a larger size.

Paper box manufacturing establishments and shops in rural districts are not included in class "A"; the same applies to bag manufacturers.

2. Class "B":— Class "B" includes all shops operating two cylinder presses or more, or one or more composing machine, as well as photogravure, electrotyping, lithographing, offset, photolitho, ruling and bookbinding establishments not specifically mentioned in classes "A" and "D"; it also includes the establishments of the paper box industry and the paper bag manufacturers.

3. Class "C":— Class "C" includes all shops or establishments not included in the other categories.

4. Class "D":— Class "D" includes all shops or establishments engaged exclusively in bookbinding operations."

"IV.— *Duration of labour*:— a.— During the day, the working hours will be distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., for the first five (5) working days of the week and between 7.00 a.m.

Quarante-cinq heures, au maximum, ainsi réparties dans les six (6) jours constituent une semaine régulière de travail pour les ateliers des classes "A", "B" et "D"; quarante-huit heures pour les ateliers de la classe "C". Tout travail exécuté par un employé régulier ou surnuméraire en dehors des heures susdites ou excédant, au cours d'une même journée ou d'une même nuit neuf (9) heures, est considéré comme du travail supplémentaire, excepté tel que prévu à l'article VI, paragraphe "b".

b.— Pour les équipes de nuit, les heures de travail sont réparties entre les heures régulières de la fin et du commencement de l'équipe de jour. Quarante-deux heures, au maximum, constituent une semaine régulière de travail de nuit, sauf pour les districts ruraux mentionnés au paragraphe "b" de l'article X. La durée maximum d'une nuit de travail est de neuf (9) heures. Tout travail exécuté avant ou après les heures régulières par un employé régulier ou surnuméraire, doit être rémunéré au taux du travail supplémentaire excepté tel que prévu à l'article VI, paragraphe "b".

c.— Tout travail exécuté entre midi et minuit le samedi doit être rémunéré au taux du travail supplémentaire."

"V.— Taux de salaire minima:— Les taux de salaire minima sont les suivants:

a.— Travail de jour: Classes

1° Ateliers de composition (Salaire horaire):

	A	B	C	D
Compagnons typographes, opérateurs de claviers et fondeuses:	0.88	0.79	0.57	

Aides sur fondeuses: (voir plus bas item "e")

2° Ateliers d'impression (Salaire horaire):

	A	B	C	D
Compagnons pressiers et clichés	0.84	0.76	0.65	

	A	B	C	D
Compagnons sur presse à plateau.			0.57 à 0.65	

Aides inexpérimentés de sexe masculin:

	A	B	C	D
Première année	0.25	0.25	0.25	
Subséquemment	0.31	0.31	0.31	

3° Ateliers de Reliure: (Salaire horaire):

	A	B	C	D
Compagnons relieurs	0.78	0.76		0.72

4° Ateliers de photogravure et électrotypie (Salaire horaire):

	A	B	C	D
Compagnons photograpeurs et opérateurs de caméra	0.78	0.76		

5° Ateliers de lithographie, offset et photo-litho (Salaire horaire):

	A	B	C	D
Compagnons pressiers et opérateurs de caméra.	0.76	0.76		

b.— Travail de nuit:— Tous les compagnons travaillant sur l'équipe de nuit doivent recevoir \$2.00 de plus par semaine que le salaire régulier des employés travaillant de jour.

c.— Contremaîtres:— Les salaires des contremaîtres, dans un atelier, doivent être d'au moins \$4.00 de plus par semaine que ceux des compagnons dans les classes "A" et "B" et de \$3.00 dans les autres classes, et lesdits contremaîtres sont soumis aux mêmes heures et aux mêmes conditions de travail que les compagnons.

d.— Apprentis:— Les apprentis doivent recevoir les salaires minima suivants, basés sur leur carte de compétence.

and noon, on Saturday; forty-five (45) hours so distributed in six (6) days will constitute a regular working week for the establishments of classes "A", "B" and "D"; forty-eight (48) hours for class "C". Work performed by a regular or supernumerary employee in excess of the hours above mentioned or of nine (9) hours, day or night, will be considered as overtime work, except as provided in section VI, subsection "b".

b.— For night shifts, the working hours will be distributed between the regular hours of the end and of the beginning of the day shift and forty-two (42) hours, at the maximum, will constitute a regular night working week, except for rural districts mentioned in subsection "b" of section X. The maximum duration of night work is nine (9) hours. Any work performed before or after the regular hours by a regular or supernumerary employee will be paid the overtime rates, except as stipulated in section VI, subsection "b".

c.— Work performed between 12.00 noon and 12.00 p.m. on Saturday shall be paid the overtime rates."

"V.— Wages rates:— The minimum wage rates for day work shall be the following:

a.— Day work: Classes

1. Composition shops (Hourly rates):

	A	B	C	D
Journeyman-typographers keyboard operators and castermen	0.88	0.79	0.57	

Castermen's helpers (see item "e" here under)

2. Printing shops (Hourly rates):

	A	B	C	D
Journeyman pressmen and stereotypers	0.84	0.76	0.65	

	A	B	C	D
Journeymen on platen presses			0.57 to 0.65	

Unexperienced male helpers:

	A	B	C	D
First year	0.25	0.25	0.25	
Thereafter	0.31	0.31	0.31	

3. Bookbinding establishment (Hourly rates):

	A	B	C	D
Journeyman-bookbinders.	0.78	0.76		0.72

4. Photogravure and electrotyping establishment (Hourly rates):

	A	B	C	D
Journeyman-photo-engravers and camera operators	0.78	0.76		

5. Lithographic, offset and photo-litho establishments (Hourly rates):

	A	B	C	D
Journeyman pressman and camera operators.	0.78	0.76		

b.— Night shift:— Journeymen on night shifts shall receive \$2.00 more per week than the regular rates established for day workers.

c.— Foremen:— Wage rates for foremen in a shop shall be at least four (\$4.00) dollars more per week than those of journeymen in classes "A" and "B" and three (\$3.00) more in the other classes, and said foremen will be subject to the same hours and working conditions as those of journeymen.

d.— Apprentices:— Apprentices shall receive the following minimum wages based on their competency card:

	Par semaine		Per week
1ère année	\$ 9.00	1st year	\$ 9.00
2ème année	11.00	2nd year	11.00
3ème année	13.00	3rd year	13.00
4ème année	15.00	4th year	15.00
5ème année, premier semestre	18.00	5th year, first six months	18.00
5ème année, deuxième semestre	21.00	5th year, second six months	21.00

Ces salaires sont payables sur la base horaire. *e.*— Les aides sur fondeuses recevront le salaire prévu pour les apprentis jusqu'à concurrence de la quatrième année inclusivement. Après quatre (4) années de service, ils recevront une augmentation de cinq pour cent (5%) par année jusqu'à ce qu'ils atteignent le salaire de compagnon; cette augmentation de cinq pour cent (5%) doit être ajoutée au salaire hebdomadaire du salarié. Il n'est pas permis d'employer un aide-fondeur avant d'avoir au moins un (1) compagnon opérateur de fondeuse (casterman) au travail. Le nombre d'apprentis dans les autres départements ne sera pas réduit par le nombre d'aides sur fondeuses.

f.— Travail de nuit des apprentis:— Les apprentis qui détiennent des cartes de compétence de première, deuxième et troisième années inclusivement, travaillant de nuit, doivent recevoir \$1,00 de plus par semaine, et ceux de quatrième et cinquième années exécutant le même travail doivent recevoir \$2.00 de plus par semaine.

g.— Les filles du département de la reliure doivent recevoir:

	Par semaine		per week
1ère année, premier semestre	\$ 7.00	1st year, first six months	\$ 7.00
1ère année, deuxième semestre	8.00	1st year, second six months	8.00
2ème année, premier semestre	10.00	2nd year, first six months	10.00
2ème année, deuxième semestre	11.00	2nd year, second six months	11.00
3ème année, premier semestre	12.00	3rd year, first six months	12.00
3ème année, deuxième semestre	14.00	3rd year, second six months	14.00

Ces salaires sont payables sur la base horaire.

"VI.— *Travail supplémentaire:*— *a.*— Les heures de travail supplémentaires doivent être rémunérées au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier, excepté dans les cas sous-mentionnés.

b.— Aucun employeur n'a le droit d'exiger qu'un salarié ait fait une journée ou une semaine complète de travail pour recevoir le taux de salaire supplémentaire, sauf si ledit salarié, dans les classes "C" et "D", n'a pas travaillé 24 heures au cours de la semaine normale de travail précédente. Dans ce cas, le travail supplémentaire d'une journée ne devra pas excéder quatre (4) heures et sera rémunéré au taux simple.

Toutefois, le salarié peut recevoir une rémunération basée sur son salaire régulier, pour le travail supplémentaire qu'il exécute, s'il bénéficie d'un engagement annuel écrit lui assurant un salaire hebdomadaire supérieur à celui prévu au présent décret pour la semaine normale de travail, et s'il bénéficie, en plus, de congés payés, du paiement de son salaire en cas d'absence pour cause de maladie, soit, en ce dernier cas, de quinze (15) jours par année.

c.— Le salaire double doit être payé pour tout travail exécuté le dimanche, le jour de Noël, le premier de l'An, la fête de S. Jean-Baptiste, la fête de la Confédération (1er juillet) et le fête du Travail.

Toutefois, les ateliers d'imprimerie et de reliure de la classe "A" et les ateliers des classes "B", "C" et "D" ont le choix de ne chômer que l'une ou l'autre des deux fêtes de la S. Jean-Baptiste ou de la Confédération.

d.— La période de travail pour laquelle le salarié a droit au salaire comprend, outre les heures ou fractions d'heures, où, en fait, il travaille, celles aussi durant lesquelles il est à la disposition

These wages are payable on the hourly basis. *e.*— Castermen's helpers will receive the wages stipulated for the apprentices up to the rate fixed for the fourth year inclusive. After four (4) years, their wages will be increased by five per cent (5%) every year until they attained those established for journeymen. Such 5% increase shall be added to the weekly wages of the employee. No casterman's helper will be employed unless a minimum of one (1) journeyman casterman be at work. The number of apprentices in other departments will not be affected by the number of castermen's helpers.

f.— Night work of apprentices:— Apprentices holding competency cards for the first, second and third year inclusively and doing night work shall receive one (\$1.00) dollar more per week and those of the fourth and fifth year shall receive two (\$2.00) dollars more per week.

g.— Bookbinding female employees shall receive:

	per week
1st year, first six months	\$ 7.00
1st year, second six months	8.00
2nd year, first six months	10.00
2nd year, second six months	11.00
3rd year, first six months	12.00
3rd year, second six months	14.00

These wages are payable on the hourly basis.

"VI.— *Overtime work:*— *a.*— The overtime working hours shall be paid time and one half with regard to the regular rates, except in the following cases:

b.— No employer will have the right to exact that an employee have worked a complete day or week of labour to pay him to overtime rate, except when the said employee, in classes "C" and "D" has not worked 24 hours in the course of the preceding standard week of work. In such case, overtime work in one day shall not exceed four (4) hours and will be paid single rate.

However, for overtime work, the worker may be paid on the basis of his regular rate in the case of an annual written employment contract with his employer by which he is assured of weekly wages higher than the weekly rate established by the decree for the normal week of labour and if he is entitled to a vacation with pay, and to the payment of his wages in the case of absence on account of sickness to the extent of fifteen (15) days per year.

c.— Double time shall be paid for work performed on Sunday, Christmas Day, New Year's Day, Dominion Day (July 1st), St. John the Baptist's Day and Labour Day.

However, printing and bookbinding establishments of class "A" and establishments of classes "B", "C" and "D" may operate either on St. John the Baptist's or Dominion Day.

d.— The time for which the employee is entitled to a remuneration includes, besides the hours or fractions of hours during which he is actually working, the time during which he is at the dispo-

de l'employeur et obligé d'être présent, y compris le temps où, appelé pour une certaine heure, il attend qu'on l'emploie. Cette règle s'applique quel que soit le mode de travail, soit à l'heure ou autrement. Toutefois, le temps mis à la disposition de l'employé pour prendre ses repas ou durant lequel il est bien entendu que ses services ne sont pas requis, n'est pas compté dans ses heures de travail.

e.—Tout salarié appelé, après avoir quitté l'atelier, pour exécuter du travail régulier ou supplémentaire, doit recevoir une rémunération équivalente à au moins deux heures (2) de travail.

"VII.—*Vacances payées*:—a.—Tous les salariés assujettis au présent décret ayant au service du même employeur un an ou plus de service régulier, ont droit à une semaine de vacances payées. Les vacances des divers salariés sont réparties sur les douze mois de l'année, après entente entre l'employeur et ses employés, mais le privilège d'en fixer définitivement la date est réservé exclusivement à l'employeur, afin de lui permettre d'assurer le bon fonctionnement de son établissement."

"VIII.—*Apprentissage*:—a.—Tout apprenti commençant l'étude de son métier doit avoir seize (16) ans révolus. La durée de l'apprentissage sera déterminée par le comité de compétence et se terminera avec l'émission d'une carte de compagnon, après que l'apprenti aura obtenu avec succès ses cartes de première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième années — sauf tel que prévu au paragraphe "f" ci-dessus.

b.—Dans le cours du premier mois de l'entrée en fonction d'un apprenti, l'employeur ou ses maîtres ou professeurs doivent avertir, par écrit, le secrétaire du Comité Paritaire de telle entrée en fonction et l'apprenti doit se présenter devant le comité de compétence afin de démontrer ses aptitudes pour telle branche de l'imprimerie qu'il désire apprendre. Si nécessaire, la production d'un certificat médical peut être exigée. Si le futur apprenti est jugé apte physiquement et intellectuellement et a obtenu le degré d'instruction exigé dans la branche de l'imprimerie qu'il désire apprendre, le tout conformément aux dispositions énumérées ci-après, il est ipso-facto accepté. Mais s'il ne réussit pas à passer son examen de manière satisfaisante, on lui conseillera de se diriger vers un champ d'action, mieux approprié à ses aptitudes et l'employeur ou ses maîtres ou professeurs en seront avertis aussitôt.

c.—Les heures de travail des apprentis sont les mêmes que celles des compagnons. Il n'y aura du travail supplémentaire par les apprentis dans un atelier que si la proportion des compagnons par rapport aux apprentis, telle qu'établie dans le présent décret, est observée.

d.—Les employés de sexe féminin qui apprennent et exercent un des métiers régis par le présent décret, généralement exercés par des hommes, sont soumis aux mêmes conditions de travail et aux mêmes taux de salaire que les hommes.

e.—L'expérience des employés est déterminée par le comité de compétence. Le nombre d'heures de travail réellement effectuées, soit 45 heures pour une semaine, et 50 semaines (2250) heures, seront nominalement considérées comme une année. En aucun temps le nombre d'heures ne devra être un facteur exclusif dans la promotion d'un ouvrier d'une année à l'autre ou au titre de compagnon. Aucun apprenti ne sera promu au titre de compagnon avant d'avoir satisfait aux deux conditions ci-haut mentionnées.

Pour les apprentis linotypistes et monotypistes, la compétence s'évalue à l'aptitude de chacun à

sal of the employer and required to be present or waiting to be put to work, after a call. This clause applies whether the work be performed by the hour or otherwise. However, time given to the employee for his meals or that during which it is well understood that his services are not needed is not computed on his working time.

e.—Any employee called, after he has left the shop, to perform regular or extra work, shall receive a minimum of two (2) hours' pay."

"VIII.—*Vacations with pay*:—All employees governed by the present decree, with one year of regular service or more, will be entitled to a vacation of one week, with pay.

Such vacations are distributed in the twelve months of the year after agreement between the employer and his employees, but the privilege to set a definite date remains exclusively with the employer thus permitting him to assure the proper operation of his establishment."

"VIII.—*Apprenticeship*:—a.—Any apprentice beginning to learn his trade should be at least 16 years old. The duration of the apprenticeship will be determined by the Competence Committee and will end with the issue of a journeyman's card after the apprentice has obtained his first, second, third, fourth and fifth year card, except as provided in subsection "f" above.

b.—In the course of the first month after the entering into service of an apprentice, the employer or his teachers should give a written notice thereof to the secretary of the Joint Committee, and the apprentice should call upon the Competence Committee in order to determine his qualifications for such section of the printing trade he wishes to learn. If necessary, a medical certificate may be required. If the candidate is found physically and intellectually qualified and has obtained the degree of instruction required in the section of the printing trade he wants to learn, in conformity with the provisions hereinafter mentioned, he shall be accepted *ipso facto*. But if he does not succeed in his examination, he will be suggested to choose a more suitable occupation, and his employer or teacher will be so informed immediately.

c.—The duration of labour for apprentices will be the same as that established for journeymen. Overtime work may be performed by apprentices in a shop only if the proportion of the number of apprentices with regard to that of journeymen, as established in the decree, is observed in the shop.

d.—Female employees learning and plying one of the trades governed by the present decree generally performed by men will be subject to the same labour and wage conditions as those of male employees.

e.—The experience of the employees is determined by the Competence Committee. The number of hours actually worked, that is: 45 hours for one week, and 50 weeks (2250 hours), will be nominally considered as one year. In no time should the number of hours be an exclusive factor in the promotion of a worker from one year to another or to the journeyman's rank. No apprentice may be promoted to the journeyman's rank before he has complied with the above two conditions.

In the case of the apprentice-linotypists and monotypists, the competency is estimated by

composer et corriger, sur une machine normalement entretenue et dans des conditions normales, un minimum de 3,500 ems de texte courant à l'heure en moyenne.

f.— Toutefois, au terme de son apprentissage, l'apprenti de quelque département que ce soit qui n'est pas suffisamment qualifié pour obtenir son certificat de compagnon doit recevoir une augmentation de pas moins de 10% pour chaque période additionnelle de pas moins de six mois et de pas plus d'une année, à la discrétion du comité de compétence, jusqu'à ce qu'il atteigne le salaire d'un compagnon. Cette augmentation de 10% est ajoutée au salaire hebdomadaire de l'apprenti. Cependant tel ouvrier, s'il travaille dans le département des presses, ne comptera pas dans le pro-rata des apprentis à partir de la date où il atteindra son quatrième 10% d'augmentation jusqu'à ce qu'il se qualifie comme compagnon. Dans les autres départements, cependant, les ouvriers qui travaillent d'après cette clause de 10% compteront comme apprentis dans le pro-rata.

Dans les ateliers de la classe "C" qui possèdent un cylindre de quelque format que ce soit, le compagnon sur presse à plateau pourra travailler sur ce cylindre et bénéficiera d'une augmentation de 10% annuellement jusqu'à ce qu'il ait atteint le salaire prévu pour un compagnon pressier pour cette catégorie. Le compagnon sur presse à plateau comptera comme compagnon dans le pro-rata qu'il travaille ou non sur le cylindre en vertu de cette clause.

g.— Les présentes ne s'appliquent pas aux élèves de moins de seize (16) ans d'une institution d'assistance publique régie par la loi de l'assistance publique (S.R.Q. 1941, chapitre 187).

"IX.— Nombre d'apprentis:— a.— Dans les ateliers de composition et de reliure, il ne doit pas y avoir plus d'un (1) apprenti par trois (3) compagnons employés régulièrement ou fraction de ce nombre.

b.— Dans les départements de presse, de clicherie et dans les ateliers de photogravure, d'électrotypie et d'offset, il ne doit pas y avoir plus d'un (1) apprenti par deux (2) compagnons ou fraction de ce nombre. Les aides et les apprentis sujets à l'article VIII, paragraphe "f" n'entreront pas en ligne de compte pour la détermination du nombre d'apprentis d'un atelier.

c.— Le nombre des filles de reliure n'ayant pas deux (2) ans d'expérience ne doit pas dépasser les deux tiers du nombre total des salariés de cette catégorie.

d.— Toutefois, les ateliers comptant moins de dix (10) salariés, compagnons et apprentis compris, bénéficient des conditions suivantes: dans les ateliers des catégories "C" et "D", un compagnon, deux apprentis; dans les autres catégories: deux, trois, quatre ou cinq compagnons, deux apprentis; six compagnons, trois apprentis. Les apprentis peuvent être soit typographes, pressiers ou relieurs, c'est-à-dire que le pro-rata s'établit sur l'ensemble des ouvriers et non sur chaque département, comme il est mentionné plus haut.

e.— Pour la durée de la guerre seulement, il est loisible à l'employeur d'ajouter un apprenti par atelier au pro-rata ci-dessus et ce pour les classes "B", "C" et "D" seulement. Avant de revenir au pro-rata normal des apprentis mentionné à l'article IX (a et b), les employeurs qui se sont prévalus de la présente clause suront la latitude de garder ledit apprenti supplémentaire, même la guerre terminée, jusqu'à ce qu'il devienne compagnon, et s'il y a promotion ou départ

his ability to compose and correct, on a machine in good repair, and in normal conditions, a minimum of 3,500 ems of current test per hour in average.

f.— However at the expiration of his apprenticeship, the apprentice, in any department whatsoever, not sufficiently qualified to obtain his certificate as journeyman, shall receive a minimum increase of 10% for each additional period of from six to one year, at the option of the competence Committee, until the journeyman's rate is attained. Such 10% increase shall be added to the weekly wages of the apprentice. However, such employee, when working in the press department, will not be taken into account in the pro rata of the apprentices from the date on which he gets his fourth 10% increase until he qualifies as journeyman. In the other departments, however, those working under that 10% clause will be considered as apprentices in the pro rata.

In the establishments of class "C" operating a cylinder of any size whatever, the journeyman on a platen press may work on this cylinder and benefit by a annual 10% increase to the extent of the wage rate established for the journeyman-pressman of that category. The journeyman on a platen press will be considered as journeyman in the pro rata, whether working on the cylinder under this clause or not.

g.— This section does not apply to persons under sixteen years of age in a public relief institution subject to the Quebec Public Charities Act (R.S.Q., 1941, chapter 187)."

"IX.— Number of apprentices:— a.— In composition and bookbinding establishments, there shall not be more than one apprentice to three (3) journeymen employed regularly or fraction thereof.

b.— In press or stereotyping departments, and in "photogravure, electrotyping and offset establishments, there shall not be more than one (1) apprentice to each two (2) journeymen or fraction thereof.

Helpers and apprentices subject to section VIII, subsection "f" will not be taken into account for the determining of the number of apprentices in a shop.

c.— As for girls in the bookbinding department, the number of those having less than two (2) years of experience shall not exceed the two thirds of the total number of the employees in this category.

d.— However, establishments with less than ten (10) workers, journeymen and apprentices included, will benefit by the following proportion of apprentices: in the establishments of categories "C" and "D", one journeyman: two apprentices; in the other categories, two, three, four or five journeymen: two apprentices; six journeymen: three apprentices. Apprentices may be typographers, pressmen or bookbinders, meaning that the pro-rata will be taken upon the total number of workers and not upon each department, as above.

e.— For the duration of the war only, the employer may employ one more apprentice per shop, according to the above pro-rata in classes "B", "C" and "D" only.

Before returning to the normal pro-rata of the apprentices mentioned in section IX (a and b), the employers who took advantage of the present clause may keep the said supernumerary apprentice, in spite of the fact that the war is over, until he become journeyman; in the case of a

le pro-rata redeviendra normal.

f.— Dans les ateliers où il y a deux (2) compagnons ou moins, ceux-ci peuvent travailler dans les différents métiers. Les apprentis sont sujets aux mêmes dispositions du paragraphe "d" du présent article.

g.— Les apprentis typographes porteurs d'une carte de cinquième année ont le droit d'exécuter du travail sur les machines à composer.

h.— Toutes les cartes de compétence sont attribuées par le comité de compétence et non autrement.

i.— Les maîtres-imprimeurs, les surintendants et les contremaîtres travaillant au moins vingt-quatre (24) heures par semaine dans un des métiers régis par le présent décret sont considérés comme des compagnons dans la fixation du nombre des apprentis par rapport à celui des compagnons. Cependant, pour les ateliers de la classe "C", les maîtres-imprimeurs travaillant 12 heures ou plus par semaine dans l'un de ces métiers sont considérés comme compagnons.

j.— Les présentes ne s'appliquent pas aux élèves de moins de seize ans d'une institution d'assistance publique régie par la Loi de l'Assistance Publique (S.R.Q., 1941, ch. 187)."

promotion or a departure, the *pro-rata* is to become normal again.

f.— In establishments where two (2) journeymen or less are working, these journeymen may work in the various trades. As for apprentices: the conditions of subsection "d" hereof shall apply.

g.— Apprentice-typographers holding a fifth year card have the right to work on composing machines.

h.— All competency cards are issued by the Competency Committee only.

i.— Master-printers, superintendents and foremen working a minimum of twenty-four (24) hours per week in one of the trades governed by the decree are considered as journeymen for the establishing of the *pro-rata* of the number of apprentices with respect to that of journeymen.

However, for the establishments of class "C", the master-printers working 12 hours or more per week in one of these trades are considered as journeymen.

j.— This section does not apply to persons under 16 years of age in a public relief institution governed by the Quebec Public Charities Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 187)."

"X.— *Dispositions spéciales*:— a.— Nonobstant les dispositions du présent décret, dans les ateliers où le nombre des heures de travail régulières formant une semaine normale est inférieur à celui des heures atipulées aux paragraphes "a" et "b" de l'article IV et où la cédule normale des salaires est actuellement plus élevée que le minimum fixé par le présent décret, ladite semaine normale de travail doit être maintenue et ladite cédule des salaires plus élevée doit continuer à s'appliquer à tous les employés actuels de tels ateliers durant l'existence du présent décret.

b.— *Districts ruraux*.— Dans les districts judiciaires autres que celui de Québec la cédule des salaires établis à l'article V peut, toutefois, être réduite de quinze pour cent (15%) et le travail supplémentaire être rémunéré au taux de salaire et demi. La semaine régulière de travail est de quarante-huit heures le jour et de quarante-cinq heures (45) la nuit.

c.— Aucun travail à la pièce ne doit être exécuté dans un atelier, excepté tel que prévu, pour les graveurs à la main sur cuivre, à l'article II paragraphe "b".

d.— Tout travail à domicile est interdit. Aucun employeur n'a le droit de donner à qui que ce soit du travail à être exécuté à la maison; un salarié ne peut accepter un tel travail."

"X.— *Special provisions*:— a.— Notwithstanding the provisions of the present decree, in the establishments where the regular hours constituting a normal working week are fewer than those given in section IV, "a" and "b" and where the normal wage schedule is actually higher than the minimum established by the decree, the said normal working week shall be maintained and the said higher wage schedule shall continue to apply to all actual employees of such establishments until the expiration of the decree.

b.— *Rural districts*:— For judicial districts other than that of Quebec the wages scale established by section V may be reduced by fifteen per cent (15%) and overtime work shall be paid at the rate of time and one half. Forty-eight (48) working hours constitute a day-working week and forty-five (45) a night-working week.

c.— No piece work will be performed in any shop except as provided for hand engravers on copper in section II, subsection "b".

d.— Home work is prohibited. No employer will have the right of giving to anyone work to be done at home; likewise, an employee must not accept such work."

"XI.— Si de nouvelles machines ou de nouveaux procédés viennent en usage pendant la durée du présent, décret la cédule des salaires et les conditions applicables à ces machines ou à ces procédés seront déterminées par un amendement au présent décret."

"XI.— If new machines or new processes come in use during the existence of the present decree, the scale of wages and the conditions applying to those machines or processes will be determined by an amendment to the decree."

"XII.— *Côte et couvert*:— Lorsque, suivant une convention entre l'employeur et la salarié le logement, les repas ou la pension complète sont fournis par l'employeur, celui-ci ne peut déduire plus que les prix suivants du salaire de l'employé:

"XII.— *Board and lodging*:— When, after agreement between the employer and the employee, lodging or board or both are provided by the employer, the latter shall not reduce more than the following rates from the wages earned:

Par repas	Pour repas de la semaine	Pour le logement par jour	Per meal	Meals of the week (20 meals)	For lodging per day
0.20	4.00	0.25	\$0.20	\$4.00	\$ 0.25
Pour le logement par semaine	Logement et pension par semaine	Logement et pension par mois	Lodging per week	Board and lodging per week	Board and lodging per month
1.50	5.00	20.00	\$1.50	\$5.00	\$20.00

"XIII.—*Paiement des salaires*:— Les salaires doivent être payés en argent chaque semaine dans tous les établissements assujettis au présent décret.

Ce salaire doit être remis à chaque employé dans une enveloppe scellée, sur laquelle sont inscrits son nom, son numéro de matricule, la date de la semaine de travail, le nombre d'heures accomplies, le taux de salaire à l'heure, le montant d'argent contenu dans l'enveloppe, laquelle doit être initialisée par la personne qui a fait la paye."

"XIV.— Lors de la ratification de la présente convention, le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par le présent décret, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité, en vertu du dit décret antérieur."

"XV.—*Durée du décret*:— Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 15 octobre 1947. Après cette date, il se renouvelle d'année en année à moins que l'une ou l'autre des parties contractantes ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie et au Ministère du Travail, soixante (60) jours avant l'expiration du terme original ou avant l'expiration de toute année subséquente."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'Honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 9 février 1946.

12586-0

"XIII.—*Payment of wages*:— Wages shall be paid every week, in cash, in all establishments governed by the present decree.

The pay shall be given to each employee in a sealed envelope on which shall be written: his name, his registration number, the date of the week of labour, the number of hours worked, the wage rate per hour, the amount contained in the envelope which shall be initialed by the pay clerk."

"XIV.— Upon the coming into force of the present agreement, the existing Parity Committee formed to administer the former decree in the territorial jurisdiction determined by the present decree remains in office and supervises the carrying out of the present decree until a new Parity Committee be formed. Such new Parity Committee, when formed, will succeed to and be vested with all the assets and rights of the former Committee and will assume all the liabilities of the former Parity Committee under the said former decree."

"XV.—*Duration of the decree*:— The present decree remains in force until October 15th 1947. Thereafter, it renews itself from year to year unless either of the contracting parties notify the other in writing to the contrary as well as the Department of Labour, sixty (60) days before the expiration of the original term or before the expiration of any subsequent year."

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive and consider the objections which those interested may wish to make against the said request.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 9th, 1946.

12586-0

Liquidation, avis de :

Lors d'une assemblée générale spéciale, tenue dans la salle Rialto, 5711 Avenue du Parc, Montréal, P.Q. le 14 octobre 1945, il a été proposé et résolu :

"Que la liquidation soit acceptée, et que chaque membre renonce à sa part dans l'actif net de la société et consente à ce qu'elle soit remise à la nouvelle société de secours mutuels connue sous le nom de : "La Caisse de Bénéfices de l'Ordre Loyal des Moose de Québec", et que Monsieur Gérard Vary soit nommé liquidateur."

Résolution extraite du livre des Minutes de l'Ordre Loyal des Moose de Québec, Loge 1111, Montréal, P.Q.

Montréal, le 11 janvier 1946.

L'ORDRE LOYAL DES MOOSE,
Le Secrétaire,
S. BELLEROSE.

12576-0

AVIS

Avis est donné qu'en vertu de la Section 276 de la Loi des Assurances du Québec, "The Iverley Settlement" cesseront toutes entreprises et activités le 15ième jour de février 1946 et désigneront M. A. Maxwell Boulton de Montréal, comme liquidateur pour liquider la dite association.

Montréal, ce 7ième jour de février 1946.

Le Secrétaire,
HAZEL RALSTON.

12604-6-2-0

Winding up Notice :

At the time of a special general meeting, held in the Rialto Hall, 5711 Park Avenue, Montreal, P.Q. on October 14th, 1945, it was moved and resolved :

"That the winding-up be accepted and that each member give up his share of the net assets of the society and consent that it be remitted to the new mutual welfare association known under the name of "La Caisse de Bénéfices de l'Ordre Loyal des Moose de Québec" and that Mr. Gérard Vary be appointed liquidator."

Resolution excerpt from record of the minutes of l'Ordre Loyal des Moose, Lodge 1111, Montreal, P. Q.

Montreal, January 11th, 1946.

L'ORDRE LOYAL DES MOOSE,
S. BELLEROSE,
Secretary.

12576-0

NOTICE

Notice is hereby given in virtue of section 276 of Quebec Insurance Act that on the 15th day of February, 1946 "The Iverley Settlement" will cease all undertakings and activities and will appoint A. Maxwell Boulton of Montreal as liquidator to wind-up said association.

Montreal, this 7th day of February 1946.

HAZEL RALSTON,
Secretary.

12604-6-2-0

Minutes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par Me J. Marc Vermette, notaire, demeurant à Saint-Janvier, comté de Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne, et exerçant sa profession à Saint-Janvier ainsi qu'à Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes répertoire et index de Me Damase Gauthier, décédé, en son vivant notaire exerçant sa profession à Sainte-Anne des Plaines, district judiciaire de Terrebonne.

Québec, le 4 février 1946.
Le Sous-secrétaire de la Province,
12584-6-5-o JEAN BRUCHÉSI.

Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Me J. Marc Vermette, notary, residing at Saint-Janvier, county of Terrebonne judicial district of Terrebonne, and practising his profession at Saint-Janvier and also at Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me Damase Gauthier, deceased, in his lifetime, notary, practising his profession at Sainte-Anne des Plaines, judicial district of Terrebonne.

Quebec, February 4th, 1946.
JEAN BRUCHÉSI,
12584-6-5 Under Secretary of the Province.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la Province, au nom de Sa Majesté, les personnes dont les noms suivent, savoir:

Québec, 10 janvier 1946.
M. Henri-G. Lafleur, de Montréal, membre du Barreau de la Province: conseil en loi du Roi.

Québec, 17 janvier 1946.
MM. Gustave Poisson, des Trois-Rivières, et Antoine Biron, de Drummondville, tous deux membres du Barreau de la Province: conseils en loi du Roi.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 17 janvier 1946.
Dr Philippe Adam, médecin, de Granby: coroner conjoint pour le district de Bedford, avec juridiction seulement sur le district électoral de Shefford.

M. Ferdinand Pinsonnault, cultivateur, de Saint-Michel: juge de paix pour le district judiciaire d'Iberville.

M. Joseph Lassonde, rentier, de Tingwick: juge de paix pour le district judiciaire d'Arthabaska.

MM. J.-Hector Chevrier, voyageur de commerce, Jean-Marc Séguin, agent d'assurance, et Emile Daignault, bourgeois, tous trois de Rigaud, comté de Vaudreuil: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal.

MM. Ovila Matteau, 79 rue du Platon, Trois-Rivières, Léonce Cliche, 99 rue Latourelle, Québec, tous deux inspecteurs de la Commission du salaire minimum, Eugène Rochon, secrétaire du bureau des examinateurs des mécaniciens en tuyauterie de Montréal, 6745 rue Saint-Laurent, Montréal, Armand Hamel, officier de placement à la Commission d'assurance-chômage, 6524 rue Delanaudière, Montréal: juges de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; Philippe Beauvais, marchand, 130 Boulevard Lévesque, Bruno Lépine, entrepreneur plombier, 2477 rue Workman, tous deux de Montréal: juges de paix

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the persons whose names follow, to wit:

Quebec, January 10th, 1946.
Mr. Henri-G. Lafleur, of Montreal, member of the Bar of the Province: King's Counsel.

Quebec, January 17th, 1946.
Messrs. Gustave Poisson, of Trois-Rivières, and Antoine Biron, of Drummondville, both members of the Bar of the Province: King's Counsels.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, January, 17th, 1946.
Dr Philippe Adam, physician of Granby: to be joint Coroner of the district of Bedford, with jurisdiction over the electoral district of Shefford only.

Mr. Ferdinand Pinsonnault, farmer, of Saint-Michel: to be a Justice of the Peace, for the judicial district of Iberville.

Mr. Joseph Lassonde, annuitant, of Tingwick: to be a Justice of the Peace for the judicial district of Arthabaska.

Messrs. J.-Hector Chevrier, commercial traveller, Jean-Marc Séguin, insurance agent, and Emile Daignault, bourgeois, all three of Rigaud, county of Vaudreuil: to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Montreal.

Messrs. Ovila Matteau, 79 du Platon street, Trois-Rivières, Léonce Cliche, 99 Latourelle street, Québec, both inspectors on the Minimum Wage Commission, Eugène Rochon, secretary of the Board of Examiners of pipe mechanics of Montreal, 6745 Saint Lawrence street, Montreal, Armand Hamel, appointment officer in the Unemployment Insurance Commission, 6524 Delaudière street Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction throughout the whole Province of Quebec; Philippe Beauvais, merchant, 130 Lévesque Boulevard, Bruno Lépine, plumbing contractor, 2477 Workman street, both of

avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Charles-A. Vincent, agent d'assurances, 4 rue Bourque, Sherbrooke: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Saint-François. — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 24 janvier 1946.

MM. André Dupont, épiciier, 201 rue Beaudoin, Montréal: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, et Louis Sauvé, inspecteur en charge du district de Sherbrooke du service des examinateurs des électriciens du ministère du Travail, de Sherbrooke: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Saint-François, tous deux aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Donat Ducharme, rentier, de Rouyn: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Rouyn-Noranda, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Adolphe Tremblay, gouverneur de la prison de Québec, de Québec: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Montreal. to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Montreal: Charles-A. Vincent, insurance agent, 4 Bourque street, Sherbrooke: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Saint Francis. — The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act, (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Quebec, January 24th, 1946.

Messrs. André Dupont, grocer, 201 Beaudoin street, Montreal: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal, and Louis Sauvé, inspector in charge of the district of Sherbrooke service of electrician examiners of the Labour Department, of Sherbrooke: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Saint Francis, both for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Mr. Donat Ducharme, of Rouyn: to be a Justice of the Peace, for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Rouyn-Noranda, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act, (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Mr. Adolphe Tremblay, governor of the Quebec Goal, of Québec: to be a Justice of the Peace, for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Québec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec.

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la Province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le TREIZE FÉVRIER prochain, et en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, chevalier, commandeur de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-George, lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre Hôtel du gouvernement, à Québec, ce DIXIEME jour de JANVIER, l'an

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Québec,

GREETING.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Québec for the dispatch of business, We hereby convene you for the THIRTEENTH day of FEBRUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Québec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well beloved the Honourable Sir EUGENE MARIE JOSEPH FISET, Knight, Commander of Our most distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Québec, this TENTH day of the month of

de grâce mil neuf cent quarante-six et de Notre règne le dixième.

Par ordre,
Le Secrétaire de la chancellerie
à Québec,
12145-2-5-o ANTOINE LEMIEUX.

JANUARY in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-six and in the tenth year of Our Reign.

By command,
ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery
at Québec.
12145-2-5-o

Siège social

Avis de situation de siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Fairbanks, Kirby & Co. Ltd., constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 21^{ème} jour de décembre 1945, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, P.Q., a établi son bureau à 360 ouest, rue St-Jacques, Montréal, P. Q.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P.Q., ce 11^{ème} jour de janvier 1946.

Le Secrétaire-trésorier,
12577 J. M. GRAHAM.

Head Office

Notice of situation of Head Office

Notice is hereby given that Fairbanks, Kirby & Co. Ltd., incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies' Act on the 21st day of December 1945, and having its head office in the city of Montreal, P.Q., has established its office at 360 St. James Street West, Montreal, P. Q.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, P.Q., this 11th day of January 1946.

J. M. GRAHAM,
Secretary-Treasurer.
12577-o

Soumissions

COMMISSION SCOLAIRE VILLE DE BLACK LAKE

Soumissions pour obligations

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné jusqu'à 5 heures de l'après-midi, le 25 février 1946 pour l'achat de \$72,000.00 d'obligations à être émises en vertu de la résolution du 23 janvier 1946. Ces obligations seront datées du 1^{er} mars 1946, remboursables en séries en vingt ans.

L'intérêt sur ces obligations sera de 3% sur les échéances de 1947 à 1951 au montant de \$14,000.00, 3 3/4% sur les échéances de 1952 à 1966 au montant de \$58,000.00.

Le capital et les intérêts seront payables à toutes les succursales de la Banque Canadienne Nationale dans la Province de Québec.

Les obligations pourront être rachetées par anticipation au pair sur préavis de pas moins de trente jours ni plus de soixante jours publié dans la *Cazette officielle de Québec*.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt, ce dépôt ne portant pas intérêt.

La corporation se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Black Lake, 7 février 1946.
Le Secrétaire-trésorier,
12611-o J.-O. LAPLANTE.

Tenders

SCHOOL COMMISSION TOWN OF BLACK LAKE

Tenders for Bonds

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "tender for goods" will be received by the undersigned up to five o'clock in the afternoon, on the 25th February 1946, for the purchase of \$72,000.00 of bonds to be issued under resolution of the 23rd January 1946. The said bonds to be dated from the 1st of March 1946 redeemable serially in twenty years.

Interest on these bonds will be 3% on maturities from 1947 to 1951 for an amount of \$14,000.00 3 3/4% on maturities from 1952 to 1966 for an amount of \$58,000.00.

Capital and interest will be payable at all branches of the Banque Canadienne Nationale of the Province of Québec.

The bonds may be redeemed by anticipation at par upon previous notice of not less than thirty days nor more than sixty days published in the *Quebec Official Gazette*.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan, this deposit shall not bear interest.

The corporation does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Black Lake, February 7, 1946.
J.-O. LAPLANTE,
Secretary-Treasurer.
12611-o

Ventes pour taxes municipales

Province de Québec, District de Chicoutimi

PAROISSE DE SAINT-HONORÉ

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté

Sales for Municipal Taxes

Province of Québec, District of Chicoutimi

PARISH OF SAINT-HONORÉ

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the

en date du VINGT-DEUX JANVIER 1946, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés, pour satisfaire au paiement des taxes dues à la corporation municipale de la paroisse de Saint-Honoré, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans le soubassement de l'école du village de St-Honoré, le VINGT-SIX FÉVRIER 1946 à MIDI.

Toutefois seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels tous les versements échus des taxes municipales consolidées et toutes les taxes municipales non consolidées, sauf celles de 1946, auront été payées avant le moment de la vente:

1.— René Beaumont — Le lot 29, rang 9.
2.— Edmour Gauthier — Les droits d'occupation, à titre très précaire, sur le lot 46, rang 8.

3.— Ludger Tremblay "Lucon" — Le lot 7, rang 9.

4.— Annette Mailloux — Un terrain formant partie du lot 1, rang 7 mesurant environ 200 pieds de profondeur sur 150 pieds de largeur, borné comme suit: au nord, par le terrain d'Antoine Tremblay; au sud, par le terrain de Mme Suzanne Côté-Gravel, à l'est par la route, chemin du roi, et à l'ouest par le résidu dudit lot 1, appartenant à David Gagnon.

Les lots et partie de lot ci-dessus désignés, numéros d'ordre 1 à 4 inclusivement, sont du cadastre officiel du canton Simard.

5.— Lorenzo Harvey — Le lot 3, rang 1 ouest, sous billet de location.

6.— Albert Mailloux — Le lot 10, rang 3 est.

7.— Thommy Lagacé — La demie sud des lots 1 et 2, rang 3 est, sous billet de location.

8.— Victor Mercier — Les lots 23a et 24a, rang 3 est.

9.— Joseph Tremblay "Adélard" — Les lots 16b, 17b, 18b et 19b, rang 3 est.

10.— Georges-Henri Tremblay — Les droits de l'occupant, à titre très précaire, sur le lot 20, rang 4 est.

11.— Antonio Bezeau — Le lot 32, rang 2 est, sous billet de location.

Les lots ci-dessus désignés, numéros d'ordre 5 à 11 inclusivement, sont du cadastre officiel du canton Falardeau.

12.— Jean-Paul Gauthier — Les lots 37 et 38, rang 6, sous billet de location.

13.— Philippe Gaudreault — Les lots 60, 61 et 62, rang 10, sous billet de location, sauf le lot 61 qui est patenté.

14.— Dame Paul-Emile Lapointe re: Uldège — La demie ouest du lot 75 et le lot 76, rang 7.

15.— Ludger Tremblay "Lucien" — La demie nord du lot 71, rang 10.

16.— Philippe Boudreault — La demie sud du lot 70, rang 9.

17.— Albert Mailloux — Un terrain formant partie du lot 76, rang 8, mesurant environ 50 pieds carrés, borné comme suit: au nord par la rue dite Desrosiers, au sud par la route Coulombe, à l'est par le résidu du dit lot 76, appartenant à Ludger Petit, et à l'ouest par le terrain du Simon Coulombe.

Les lots et parties de lots ci-dessus désignés, numéros d'ordre 12 à 17 inclusivement, sont du cadastre officiel du canton Tremblay.

Ces immeubles seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter.

Les versements non échus des taxes municipales consolidées sont à la charge de l'acquéreur.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Saint-Honoré, ce 24ième jour de janvier 1946.

12488-5-2-o

Le Secrétaire-trésorier,
FRANCIS DUFOUR.

twenty-second of January, 1946, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207), to sell the immovables hereinafter described, in payment of taxes due the municipal corporation of the parish of Saint-Honoré, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction, in the school basement in the village of St-Honoré, on the TWENTY-SIXTH day of FEBRUARY, 1946, at NOON.

However, there shall be excluded from the sale, those immovables whereon all payments due for consolidated municipal taxes and all non-consolidated municipal taxes, save those for 1946, shall have been paid before the sale.

1.— René Beaumont — Lot 29, range 9.
2.— Edmour Gauthier — The rights of occupancy, under precarious title, on lot 46, range 8.

3.— Ludger Tremblay, "Lucon" — Lot 7, range 9.

4.— Annette Mailloux: A lot of land forming part of lot 1, range 7, measuring about 200 feet in depth by 150 feet in width, bounded as follows: on the North, by the land of Antoine Tremblay; on the South by the land of Mme Suzanne Côté-Gravel, on the East by the road, King's Highway, and on the West by the residue of said lot 1, belonging to David Gagnon.

The lots and part of lot above described, numerically from 1 to 4 inclusively, are of the official cadastre for the township Simard.

5.— Lorenzo Harvey: Lot 3, range 1 West, under location ticket.

6.— Albert Mailloux: Lot 10, range 3 East.

7.— Thommy Lagacé — The South half of lots 1 and 2, range 3 East, under location ticket.

8.— Victor Mercier: Lots 23a and 24a, range 3 East.

9.— Joseph Tremblay "Adélard" — Lots 16b, 17b, 18b and 19b, range 3 East.

10.— Georges-Henri Tremblay: The rights of the occupant, under precarious title, on lot 20, range 4 East.

11.— Antonio Bezeau: Lot 32, range 2 East, under location ticket.

The above described lots, numerically from 5 to 11 inclusively, are of the official cadastre for the township Falardeau.

12.— Jean-Paul Gauthier — Lots 37 and 38, range 6, under location ticket.

13.— Philippe Gaudreault: — Lots 60, 61 and 62, range 10, under location ticket, save lot 61 which is patented.

14.— Dame Paul-Emile Lapointe re: Uldège — The West half of lot 75 and lot 76, range 7.

15.— Ludger Tremblay "Lucien" — The North half of lot 71, range 10.

16.— Philippe Boudreault: The South half of lot 70, range 9.

17.— Albert Mailloux — A lot of land forming part of lot 76, range 8, measuring about 50 square feet, bounded as follows: on the North by said Desrosiers street, on the South by the Coulombe road, on the East by the residue of said lot 76, belonging to Ludger Petit, and on the West by the land of Simon Coulombe.

The lots and parts of lots above described, numerically from 12 to 17 inclusively, are of the official cadastre for the township Tremblay.

The said immovables will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes which may affect them.

Payments of municipal consolidated taxes not yet due shall be charged to the purchaser.

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Saint Honoré, this 24th day of January, 1946.

12488-5-2

FRANCIS DUFOUR,
Secretary Treasurer.

VENTE PAR SHERIFS

SHERIFFS' SALE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

MONTREAL

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Superior Court — District of Montreal

Montréal, à savoir: } **THE ROYAL TRUST**
N° 240247 } **COMPANY**, deman-
deresse, vs **AARON M. MILLMAN** et al, defen-
deurs.

Montreal to wit: } **THE ROYAL TRUST**
No. 240247 } **COMPANY**, plaintiff,
vs **AARON M. MILLMAN** et al, defendants.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Clarke, en la cité de Westmount, composé des subdivisions Un et Deux des subdivisions officielles du lot numéro trois cent onze (311-1 & 2) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, ledit emplacement comprenant cinquante pieds de largeur sur cent vingt pieds de profondeur et ayant une superficie de six mille pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins.

An emplacement fronting on Clarke Avenue, in the city of Westmount, composed of subdivisions one and two of the official subdivisions of lots number three hundred and eleven (311-1 & 2) on the official plan and book of reference of the Municipality of the Parish of Montreal, containing the said emplacement fifty feet in width by one hundred and twenty feet in depth and having a superficial area of six thousand square feet, English measure and more or less.

Avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 367 à 371, avenue Clarke.

With the buildings thereon erected bearing civic numbers 367 to 371 Clarke Avenue.

Avec droit de passage dans la ruelle en arrière et dans la ruelle y communiquant.

Together with the right of way in the lane in rear and in the lane communicating therewith.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Un dépôt de \$1,770 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Casgrain, daté le 1er février 1946.

A deposit of \$1,770.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgement of the Honourable Justice Casgrain, dated February 1st 1946.

Le Shérif,

L.-P. CAISSE,

Bureau du Shérif,

L.-P. CAISSE.

Sheriff's Office,

Sheriff.

Montréal, le 6 février 1946.

12610-6-2

Montreal, February 6th, 1946.

12610-6-2-0

[Première insertion, 9 février 1946]

[First insertion, February 9th, 1946.]

QUÉBEC

QUÉBEC

Fieri Facias

Fieri Facias

Cour du Recorder

Recorder's Court

Québec, à savoir: } **LA CITÉ DE QUÉBEC**
N° 41-44 } **contre ROBERT MAR-**
COTTE, inspecteur, de notre cité de Québec, district de Québec, et pour les fins de l'exécution du bref de Terris aux termes de l'article 605, C.P. Civ., **JOSEPH MARCOTTE**, des cité et district de Montréal, **FRANK MARCOTTE**, des cité et district de Québec, **ERNEST MARCOTTE**, actuellement de l'état de New-York, **BOB MARCOTTE**, autrefois de Québec et actuellement de lieu inconnu, et **MARGUERITE MARCOTTE**, des cité et district de Québec, en leur qualité d'héritiers légaux de feu **ROBERT MARCOTTE**, à savoir:

Quebec, to wit: } **THE CITY OF QUEBEC**;
No. 41-44 } **against ROBERT MAR-**
COTTE, inspector, of Our city of Quebec, district of Quebec, and for the purpose of the carrying out of the writ de Terris, in accordance with the provisions of article 605, C. Civ. P, **JOSEPH MARCOTTE**, of the city and district of Montreal, **FRANK MARCOTTE**, of the city and district of Quebec, **ERNEST MARCOTTE**, actually of the State of New York, **BOB MARCOTTE**, heretofore of Quebec, and actually of parts unknown, and **MARGUERITE MARCOTTE**, of the city and district of Quebec, in their quality of legal heirs of the late **ROBERT MARCOTTE**, to wit:

Le lot N° 4176 (quatre mille cent soixante-seize) du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un lot ou lopin de terre situé sur la rue St-Augustin, mesurant 42 pieds et 8 pouces sur la ligne qui le divise du lot N° 4175, 42 pieds et 8 pouces sur la ligne qui le divise du lot N° 4177, 33 pieds sur la ligne qui le divise du lot N° 4174 et 31 pieds et 5 pouces sur la rue St-Augustin, contenant en superficie 1363 pieds, mesure anglaise égale à 1200 pieds français, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet aux droits d'homologation de la cité de Québec, concernant le prolongement proposé du Boulevard St-Cy-

Lot No. 4176 (four thousand one hundred and seventy-six) on the official cadastre for Montcalm ward of the city of Quebec, being a lot or parcel of land, situate on St. Augustin street, measuring 42 feet and 8 inches on the line dividing it from lot No. 4175, 42 feet and 8 inches on the line dividing it from lot No. 4177, 33 feet on the line dividing it from lot No. 4174 and 31 feet and 5 inches on St. Augustin street, containing an area of 1363 feet, English measure, equal to 1200 feet French measure — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to homologation rights of the city of Quebec, respecting the proposed prolon-

rille entre la rue Claire Fontaine et l'avenue Dufferin par les rues Plessis, Artillerie et Ste-Julie, suivant le plan confirmé et ratifié par jugement de la Cour Supérieure en date du 26 mars 1943 et dûment enregistré sur le dit immeuble le 25 avril 1944, sous le N° 285976, dans le Régistre B, vol. 545, page 79.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le PREMIER jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
L. LAPIERRE.
Québec, 23 janvier 1946. 12415-4-2-o

[Première insertion, 26 janvier 1946]
[Seconde insertion, 9 février 1946]

gation of St. Cyrille boulevard, between Claire Fontaine street and Dufferin avenue, by Plessis, Artillery and Ste Julie streets, as per plan confirmed and ratified by a judgment of the Superior Court, dated March 26th, 1943, and duly registered on said immovable the 25th of April, 1944, under No. 285976, in Register B, Vol. 545, Page 79.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the FIRST day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE,
Sheriff.
Québec, January 23rd, 1946. 12415-4-2

[First insertion, January 26th, 1946]
[Second insertion, February 9th, 1946]

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITE DE QUÉBEC,
N° 88-45 } contre PROPRIÉTAIRE
INCONNU, à savoir:

1° La moitié ouest du lot N° 429-134 (quatre cent vingt-neuf-cent trente-quatre) du cadastre officiel pour St-Roch Nord, maintenant quartier Limoilou, de la cité de Québec, étant un terrain mesurant 15 pieds de largeur sur 35 pieds de profondeur, soit une superficie de 525 pieds, borné au nord-est par l'autre partie du lot N° 429-134, au sud-est par le lot N° 429-21, au sud-ouest par le lot N° 429-135 et au nord-ouest par une ruelle portant le N° 429-132, circonstances et dépendances.

2° La moitié ouest du lot N° 430-21 (quatre cent trente-deux) du cadastre officiel pour St-Roch Nord, maintenant quartier Limoilou, de la cité de Québec, étant un terrain mesurant 15 pieds de largeur sur 40 pieds de profondeur, soit une superficie de 600 pieds, borné au nord-est par l'autre partie du lot N° 430-21, au sud-est par l'avenue des Epinettes, au sud-ouest par le lot N° 430-22 et au nord-ouest par le lot N° 429-134, circonstances et dépendances.

3° Le lot N° 429-135 (quatre cent vingt-neuf-cent trente-cinq) du cadastre officiel pour St-Roch Nord, maintenant quartier Limoilou, de la cité de Québec, étant un terrain mesurant 30 pieds de largeur sur 35 pieds de profondeur, soit une superficie de 1050 pieds, borné au nord-est par le lot N° 429-134, au sud-est par le lot N° 430-22, au sud-ouest par le lot N° 430-126 et au nord-ouest par une ruelle portant le N° 429-132, circonstances et dépendances.

4° Le lot N° 430-22 (quatre cent trente-deux) du cadastre officiel pour St-Roch Nord, maintenant quartier Limoilou, de la cité de Québec, étant un terrain mesurant 30 pieds de largeur sur 40 pieds de profondeur soit une superficie de 1200 pieds borné au nord-est par le lot N° 430-21, au sud-est par l'avenue des Ormes, au sud-ouest par le lot N° 430-23 et au nord-ouest par le lot N° 429-135, circonstances et dépendances.

Pour être vendus "en bloc" à mon bureau, en la Cité de Québec, le PREMIER jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
L. LAPIERRE.
Québec, 23 janvier 1946. 12416-4-2-o

[Première insertion: 26 janvier 1946]
[Seconde insertion, 9 février 1946]

Fieri Facias

Recorder's Court

Québec, to wit: } THE CITY OF QUÉBEC;
No. 88-45 } against UNKNOWN
OWNER, to wit:

1. The West half of lot No. 429-134 (four hundred and twenty-nine-one hundred and thirty-four) of the official cadastre for St-Roch-North, now Limoilou Ward, of the city of Québec, being a lot of land measuring 15 feet in width by 35 feet in depth, namely an area of 525 feet, bounded on the Northeast by another part of lot No. 429-134, on the Southeast by lot No. 429-21, on the Southwest by lot No. 429-135 and on the Northwest by a lane bearing No. 429-132 — circumstances and dependencies.

2. The West half of lot No. 430-21 (four hundred and thirty-two-one) of the official cadastre for St-Roch North, now Limoilou Ward, of the city of Québec, being a lot of land measuring 15 feet in width by 40 feet in depth, namely an area of 600 feet, bounded on the North-East by the other part of lot No. 430-21, on the Southeast by Avenue des Epinettes, on the Southwest by lot No. 430-22 and on the Northwest by lot No. 429-134, circumstances and dependencies.

3. Lot No. 429-135 (four hundred and twenty-nine-one hundred and thirty-five) of the official cadastre for St-Roch North, now Limoilou Ward, of the city of Québec, being a lot of land measuring 30 feet in width by 35 feet in depth, namely an area of 1050 feet, bounded on the Northeast by lot No. 429-134, on the Southeast by lot No. 430-22, on the Southwest by lot No. 430-126 and on the Northwest by a lane bearing No. 429-132, circumstances and dependencies.

4. Lot No. 430-22 (four hundred and thirty-two-two) of the official cadastre for St-Roch North, now Limoilou Ward of the City of Québec, being a lot of land measuring 30 feet in width by 40 feet in depth, namely an area of 1200 feet, bounded on the Northeast by lot No. 430-21, on the Southeast by Avenue des Ormes, on the Southwest by lot No. 430-23 and on the Northwest by lot No. 429-135, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at my office, in the city of Québec, on the FIRST day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, L. LAPIERRE,
Sheriff.
Québec, January 23, 1946. 12416-4-2

[First insertion, January 26, 1946]
[Second insertion, February 9, 1946]

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris

District de St-François, (LA CORPORATION
Sherbrooke, DU VILLAGE DE
Cour du Magistrat, SAWYERVILLE, une
N° 20,414. corporation municipa-
le ayant son bureau central dans le village de
Sawyerville, dans le district de St-François,
den. adresse, vs Les Héritiers de feu FRANCIS
(alias Frank) SAMUEL GREENLAY, durant
sa vie du village de Sawyerville, dit district, dé-
fendeurs.

Saisis comme appartenant aux dits défendeurs:
"Ces certains morceaux de terre situés dans le
village de Sawyerville, district de St-François,
connus et désignés sur le Plan Cadastral pour le
quatrième rang (4) du canton de Eaton, main-
tenant le village de Sawyerville, comme étant les
lots quatre E (4-E), (sauf et excepté quatre (4)
acres formant le coin sud-ouest du dit lot) et le
lot Cinq B (5-b) avec les bâtisses et améliorations
dessus faites et érigées."

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église
paroissiale de Notre-Dame-du-Rosaire de Sawy-
erville, Jeudi le 14 MARS 1946, à DEUX heu-
res p.m.

Bureau du shérif, Le Shérif,
Sherbrooke, ce 1er février 1946. J.-P.-C. LEMIEUX.
12599-6-2

[Première insertion, le 9 février 1946]

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Terris

District of St. Francis, (THE CORPORATION
Sherbrooke, OF THE VILLA-
Magistrate's Court, GE OF SAWYERVIL-
No. 20,414. LE, a municipal corpo-
ration having its head office at the village of
Sawyerville, in the district of St. Francis, Plai-
ntiff, vs The Heirs of the late Francis (alias
Frank) SAMUEL BREENLAY, in his lifetime
of the village of Sawyerville, in the district of
St. Francis, defendants.

Seized as belonging to the said defendants:
"Those certain tracts or parcels of land situate
in the village of Sawyerville, district of St.
Francis, known and described on the Cadastral
Plan for the Fourth Range (4th) of the Township
of Eaton, now the village of Sawyerville, as the
lots Four E (4E), (save and excepting four (4)
acres forming the south-west corner of said lot)
and lot Five B (5B) together with the buildings
and improvements thereon made and erected."

To be sold en bloc at the door of the parochial
church of Notre-Dame-du-Rosaire, de Sawyer-
ville, THURSDAY, the 14th of MARCH 1946,
at Two of the clock in the afternoon.

Sheriff's Office, J. P. C. LEMIEUX,
Sherbrooke, this 1st day of February 1946. Sheriff.
12599-6-2-0

[First insertion, February the 9th, 1946.]

**Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 6**

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 6**

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Beaudin vs Perron	521
Beaulieu vs Talbot	522
Filion vs Bédard	521
Landry vs Roux	521

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Beaudin vs Perron	521
Beaulieu vs Talbot	522
Filion vs Bédard	521
Landry vs Roux	521

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

485

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

485

AVIS DIVERS:

Association Catholique des Institutrices d'Arvida, district N° 20A, Inc. (Formation)	522
Caisse Populaire Slater (Fondation)	522
Commissaires d'écoles de St-Michel-de- Mistassini (Non en défaut)	526
Coopérative d'Électricité d'Amherst (Fondation)	525
Coopérative d'Électricité de Stanstead (Fondation)	525
Coopérative d'Électricité de St-Michel- de-Wentworth (Fondation)	526
Goyette, Adélar (Construction d'un barrage)	523
Hydro-Electric Securities Corporation (Directeurs)	528
La Caisse Populaire Desjardins de Saint- Lucien (Fondation)	524
La Joyeuse (Fondation)	522
L'Équipe Joyeuse (Fondation)	527
L'Érablière (Fondation)	522
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Val- lier (Formation)	525
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Aubert (Formation)	524
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Angèle- de-Mérici (Formation)	524

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association Catholique des Institutrices d'Arvida District No. 20A, Inc. (For- mation)	522
Caisse Populaire Slater (Foundation)	522
School Commissioners of St. Michel de Mistassini (No longer in default)	526
Coopérative d'Électricité d'Amherst (Foundation)	525
Coopérative d'Électricité de Stanstead (Foundation)	525
Coopérative d'Électricité de St-Michel- de-Wentworth (Foundation)	526
Goyette, Adélar (Construction of a dam)	523
Hydro-Electric Securities Corporation (Directors)	528
La Caisse Populaire Desjardins de Saint-Lucien (Foundation)	524
La Joyeuse (Foundation)	522
L'Équipe Joyeuse (Foundation)	527
L'Érablière (Foundation)	522
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Val- lier (Formation)	525
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Aubert (Formation)	524
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Angèle- de-Mérici (Formation)	524

Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Christine (Formation).....	524	Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Christine (Formation).....	524
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Eugène-de-Ladrière (Formation).....	523	Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Eugène-de-Ladrière (Formation).....	523
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Marcel (Formation).....	526	Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Marcel (Formation).....	526
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Thomas-de-Caxton (Formation).....	525	Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Thomas-de-Caxton (Formation).....	525
Le Syndicat de l'U.C.C. de Warwick (Formation).....	524	Le Syndicat de l'U.C.C. de Warwick (Formation).....	524
Plessisville, paroisse de (Nom changé) ..	527	Plessisville, parish of (Name changed) ..	527
Richstones' Bakery Ltd. (Directeurs) ..	527	Richstones' Bakery Ltd. (Directors) ..	527
St-Michel-de-Mistassini, munic. de (Non en défaut).....	526	St-Michel de Mistassini, munic. of (No longèr in default).....	526
Syndicat Agricole Forestier du Petit-Saguenay (Fondation).....	525	Syndicat Agricole forestier du Petit-Saguenay (Foundation).....	525
Syndicat Coopératif Forestier et Industriel (Fondation).....	522	Syndicat Coopératif Forestier et Industriel (Foundation).....	523
The Griffintown Credit Union (Fondation).....	523	The Griffintown Credit Union (Foundation).....	523
BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:		BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:	
Bills privés.....	528	Private Bills.....	528
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
Montmagny Gold Mines Limited.....	528	Montmagny Gold Mines Limited.....	528
Paul Capra Incorporée.....	529	Paul Capra Incorporée.....	529
DEMANDES À LA LÉGISLATURE:		APPLICATIONS TO LEGISLATURE:	
Association des Gardes-Malades Enregistrées de la province de Québec.....	509	Registered Nurses Association of the Province of Quebec.....	509
Association d'Hospitalisation du Québec	520	Quebec Hospital Service Association.....	520
Bernierville, village de.....	519	Bernierville, village of.....	519
Cap de la Madeleine, cité de et <i>al</i>	513	Cap de la Madeleine, city of et <i>al</i>	513
Cliche, Charles-Edouard.....	511	Cliche, Charles-Edouard.....	511
Commission des Ecoles Catholiques de Verdun.....	520	Catholic School Board of Verdun.....	520
Concernant la Loi des Ingénieurs Civils	514	Concerning the Civil Engineers' Act.....	514
Crown Trust Company.....	510	Crown Trust Company.....	510
Drummondville, cité de.....	514	Drummondville, city of.....	514
Gatineau, village de et <i>al</i>	514	Gatineau, village of et <i>al</i>	514
Lachine, cité de.....	508	Lachine, city of.....	508
L'Association des Chiropraticiens de la province de Québec Incorporée.....	519	The Quebec Chiropractic Association Incorporated.....	519
La Corporation des Embaumeurs de la province de Québec — The Corporation of Embalmers of the Province of Quebec.....	513	The Corporation of Embalmers of the Province of Quebec — La Corporation des Embaumeurs de la province de Québec.....	513
L'Association des Comptables Généraux Licenciés de la province de Québec — Certified General Accountants' Association of the Province of Quebec.....	518	Certified General Accountants' Association of the Province of Quebec — L'Association des Comptables Généraux Licenciés de la province de Québec.....	518
L'Association des Courtiers d'Assurance de la province de Québec.....	512	The Insurance Brokers' Association of the Province of Quebec.....	512
Lauzon, ville de.....	513	Lauzon, town of.....	513
Lévis, cité de.....	520	Levis, city of.....	520
Montmagny, ville de.....	508	Montmagny, town of.....	508
Mont-Royal, ville de.....	521	Mount Royal, town of.....	521
Robichaud, Hyacinthe Méderic.....	508	Robichaud, Hyacinthe Méderic.....	508
Roxboro, ville de.....	511	Roxboro, town of.....	511
Sherbrooke, cité de.....	511	Sherbrooke, city of.....	511
Ste-Anne-des-Lacs, paroisse de.....	518	Ste-Anne-des-Lacs, parish of.....	518
Succession Miriam Hadley Belasco.....	509	Estate of Miriam Hadley Belasco.....	509
Succession Anna Vallée-Cheff.....	509	Estate of Anna Vallée-Cheff.....	509
Succession Dame Léona Masse-Dufresne	507	Estate of Dame Léona Masse-Dufresne.....	507
Succession J.-H. Pariseau et <i>al</i>	515	Estate of J. H. Pariseau et <i>al</i>	515
Succession Helen Peebles.....	510	Estate of Helen Peebles.....	510
Succession Joseph-Narcisse Perrault.....	515	Estate of Joseph Narcisse Perrault.....	515
Tremblay, Wenceslas.....	510	Tremblay, Wenceslas.....	510
Val d'Or, ville de.....	516	Val d'Or, town of.....	516
Verdun, cité de.....	510	Verdun, city of.....	510

DEPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

La Présentation de la Sainte-Vierge, munic. scolaire de 529
 Ste-Praxède, munic. scolaire de 529

TRAVAIL:

Comité paritaire de l'industrie des arts graphiques de Québec et du district (Modification) 530
 Comité paritaire des directeurs de funérailles de Montréal (Erratum) 529
 Comité paritaire du commerce de détail de Saint-Hyacinthe (Erratum) 529
 Métiers du bâtiment dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Labelle (Modification) 530

LETTRES PATENTES:

All Metal Works Ltd. 486
 Au Quartier Latin Inc. — (The Latin Quarter Inc.) 487
 Barnett & Co. Limited 487
 Bellefeuille & Cheney Ltée 488
 Bertrand et Duchesneau, Limitée 488
 Colonial Chesterfield Co. Ltd. 489
 Crown Jubilee Clothing Co. Ltd. 489
 Demoiselle Juniors Ltd 490
 Fairbanks, Kirby & Co. Ltd 490
 Gelbro Limited 490
 I. & J. Co. 491
 J. A. Bilodeau, Limitée 492
 J.-B. Villeneuve Limitée 493
 Joshar Incorporated 494
 La Chambre de Commerce des Jeunes de Victoriaville 494
 (La Corporation Vallée Laurentides) — Laurentide Valley Corporation 495
 Lahaye Inc. 495
 L'Association des Cyclistes de L'Assomption, Inc. 496
 L'Association des Marchands en Gros d'Accessoires agricoles de Québec — (The Quebec Wholesale Farm Equipment Association) 496
 Lead Smelters & Refiners Inc. 497
 Lennoxville Press Incorporated 497
 Les Immeubles Bégin Inc. 498
 Lincoln Properties Inc. 498
 Machinerie Moderne Ltée — Modern Machinery Ltd. 499
 Mafco Corporation Ltd. 500
 Mayfair Handbags Inc. 500
 Mo-Rita Dress & Sportswear Inc. 500
 Mutual Lumber Co. 501
 National Tradex Company Limited 502
 Radio Accessories Limited 502
 Resorts & Industrial Management Co. Inc. 502
 S. Gold Furs Ltd. 503
 Superspun Yarns Limited 504
 Terrace Elevator Company 504
 The Grissol Bread Specialties Limited 505
 Topper Incorporated 505
 Tully Lumber Company Incorporated 506
 Typographie Lafontaine Limitée — Lafontaine Typesetting Limited 506
 Victoria Industries Limited 507

LIQUIDATION, AVIS DE:

L'Ordre Loyal des Moose, Loge 1111 538
 The Iverley Settlement 538

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

La Présentation de la Sainte-Vierge, school munic. of 529
 Ste-Praxède, munic. school munic. of 529

LABOUR:

Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec and District (Amendment) 530
 Parity Committee of the Funeral Directors of Montreal (Erratum) 529
 Retail Trade Parity Committee of St. Hyacinthe (Erratum) 529
 Building trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Labelle (Amendment) 530

LETTERS PATENT:

All Metal Works Ltd. 486
 (The Latin Quarter Inc.) — Au Quartier Latin Inc. 487
 Barnett & Co. Limited 487
 Bellefeuille & Cheney Ltée 488
 Bertrand et Duchesneau, Limitée 488
 Colonial Chesterfield Co. Ltd. 489
 Crown Jubilee Clothing Co. Ltd. 489
 Demoiselle Juniors Ltd 490
 Fairbanks, Kirby & Co. Ltd. 490
 Gelbro Limited 490
 I. & J. Co. 491
 J. A. Bilodeau, Limitée 492
 J.-B. Villeneuve Limitée 493
 Joshar Incorporated 494
 La Chambre de Commerce des Jeunes de Victoriaville 494
 Laurentide Valley Corporation — (La Corporation Vallée Laurentides) 495
 Lahaye Inc. 495
 L'Association des Cyclistes de L'Assomption, Inc. 496
 The Quebec Wholesale Farm Equipment Association) — L'Association des Marchands en Gros d'Accessoires Agricoles de Québec 496
 Lead Smelters & Refiners Inc. 497
 Lennoxville Press Incorporated 497
 Les Immeubles Bégin Inc. 498
 Lincoln Properties Inc 498
 Modern Machinery Ltd. — Machinerie Moderne Ltée 499
 Mafco Corporation Ltd 500
 Mayfair Handbags Inc. 500
 Mo-Rita Dress & Sportswear Inc. 500
 Mutual Lumber Co 501
 National Tradex Company Limited 502
 Radio Accessories Limited 502
 Resorts & Industrial Management Co. Inc 502
 S. Gold Furs Ltd. 503
 Superspun Yarns Limited 504
 Terrace Elevator Company 504
 The Grissol Bread Specialties Limited 505
 Topper Incorporated 505
 Tully Lumber Company Incorporated 506
 Lafontaine Typesetting Limited — Typographie Lafontaine Limitée 506
 Victoria Industries Limited 507

WINDING UP NOTICE:

L'Ordre Loyal des Moose, Loge 1111 538
 The Iverley Settlement 538

MINUTES DE NOTAIRES:		NOTARIAL MINUTES:	
Vermette, J.-Marc	539	Vermette, J.-Marc	539
NOMINATIONS:		APPOINTMENTS:	
Diverses	539	Miscellaneous	539
PROCLAMATION:		PROCLAMATION:	
Convocation de la Législature pour l'ex- pédition des affaires.	540	Convocation of the Legislature for the dispatch of business.	540
SIÈGE SOCIAL:		HEAD OFFICE:	
Fairbanks, Kirby & Co. Ltd.	541	Fairbanks, Kirby & Co. Ltd.	541
SOUMISSIONS:		TENDERS:	
Commission scolaire de la ville de Black Lake	541	School Commission of the Town of Black Lake	541
VENTES POUR TAXES:		SALES FOR TAXES:	
Saint-Honoré, paroisse de.	541	Saint-Honoré, parish of.	541
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
MONTREAL:		MONTREAL:	
The Royal Trust Company vs Millman et al.	543	The Royal Trust Company vs Millman et al.	543
QUÉBEC:		QUÉBEC:	
Cité de Québec vs Marcotte et al.	543	City of Quebec vs Marcotte et al.	543
Cité de Québec vs Propriétaire inconnu	544	City of Quebec vs Unknown Owner.	544
SAINT-FRANÇOIS:		SAINT FRANCIS:	
Village de Sawyerville vs Héritiers Francis Samuel Greenlay.	545	Village of Sawyerville vs Heirs of Francis Samuel Greenlay.	545
12612		12612	